

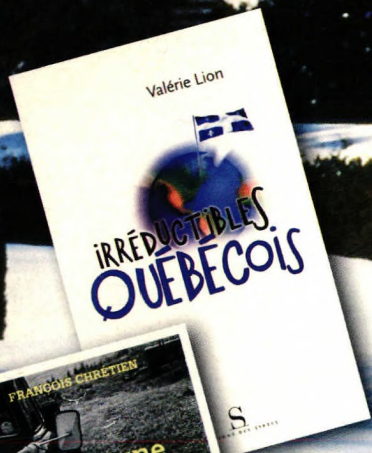
France/Quebec

janvier - février - mars 2005
N° 134 - 7,5 €

M A G A Z I N E

Sur la route de L'OUTAOUAIS

*A lire et
à gagner*



*Deux cirques
québécois à Paris*



Des enjeux communs de société

Développement durable • Droit de la famille • Handicaps •
Laïcité • Suicide • Vieillesse • Violences conjugales





Faire sa vie au Québec



Renseignez-vous dès aujourd'hui
www.immigration.quebec.fr

*Relations
avec les citoyens
et Immigration*

Québec  

Trimestriel

Éditions France-Québec

75, rue de Lourmel, 75015 PARIS

Gérant

Gilbert Pilleul

pilleulg@wanadoo.fr

Directeur de la publication

Georges Poirier

gpoirier.fqm@wanadoo.fr

Rédaction en chef

Valérie Lion (actualités)

Joëlle Palleau (culture)

Rédaction

Vincent Blanchard (bande dessinée)

Roselyne Boulard (autochtones)

Christiane Calonne (tourisme)

Mélanie Debocq (sports)

Geneviève Delorme-Duc (dessins)

Valérie Gagnon (tourisme)

Sylvain Garel (cinéma)

Francine Gaudard (éducation)

Joëlle Gillon (régionales)

Jean-Valéry Héquette (société)

Christian Jary (échos)

Benoît Le Vaillant (sports)

Valérie Lion (économie)

Jérôme Lourdais (traditions)

Yannick Malard (Internet)

Jean-Yves Marchal (sciences)

Isabel Martz (peinture)

Évelyne Millereau (infographie)

François Mouchet (politique)

Joëlle Palleau (culture)

Gilbert Pilleul (histoire)

Monique Pontault (francophonie)

Pascal Quittemelle (photos)

Yannick Resch (littérature)

Alain Ripaux (philatélie)

Nicolas Sourisce (dossiers)

Vonik Tanneau (environnement)

Michel Troadec (chanson)

Gisèle Tuillon (théâtre)

Fabrication

Pascal Leseure (couverture)

Yves-Eric Poirier (pao)

Diffusion-promotion

Jean-Michel Debono

Gestion

Monique Andris (comptabilité)

Impression

Imp. Madiot, Laval

Tél.: 02 43 69 21 03

Routage

Symbiose Ouest

Annonces, Abonnements

Stella Penetier

Tél.: 01 45 54 00 77 Fax: 01 45 57 69 44

Courriel: magazine@france-quebec.asso.fr

France 28 € - Étranger 35 € -

Adhérents France-Québec 20 €

Mentions légales

Commission paritaire n° 51571

Issn n° 0994-8732

Dépôt légal à parution

Éditions France-Québec

SARL de presse au capital de 1500€

Actionnaire unique: Association France-Québec

RCS Paris B 435 208 111

Canada: convention Postes-Publications

N° 40006425

retourner toute correspondance

ne pouvant être livrée au Canada à:

Québec-France

3 Place Royale, Québec G1K 4G2

SOMMAIRE N° 134 janvier - février - mars 2005



Société

L'ESSENTIEL : Le remaniement ministériel	7 à 9
L'affaire du Wall Mart de Jonquière	
POLITIQUE : Entrevue avec Benoît Pelletier	10-11
ÉDUCATION : Le Québec et la laïcité	12
LIVRE : Les irréductibles Québécois	13
CHRONIQUE : Les Québécois sont comme ça	14

Tourisme

L'ESSENTIEL : Kéroul, le tourisme accessible	15-17
L'Inforoutière	
DÉCOUVERTE : L'Outaouais à vivre en grand	18-19
HIVER : Débat autour de la motoneige	20

Culture

L'ESSENTIEL : La passion de Jacques Chirac	21-23
Montréal, capitale mondiale du livre	
AGENDA : Deux cirques québécois à Paris	24-25
LITTÉRATURE : Le cousin des secrets de familles	26-27
CINÉMA : Les gagnants du prix OFQJ	28
Les Rendez-vous se professionnalisent	
CHANSON : Stefie Shock, un Québécois mordant	29
Entrevue avec Lynda Lemay	
CIRQUE : L'aventure d'Éloïse	30
	31
	32



Coopération

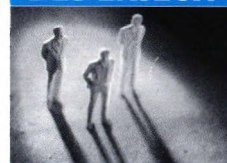
L'ESSENTIEL : Bernard Landry commandeur	33 à 35
Alain Juppé à l'ENAP	
OFFICIEL : La 60 ^{ème} Commission permanente	36-37
MÉMOIRE : Il faut sauver le croiseur Colbert	38
ÉCONOMIE : 1 ^{er} forum de capital-risque Québec-France	39
ÉTUDES : La grande séduction des universités	40-41
CCIFQ : La famille bouscule le droit	42-43
COUPLES : Colloque sur les violences conjugales	44-45
PRÉVENTION : L'art, un rempart face au suicide ?	46
SANTÉ : Des « maisons de naissance » en France ?	47
VIELLISSEMENT : Regards croisés sur l'aide	48-49
JUMELAGES : Cambrai, Laval, Montgeron	50

Associations

L'ESSENTIEL : La rencontre des bureaux nationaux	51
NATIONAL : Le Conseil élargi	52
JEUNES : Des bourses Zellig France-Québec	53
MÉMOIRE : Le séminaire d'Aix-en-Provence	54-55
SOLIDARITÉ : L'appui du réseau aux handicapés	56-57
RÉGIONALES : Très populaires les marchés de Noël	58-58
Les 30 ans de Grand-Quevilly	
Manon Charlebois dans les régionales	61
INTERNATIONAL : Du 14 au 17 juillet à Gatineau	63
ANNONCES : Hébergement, échanges de maisons	66

Couverture : Photo Fairmont Château Montebello

DES ENJEUX

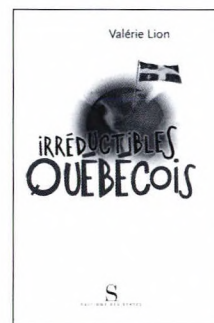


DE SOCIÉTÉ

Nos pages spéciales :

- 12 Laïcité
- 15 et 56 Handicaps
- 20 Développement durable et motoneige
- 42 Droit de la famille
- 44 Violences conjugales
- 46 Suicide
- 48 Vieillessement

Dix livres à gagner



page 13

Dix polars à gagner



page 27

CALENDRIER FRANCE-QUÉBEC 2005

Le calendrier France-Québec est illustré de 13 magnifiques photos pleine page, vivantes évocations mensuelles des paysages québécois et de deux cartes. Il est imprimé sur beau papier glacé et son côté pratique en fait un outil d'usage quotidien. Son format est 21 cm x 29 cm à l'italienne.

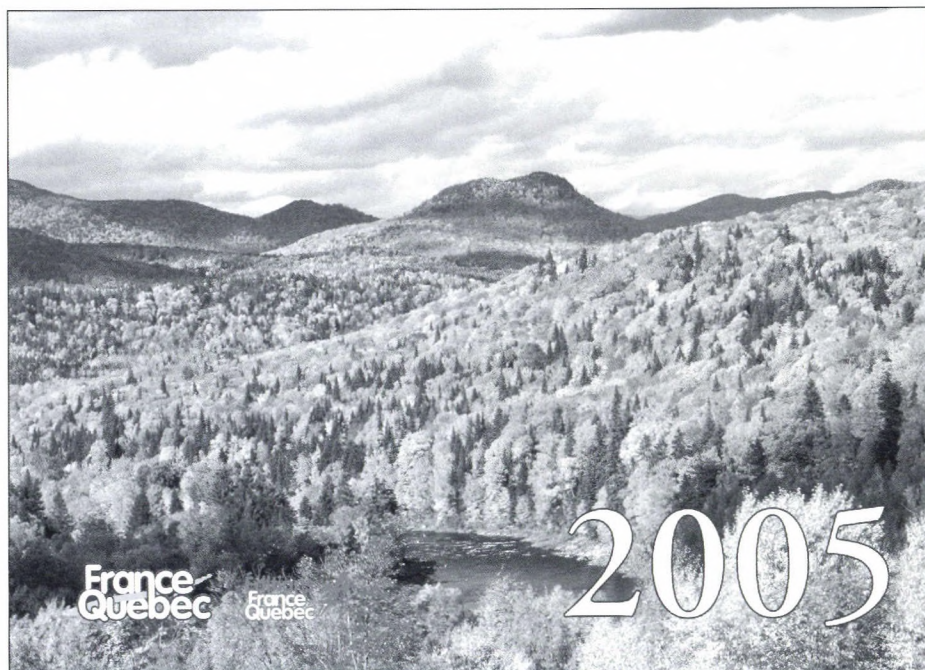
Il est disponible dès maintenant au siège de l'association France-Québec.

Vous pouvez passer vos commandes sans attendre

par courriel
direction@france-quebec.asso.fr

ou par courrier
Association France-Québec
24, rue de Modigliani
75015 Paris

prix de vente public : 15 euros



France Québec
MAGAZINE

**Bulletin
d'abonnement**

Un an : 28 euros (4 numéros à venir)

35 euros (4 numéros à venir + celui en cours adressé par courrier)

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Je règle par : Chèque bancaire Chèque postal au nom des **Éditions France-Québec**

Je désire recevoir un justificatif au nom de : _____ Signature : _____

**Renvoyez votre bulletin
d'abonnement avec
votre règlement à :**

**Éditions France-Québec
75, rue de Lourmel
75015 PARIS**

24 rue Modigliani, 75015 PARIS

(ouvert du lundi au vendredi
de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h)

Tél. : 01 45 54 35 37

Fax : 01 45 57 69 44

secretariat@france-quebec.asso.fr

www.france-quebec.asso.fr

Président fondateur

Xavier Deniau.

Fondateurs

Michel Bruguière, Jean-Marie Domenach,
Bernard Dorin, Martial de la Fournière,
François-Xavier de Périer,
Philippe Rossillon, Auguste Viatte.

Comité de parrainage

Raymond Barre, Jacques Bruhnes,
Jean-Pierre Chevènement,
Bernard Clavel, Raymond Devos,
Yves Duteil, Maurice Duverger,
Laurent Fabius, Jean-Louis Foulquier,
Jacques Habert, Lucien Neuwirth,
Michel Rocard, Margie Sudre,
Philippe Séguin, Yves Tavernier,
Catherine Trautmann, Pierre-André Wiltzer.

Présidents d'honneur

Alain Peyrefitte, Christian Philip,
Maurice Viaud, Louis Thébault,
Georges Poirier, Jacques Delgutte.

Bureau national

Jean-Michel Hercourt, président
Marie-Agnès Castillon, vice-présidente (action sociale)
Joseph Le Bec, vice-président (économie)
Michel Mady, vice-président (échanges-jeunesse)
Gilbert Pilleul, vice-président (culture-Francophonie)
Yannick Malard, secrétaire général (communications)
Georges Pierre, secrétaire
Patricia Demoly, trésorière
Catherine Veillard, trésorière
Georges Poirier, directeur des publications.

Siège national

Isabelle Jarnier, directrice
Stella Penetier,
Simon Charland, Chantale Morin,
Brigitte Saint-Pierre.

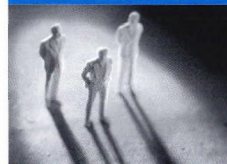
Conseil d'administration

Ginette Aguiard-Nicollet (Périgord),
Janine Arsène-Larue (Grand-Quevilly),
Joëlle Bodeloche-Gillon (Pays nantais),
Liliane Brisson (Gâtinais),
Marie-Agnès Castillon (Saint-Malo),
Michel Clerc (Paris),
Mathieu Czerwinski (Laval),
Jacques De Reu (Cambrésis),
Patricia Demoly (Périgord),
Serge Dubief (Essonne),
Gabriel Favreau (Vendée),
Roland Germain (Guyane),
Nathalie Girard (Anjou),
Janine Giraud-Héraud (Terres de-Provence),
Jean-Michel Hercourt (Alpes-Léman),
Jean-Jacques Klis (Franche-Comté),
Pierre-Alexandre Kropp (Capf),
Joseph Le Bec (Cornouaille),
Nadine Ledet (Côte-d'Opale),
Maurice Leroy (Artois),
Michel Mady (Alpes-Léman),
Yannick Malard (Haut-Limousin),
Jean-Yves Marchal (Alsace),
Georges Pierre (Bourgogne),
Gilbert Pilleul (Paris),
Jean-Paul Pizelle (Langres),
Georges Poirier (Laval),
Michel Schluck (Lorraine),
Frédérique Valée (Grand-Quevilly),
Catherine Veillard (Maine).

ÉDITORIAL

Des défis communs

DES ENJEUX



DE SOCIÉTÉ

Voici quarante ans, la coopération franco-québécoise s'amorçait avec une entente majeure dans le domaine de l'éducation, puis de la culture. Aujourd'hui, rien n'échappe aux relations « *directes et privilégiées* » entre la France et le Québec. Cette coopération s'est développée, déployée, décentralisée. Le terme même de coopération, souvent associé à une notion d'aide, s'efface de plus en plus devant le mot partenariat. En ces temps de « *nouvelle alliance franco-québécoise* » voulue par les deux Premiers ministres, l'idée de « *relation partenariale* » soulignée par la 60^e session de la commission permanente de coopération franco-québécoise qui vient de se tenir, paraît fort juste. Elle correspond bien aux liens actuels entre nos deux sociétés. Être partenaires est une chance à l'heure des défis communs.

La France et le Québec ne manquent pas d'enjeux de société en partage. Ce numéro de *France-Québec magazine* en témoigne. Ces dernières semaines, ces derniers mois, plusieurs thèmes ont émergé au fil de l'actualité, comme la laïcité, ou au gré d'initiatives et de colloques conjoints. C'est parfois inattendu comme le débat québécois sur les moto-neiges au regard de l'environnement et du développement durable. Ce sont aussi des tendances lourdes comme le vieillissement des populations de nos deux sociétés, défi majeur des prochaines décennies.

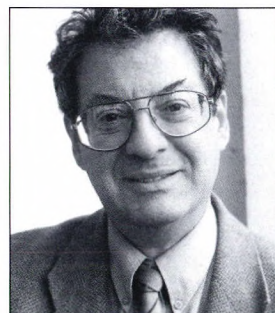
La sphère de la vie privée n'échappe pas, non plus, aux interrogations communes. L'intime n'est pas exempt d'implications sociales ou de conséquences publiques. Deux fléaux comme le suicide et les violences conjugales font désormais l'objet de réflexions conjointes sur la prévention des deux côtés de l'Atlantique. Les recompositions familiales induisent aussi des évolutions juridiques sur lesquelles ont planché les spécialistes des deux pays, sous la houlette du CCIFQ (Centre de coopération interuniversitaire franco-québécois).

Une formule revient souvent dans les propos des uns et des autres : « *Mutualiser les bonnes pratiques* ». La boîte à idées est ouverte. Le temps n'est plus, dans nos sociétés devenues pluriculturelles, aux principes immuables et aux institutions figées. Il n'y a guère de recette miracle non plus qu'il suffirait de copier-coller. Il s'agit de s'inspirer, de s'inspirer de ce que fait l'autre à travers des approches comparatives, forcément pluridisciplinaires aujourd'hui.

En matière d'enjeux de société, la société civile est, bien sûr, un relais essentiel de proximité et de propositions. Et, au premier chef, le milieu associatif. L'avenir du bénévolat pourrait d'ailleurs être rangé au rayon des enjeux de société. Il y a là un rôle indéniable d'utilité publique. Il convient donc de ne pas détricoter l'associatif ni de le dépouiller de ses initiatives.

D'autres défis communs à la France et au Québec existent également et pour longtemps : décentralisation, diversité culturelle, mobilité des jeunes, modernisation de l'État, phénomènes migratoires... L'échange d'expertises et la complémentarité des savoir-faire justifient plus que jamais une « *relation partenariale* » privilégiée, fondée sur des valeurs et une langue partagées. ●

Jean-Michel HERCOURT
Président national



Pl@ce net

Pour préparer votre visite

<http://www.tourisme-outaouais.ca>

Tout pour préparer votre visite en Outaouais : hébergements, restauration, sites touristiques, activités, etc...

Pour ...décrocher dans une pourvoirie

<http://www.jedecroche.com/>

DÉCROCHER, c'est bien sûr détacher le poisson DÉCROCHER, c'est aussi prendre place dans une embarcation ou près d'un feu de bois

DÉCROCHER, c'est s'évader, se changer les idées, quitter la vie stressante, le bruit et la pagaille urbaine et déguerpier en pleine nature, question de se reposer, de reprendre contact avec la vraie vie!

Ce site vous propose donc de DÉCROCHER en visitant l'une des 91 pourvoiries de l'Outaouais ! Vous serez charmés.....

Pour tout savoir sur la culture outaouaise

<http://www.mcc.gouv.qc.ca/region/07/index.htm>

Tout sur l'Outaouais... Ce site ministériel présente les arts, la culture, les communications, le patrimoine ainsi que les musées.

Pour prendre le train de l'histoire

<http://www.steamtrain.ca/francais.asp>

Et si vous alliez faire une excursion en train à vapeur sur un parcours de 32 km... Deux heures de trajet et un arrêt de deux heures au village historique de Wakefield.

Pour s'offrir la vie de château

<http://www.petite-nation.qc.ca/patrimoine/chateau.html>

Votre séjour en Outaouais passera inévitablement par le château Montebello, seul hôtel au monde entièrement fait de bois rond avec un immense foyer central aux multiples âtres ... Passez par ce site pour en connaître son histoire et préparer votre visite...

Pour découvrir Gatineau

<http://www.ville.gatineau.qc.ca>

C'est le site officiel de la ville, avec ses déroulés pour les citoyens, les touristes et les entrepreneurs. Vous saurez donc comment vous rendre à Gatineau, connaître ses attraits touristiques, découvrir sa culture... Il y a tout aussi sur l'hébergement et les restaurants. Et vous pouvez vous intéresser à l'actualité municipale avec "la mêlée de presse" (sic).

Pour observer les animaux

<http://www.parc-omega.com>

Il a obtenu le premier prix 2004 pour l'attraction touristique avec 50 000 visiteurs et plus en Outaouais. C'est un joli coin pour l'observation des animaux sauvages, ouvert toute l'année.

Pour les amateurs de la petite reine

<http://www.cycloparcppi.org>

Entre la rivière Outaouais et le plateau laurentien, un concept unique réunissant piste cyclable et parc naturel sur plus de 90 km dans la municipalité régionale de comté de Pontiac. A moins d'une heure de Gatineau. ●

Yannick MALARD

Le musée de La Poste

Dans le cadre du Musée des civilisations de Gatineau au Québec, les chercheurs et les philatélistes peuvent se rendre au Musée canadien de La Poste. Ce musée dépendant du gouvernement fédéral est la seule institution du Québec et du Canada ayant pour mission de préserver l'héritage de l'histoire postale. Cette institution assure la collecte, la préservation, la documentation et l'étude de l'héritage de la poste au Canada et dans plusieurs pays du monde.

Outre des dizaines de milliers d'articles philatéliques, de revues, d'ouvrages, la collection comprend plus de 25 000 objets de toutes sortes touchant à l'histoire ancienne et moderne, aux sciences et à la technologie, à la philatélie, aux arts et à l'architecture.

À l'origine, ce sont d'abord les Français puis, plus tard, les Britanniques qui jetèrent les bases du système postal canadien. Dans les deux cas, le système comprenait les messagers et le réseau d'itinéraires, de moyens de transport et de points d'arrêt (maisons de relais, ports d'escale) nécessaires pour assurer la circulation du courrier.

En 1732, l'intendant de la Nouvelle-France, Gilles Hocquart, promulgue un décret pour organiser le déchargement du courrier. Les capitaines de navires doivent transporter le courrier à bon port dans un endroit spécifique. A la fin du XVII^{ème} siècle, on utilise un système de messageries pour le transport des dépêches gouvernementales. En 1693, bien qu'il n'existe pas de service postal pour la population, on confie à Pedro Da Silva, citoyen portugais habitant Québec, la mission d'acheminer des lettres entre Montréal et Québec. En janvier 1721, le sieur Nicolas Lanouiller reçoit le droit exclusif d'établir un service postal dans la colonie.

L'année 1737 marque la fin de la construction du « Chemin du Roy » le long du fleuve Saint-Laurent, entre Québec et Montréal. Sous l'impulsion de Jean-Eustache Lanouiller, grand voyer de la colonie, un système de relais de poste est mis en place sous l'autorité d'un maître de poste, ce qui va permettre d'acheminer le courrier entre les deux principales villes de la colonie.

En 1753, Benjamin Franklin est nommé maître général des postes de l'Amérique du nord britannique. Le premier bureau de poste est ouvert à Halifax. En 1763, Benjamin Franklin ouvre un bureau de poste à Québec et des succursales à Montréal et Trois-Rivières. En raison de ses sympathies pour la Révolution américaine, Franklin est démis de ses fonctions en 1774 et Hugh Finlay devient alors maître général des postes des colonies britanniques.

Le 1^{er} janvier 1868, après la constitution de la Confédération canadienne regroupant les provinces du Québec, de l'Ontario, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, l'un des premiers ministères créés par le gouvernement fédéral est celui des postes.

Le 16 octobre 1981, le service postal est confié à la société d'Etat « Postes Canada » qui compte plus de 60 000 employés. Comme toutes institutions fédérales, cette société est parfaitement bilingue pour l'ensemble du pays. Rappelons que le français est toujours la langue officielle de l'Union Postale Universelle dont le siège est à Berne. ●



Musée canadien de La Poste

Alain RIPAU



L'ESSENTIEL

Importantes manifestations étudiantes au Québec et long mouvement de grève contre la transformation des bourses en prêts • Le futur centre hospitalier universitaire de Montréal sera installé au centre-ville • La multinationale Wall Mart face aux salariés québécois qui veulent se syndiquer • Le débat sur la laïcisation de l'enseignement relancé au Québec • Sortie de l'excellent livre de Valérie Lion sur les *Irréductibles Québécois* •

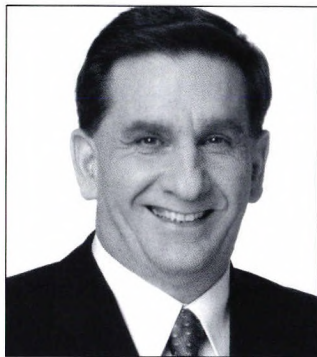
LA MISE À L'ÉCART D'YVES SEGUIN

Le gouvernement québécois remanié

Annoncé durant plusieurs semaines par la presse, le remaniement gouvernemental effectué le 18 février par le Premier ministre Jean Charest a surpris par son ampleur.

Trois départs, six arrivées, des promotions pour certains, des rétrogradations pour d'autres, seuls huit ministres conservent leurs précédentes attributions. De plus, Jean Charest, imitant en cela certains de ses prédécesseurs, a décidé de mettre en place un Comité des priorités pour mieux coordonner et rendre plus efficace l'action du gouvernement.

Trois ministres se retrouvent sur les « banquettes arrière » de la majorité parlementaire. Jacques Chagnon et Sam Hamad sont sanctionnés pour la gestion jugée insuffisante de leur ministère respectif (Sécurité publique et Ressources naturelles). La raison de l'éviction, plus inattendue, du ministre des Finances Yves Séguin est bien différente. Son franc-parler, sa détermination à dénoncer le déséquilibre fiscal qui lèse les Québécois au profit du gouvernement canadien, sa volonté de privilégier les choix sociaux dans les politiques fiscales, en ont fait, comme l'écrit Michel Vastel dans *Le Soleil*, « l'empêcheur de tourner en rond ». Jean Charest lui a proposé le ministère de la Justice, une offre qu'il ne pouvait accep-

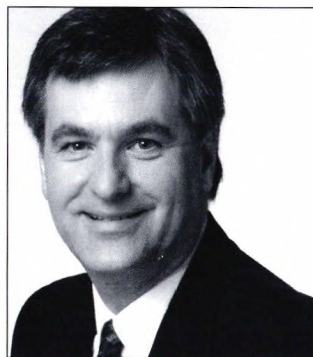


Yves Séguin.

ter. Yves Séguin a précisé que pour le moment il restait au Parti libéral mais sans rien exclure. Ce nationaliste québécois croit toujours au fédéralisme canadien, « un fédéralisme moderne qui respecte les provinces ».

Parmi les nouveaux arrivants, le vétéran Yvon Vallière fera bénéficier le gouvernement de son enracinement parmi la base militante du Parti libéral. Margaret Delisle et Lise Thériault font passer de huit à dix la participation féminine. Promotion ministérielle pour Henri-François Gauthrin, né en France à Béthune. Jacques Dupuis devient le véritable bras droit de Jean Charest : vice-Premier ministre, ministre de la Sécurité publique, vice-président du Comité des priorités et leader du gouvernement à l'Assemblée nationale.

Le très libéral Michel Audet passe aux Finances. Diplômé de l'ENA Paris en 1967, il a travaillé pendant 25 ans dans divers ministères avant d'aller dans le



Jean-Marc Fournier.

secteur privé et de présider la Fédération des Chambres de Commerce du Québec de 1993 jusqu'à son entrée à l'Assemblée nationale en 2003.

Pierre Reid est rétrogradé au nouveau ministère des Services gouvernementaux et cède l'Éducation à Jean-Marc Fournier, ainsi récompensé de sa gestion du délicat dossier des défusions municipales. Françoise Gauthier qui n'a pas réussi à calmer le mécontentement des agriculteurs s'occupera du tourisme alors que Nathalie Normandeau est promue aux Affaires municipales et aux Régions.

Avec ce nouveau gouvernement, Jean Charest veut regagner la confiance de ses concitoyens et démontrer sa capacité à diriger ses ministres. « J'exigerai de tous, dit-il, discipline, cohérence et solidarité dans l'action ». C'est déjà tout un programme. ●

François MOUCHET

GOVERNEMENT

Voici la liste du gouvernement nommé le 18 février, dans l'ordre protocolaire (plusieurs ministres sont, en plus, responsables d'une région) :

- Premier ministre : **Jean Charest**
- Vice-Premier ministre, ministre de la Sécurité publique : **Jacques P. Dupuis**
- Conseil du Trésor : **Monique Jérôme-Forget**
- Finances : **Michel Audet**
- Relations internationales et Francophonie : **Monique Gagnon-Tremblay**
- Santé et des Services sociaux : **Philippe Couillard**
- Éducation, Loisir et Sport : **Jean-Marc Fournier**
- Justice : **Yvon Marcoux**
- Développement économique, Innovation et Exportation : **Claude Béchar**
- Agriculture, Pêcheries et Alimentation : **Yvon Vallière**
- Développement durable, Environnement et Parcs : **Thomas Mulcair**
- Ressources naturelles et Faune : **Pierre Corbeil**
- Transports : **Michel Després**
- Affaires municipales et Régions : **Nathalie Normandeau**
- Culture et Communications : **Line Beauchamp**
- Affaires intergouvernementales, Francophonie canadienne, Réforme des institutions démocratiques et Accès à l'information : **Benoît Pelletier**
- Services gouvernementaux : **Pierre Reid**
- Revenu : **Lawrence Bergman**
- Emploi et Solidarité sociale : **Michelle Courchesne**
- Tourisme : **Françoise Gauthier**
- Famille, Aînés et Condition féminine : **Carole Théberge**
- Travail : **Laurent Lessard**
- Immigration et Communautés culturelles : **Lise Thériault**
- Déléguée aux Transports : **Julie Boulet**
- Affaires autochtones : **Geoffrey Kelley**
- Gouvernement en ligne : **Henri-François Gauthrin**
- Protection de la jeunesse et Réadaptation : **Margaret F. Delisle**



La plus longue marche étudiante

Il n'y a pas eu de grève étudiante au Québec depuis 1996. Cette année, de fin février à mi-mars, ce fut une traînée de poudre. En cause, la décision du gouvernement Charest de supprimer 103 millions de dollars de bourses pour les transformer en prêts. La mise à l'écart du ministre Pierre Reid, ancien recteur de Sherbrooke, remplacé par l'expérimenté Jean-Marc Fournier, n'a pas réduit la grogne. Des cegeps aux universités, on redoute un endettement étudiant croissant. Après le déclenchement de la grève le 25 février par la CASSEE (Coalition de l'association pour une solidarité syndicale étudiante élargie), nouvelle venue qui réclame la gratuité totale, les puissantes fédérations, la FEUQ (Fédération étudiante universitaire du Québec) et la FECQ (Fédération étudiante collégiale du Québec) emboîtent le pas début mars. La FEUQ s'offre même une publicité télévisée contre l'endettement au prix de 66 000 dollars. Le 16 mars, 200 000 jeunes sont dans la rue. Le ministre préparait alors un programme de remise de dettes pour ceux qui obtiendraient leurs diplômes. ●

On en parle

Le futur CHUM

Après des mois de débats au sein du gouvernement comme dans les partis, le futur Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) devrait s'installer au 1000 rue Saint-Denis là où se situe l'actuel hôpital Saint-Luc. A l'opposé des sondages favorables au centre-ville, l'Université et les milieux d'affaires préféreraient une technopole de santé à la gare de triage d'Outremont.

De CKAC à CHOI

Grosse mobilisation pour sauver CKAC, la plus ancienne radio francophone d'information de Montréal, vendue au groupe albertain Corus. À Québec, le controversé Jeff Fillion, friand d'insultes en ondes sur CHOI, a fini par quitter l'émission la plus... populaire du matin !

Fermeture du Wall-Mart de Jonquière Goliath trop fort pour David

Le 6 mai, le magasin Wall-Mart de Jonquière fermera ses portes. Et laissera sur le carreau 190 salariés. La faute à la « viabilité » du magasin, assure la firme américaine, numéro un mondial du commerce de détail. Ce qui ne convainc pas 89 % des Québécois, selon un sondage. Car les salariés de Jonquière avaient obtenu, en août 2004, leur accréditation syndicale (une première pour Wall-Mart, en Amérique-du-Nord) et tentaient, depuis début 2005, de négocier une convention collective. « L'obsession n'est pas antisyndicale, tente d'expliquer Michael Bergdahl, un gourou du management à la Wall-Mart, c'est celle plus bas prix de tous les jours. Or, la syndicalisation empêche d'atteindre cet objectif. »

Malgré eux, les employés de Jonquière sont devenus les hérauts d'un combat joué d'avance. Car Wall-Mart, c'est 1,4 million d'employés dans le monde (10 000 au Québec pour 46 succursales), 100 millions de clients chaque semaine dans ses 5 000 magasins (et des revenus annuels (260 milliards de \$ en 2003) qui dépassent de loin ceux du géant Microsoft. Alors fermer une succursale de 190 employés, Wall-Mart est « prête à en payer le prix », assure Alain Barré du département des relations industrielles de l'Université Laval.

Si le sort de Jonquière semble inéluctable, à Sainte-

Hyacinthe, on craint aussi. Les 200 salariés ont obtenu leur accréditation syndicale mi-janvier. « C'est sûr qu'ils vont dire la même chose pour nous, craignent-ils. Depuis à peu près un an, nos objectifs de performance sont impossibles à atteindre... On est tous persuadés que le magasin va fermer, mais c'est un risque dont nous étions conscients lorsque nous avons décidé de nous syndiquer. ». Les salariés de Brossard, eux, votent le 1^{er} avril.

Au Québec comme aux États-Unis, ce combat entre Goliath et David met en exergue le droit de syndicalisation en Amérique-du-Nord. « Quand on vient investir au Québec, prévient Bernard Landry, chef de file de l'opposition, on doit obéir à nos lois et à l'esprit de nos lois, et les attitudes antisyndicales n'y ont pas cours. » Les futurs licenciés de Jonquière viennent de porter plainte au nom de l'article 15 du code du travail interdisant les représailles contre le droit de s'associer. Et les salaires dans l'alimentaire ? « Wall-Mart, accuse Jean Lortie, président de la Fédération du commerce de détail, ne cherche pas la rétention du personnel. Elle ne veut pas qu'on y gagne sa vie. » D'où ces conseils répétés par beaucoup : Wall-Mart ne changera pas tant que les clients seront au rendez-vous. ●

Nicolas SOURISSE

Livres

L'Annuaire du Québec 2005

Sous la direction de Michel Venne

Éditions Fidès, 716 pages, 27 euros

Plus de 75 auteurs ont collaboré à cet inventaire annuel de l'évolution du Québec. Il y a bien sûr tous les chiffres disponibles et une chronologie des grands événements, plus de 200 graphiques et cartes, plusieurs milliers de références bibliographiques. On y trouve aussi un dossier spécial sur l'an 2 du gouvernement Charest et de nombreuses réflexions sur le Québec en mutation. De la « catastrophe » du suicide à la saga du Suroit en passant par le partenariat public-privé. Essentiel pour comprendre le Québec d'aujourd'hui. ●

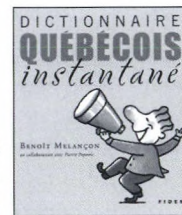


Dictionnaire québécois instantané

Benoît Melançon

Éditions Fidès, 237 pages, 10 euros

Professeur au département d'études françaises de l'Université de Montréal, l'auteur, en collaboration avec son collègue Pierre Popovic, avait déjà publié en 2001 un glossaire sur « le village québécois d'aujourd'hui ». Dans la même veine, ils recensent les mots et les expressions dans l'air du temps. Ce qu'ils appellent « la vie suractive de la parlote publique », avec un brin d'humour caustique. Citation qui donne le ton de ce petit livre : « Au Québec, la femme est à la pub ce que la souveraineté est à la politique, un sujet incontournable mais très sensible ». ●



Économie

PIB 2004

20 841 euros par Québécois

Selon l'Institut de la statistique du Québec, la richesse québécoise, le fameux PIB (produit intérieur brut) s'est élevée en 2004 à 210 milliards de dollars US. Ce qui fait du Québec la 37^e économie dans le monde (juste derrière la Grèce et devant le Danemark). Si l'on tient compte du nombre d'habitant, le Québec remonte à la 20^e place dans le monde, devant l'Italie avec un PIB par habitant de 27 789 \$US soit 20 841 euros.

Les exportations (93% en produits manufacturiers) représentent 26% du PIB québécois. Les dépenses publiques représentent 22% du PIB (contre 19% au Canada, 24% en France et 28% en Suède). La part du PIB consacrée à la recherche et au développement place le Québec au 7^e rang mondial, derrière le Japon mais devant les États-Unis.

Gens du Pays

Jocelyn L. BEAUDOIN a été nommé Délégué du Québec à Toronto. Il était l'ancien directeur général du Conseil de l'unité canadienne et avait créé Option Canada peu avant le référendum de 1995.

Laurent BEAUDOIN a repris les rênes, à 66 ans, de la multinationale québécoise Bombardier après la mise à l'écart de Paul Tellier.

Marc BELLEMARE, ministre de la Justice du gouvernement Charest qui avait quitté l'Assemblée nationale au bout de quelques mois, sera candidat en novembre à la mairie de Québec, sous la bannière du parti Vision Québec.

Michel BOURDON, ancien député du Parti québécois dans l'est de Montréal de 1989 à 1996, est décédé à l'âge de 61 ans. D'abord journaliste, il fut l'un des dirigeants de la CSN (Confédération des syndicats nationaux) avant d'entrer en politique.

François BOURQUE est devenu, fin février, le premier Québécois à monter sur le podium d'une épreuve de Coupe du monde de ski alpin en terminant troisième du Super-G de Garmish-Partenkirchen.

Guy CLOUTIER, célèbre producteur et imprésario de 64 ans, a été condamné à trois ans et demi de prison pour des agressions sexuelles sur des mineures.

Nicolas GILL, deux fois médaillé olympique en judo (le bronze à Barcelone en 1992 et l'argent à Sydney en 2000), a mis fin à sa carrière en début d'année.

Chantal PETICLERC, cinq médailles d'or à Athènes avec son fauteuil roulant, s'est entraînée cet hiver en Floride pour participer au marathon de Boston en avril.

Pierre SHEDLEUR a été nommé à la tête de la Société générale de financement. Président de la Commission de la santé et de la sécurité du travail de 1991 à 1997, il était passé dans le privé comme vice-président aux ventes de Bell Canada. Jean Charest l'avait appelé à coprésider les forums régionaux.

Luc VINET a été choisi à l'unanimité pour succéder à Robert Lacroix au poste de recteur de l'Université de Montréal le 1^{er} juin. Ancien professeur de physique à cette université, il est actuellement vice-principal exécutif de l'Université McGill.

Un buste de Robert Bourassa



Photo Hydro-Québec

Premier ministre libéral du Québec de 1970 à 1976 et de 1985 à 1994, Robert Bourassa est décédé en 1996 (FQM n°90 et 103). Pour honorer sa mémoire, Hydro-Québec a installé un buste dans la salle du conseil d'administration qui porte désormais son nom. Robert Bourassa, parfois surnommé le « Père de la Baie James », a marqué le destin énergétique du Québec et fut l'un des principaux promoteurs de l'hydro-électricité. A sa mort, le Québec donna le nom de Robert-Bourassa au barrage LG2 construit sur la rivière La Grande. Ce buste, réalisé par le sculpteur et peintre montréalais Michel Binette, a été dévoilé le 21 février en présence du Premier ministre Jean Charest, de Mme Andrée Bourassa et de ses deux enfants. ●

ÉTONNANT, NON?

Gros dérapage !

Lors de la crise du verglas en 1998, Gosselin communication s'est fait une drôle de pub. Lors de l'enquête sur les « commandites » fédérales, on a appris que l'agence avait alors mis « gracieusement » à disposition de la GRC (Gendarmerie royale du Canada) une génératrice industrielle pour fabriquer de l'électricité et venir en aide à des milliers de foyers privés d'électricité et de chauffage. Seul hic, ce geste présenté comme purement gratuit et désintéressé, l'agence l'avait facturé ensuite (une location de 11000 dollars) au gouvernement. Un gros dérapage qui ne fera pas reluire l'image du monde de la pub.

Carnaval

L'affaire a fait un peu de bruit. Les vingt personnes qui faisaient à tour de rôle le célèbre « Bonhomme Carnaval » à Québec voulaient se syndiquer et ont démissionné en bloc pour cause de désaccord salarial avec leur direction. Celle-ci a embauché en CDD une nouvelle équipe pour se relayer et faire vivre le personnage. D'après les spécialistes, « Il faut trois à cinq ans pour devenir un bon « Bonhomme »... »

Écolos cyclistes

Écolos et fiers de l'être, dix-huit jeunes cyclistes de l'Environnement Jeunes ont rallié à vélo et à la force du mollet, Montréal à Québec pour réclamer que soit enfin appliqué le protocole sur l'environnement de Kyoto. D'ici 2012, le Canada s'est engagé à réduire de 6% par rapport à 1990 ses émissions de gaz à effet de serre. Auprès des députés rencontrés à Québec, les écolos cyclistes ont plaidé avec vigueur pour qu'on donne leur chance aux transports en commun et bien sûr aux pistes cyclables... avant les infrastructures routières.

Télé-réalité québécoise

Une famille québécoise « normale » va aller vivre huit semaines dans la communauté innue de la Romaine en Basse Côte Nord. Au programme : participation à la vie communautaire, initiation aux coutumes ancestrales, vie nature avec pêche au homard dans la rivière aux Saumons et chasse au porc-épic. Plusieurs familles de la grande métropole sont candidates à ce retour à la terre filmé. Le docu-feuilleton s'intitulera *Mupu* et sera diffusé à l'automne 2006.

On change tout

Amiante. Le mot a si mauvaise presse et fait tellement peur à Thetford qu'on débaptise tout ce qui y fait référence. Après le centre hospitalier et le Cégep (collège) le comité local de développement de l'amiante est devenue la société de développement économique de la région de Thetford. Selon le commissaire industriel, si une usine d'emouteillage d'eau venait s'installer il était impensable qu'elle utilise « région de l'Amiante » sur ses étiquettes. À votre bonne santé...

Si le Québec imitait Terre-Neuve...

Au premier de l'an, le drapeau canadien ne flottait pas à Terre-Neuve. Le Premier ministre de la province la plus à l'est, Danny Williams, avait ordonné le retrait de l'unifolié, le 23 décembre, furieux de l'échec de négociations avec Ottawa dans la répartition des revenus des ressources extracôticières, autrement dit pétrolières (le gouvernement canadien garde 70% des redevances pétrolières et les provinces 30%). Solidaires, quelques maires dont celui de Saint-Jean ont retiré le drapeau canadien de leurs mairies. Satisfait du message, Danny Williams a fait remettre les drapeaux le 10 janvier. On imagine les réactions canadiennes si le Québec envisageait d'en faire autant... ●

Christian JARY

Les relations entre le Québec et le reste du Canada n'ont jamais été et ne seront pas un long fleuve tranquille. Quels que soient les gouvernements. Le débat récurrent sur le déséquilibre fiscal en est un exemple.

Même le fédéraliste Jean Charest a dû hausser le ton l'automne dernier en lançant : « Je n'ai pas de compte à rendre au gouvernement fédéral » (FQM n°133 p.7).

Au même moment, son ministre aux Affaires intergouvernementales canadiennes, Benoît Pelletier, un éminent juriste, effectuait une mission en Europe pour défendre la vision du fédéralisme « asymétrique » du gouvernement québécois actuel.

À Paris, il a eu des entretiens politiques et prononcé une conférence à France-Amériques sur « le Canada, un pays en redéfinition ». À Barcelone, Benoît Pelletier a rencontré le Premier ministre catalan avant une allocution devant le Parlement catalan.

À Rennes enfin, le ministre québécois a participé à un colloque international de juristes sur la décentralisation (étude comparée France, Belgique, Canada). C'est là qu'il a accordé à France-Québec magazine une longue entrevue. Pour expliquer les raisons du débat canado-québécois et sa vision des choses.



« J'éprouve énormément d'affection et de reconnaissance pour la France, ce pays où j'ai eu la chance d'étudier, d'enseigner, de vivre. Durant ma carrière universitaire comme dans mon engagement politique au Québec, je me suis toujours efforcé de promouvoir la France auprès de mes compatriotes (...) Je considère que les amitiés et les solidarités franco-québécoises contribuent grandement à renforcer l'identité francophone du Québec. C'est pour cette raison que j'ai accepté la présidence d'honneur du 14^e congrès international des associations Québec-France et France-Québec, qui se déroulera en juillet 2005 dans la région de l'Outaouais dont je suis responsable auprès du gouvernement québécois. J'ai accepté cette présidence d'honneur parce que je suis convaincu que le dialogue entre la France et le Québec constitue une source d'enrichissement mutuel, et je ne parle pas ici que de vocabulaire. Il peut nourrir notre pensée sur les plans institutionnel, juridique et politique ».

(extrait du discours prononcé par Benoît Pelletier devant les membres de France-Amériques, le 15 novembre 2004 à Paris).

ENTREVUE AVEC LE MINISTRE BENOÎT PELLETIER

« Valoriser la spéc

Santé, éducation... on a l'impression d'un enchevêtrement croissant des compétences entre le Canada et ses provinces :

C'est vrai, tout cela est relié à l'exercice du pouvoir fédéral de dépenser. Pour tant le partage constitutionnel demeure inchangé. Chaque ordre de gouvernement est souverain dans ses champs de compétences. Mais s'est développé en marge le pouvoir fédéral de dépenser y compris dans les compétences provinciales, sur des assises jurisprudentielles fragiles et critiquables. Conséquence : les autorités fédérales le tiennent pour acquis. De plus, si ces investissements dans des champs de compétences provinciaux sont assortis de conditions, cela vient affecter l'autonomie des provinces, voire cela déjoue les plans de certaines provinces. C'est cela l'empiètement. Et, dans des contextes de financements partagés, il faut revoir la planification budgétaire car, en cas de désengagement du fédéral après quelques années, les provinces doivent tout assumer.

Votre déséquilibre fiscal ne cache-t-il pas un déséquilibre institutionnel ?

Le déséquilibre au Canada, nous pouvons l'exposer dans trois dimensions :

- déséquilibre institutionnel : le Sénat canadien n'est pas la chambre des provinces censée être à l'origine. D'où un rôle secondaire des provinces dans les institutions centrales. Il y a une voie qui n'est pas encore trouvée ;
- déséquilibre fiscal : les gouvernements provinciaux disposent de ressources inadéquates pour assumer leurs responsabilités constitutionnelles alors que le gouvernement central dépense une partie de ses revenus dans des domaines provinciaux ;
- déséquilibre politique : le Canada évolue vers une centralisation de plus en plus marquée, confortée par les décisions de la Cour suprême. C'est l'héritage Trudeau.

Le conseil de la Fédération est-il le remède ?

Non, c'est une avenue de solution mais pas la seule. Créé sur l'initiative du

Québec, c'est un organisme pour développer des consensus interprovinciaux, un instrument à la disposition des provinces pour renforcer leur position commune vis-à-vis d'Ottawa. Ce n'est pas la panacée, nous ne l'avons jamais pré-tendu. C'est un outil d'à peine un an qui va évoluer. Le secrétariat est trop léger et trop faible pour les dossiers de fonds.

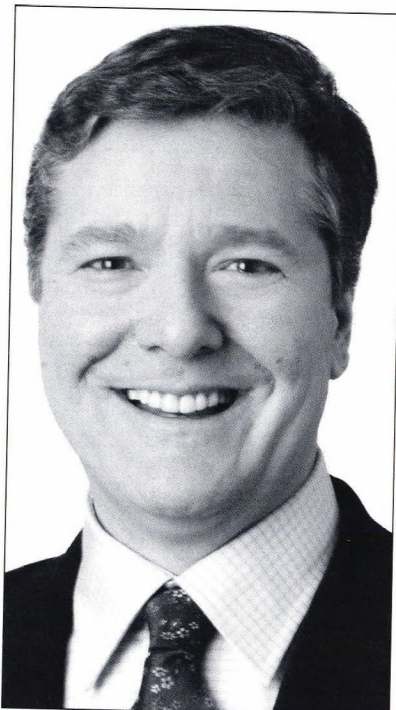
Le fédéralisme asymétrique sera-t-il jamais admis par le Canada anglais ?

En septembre dernier, nous avons obtenu la reconnaissance du fédéralisme asymétrique dans deux documents officiels, l'un bilatéral et l'autre multilatéral. Tous les Premiers ministres ont apposé leur signature. J'ai eu la responsabilité de négocier l'entente bilatérale et même dans l'entente multilatérale il y est fait mention ; tous les Premiers ministres ont approuvé le concept. Il est vrai que, selon un sondage, la population du reste du Canada réagit plutôt mal. Mais c'est la première fois que dans un document officiel il y a une contrethèse à la doctrine Trudeau uniformisante. C'est une philosophie qui fait son bout de chemin vers un fédéralisme plus souple, plus flexible, qui reconnaît la spécificité du Québec. Et qui autorise la conclusion d'ententes adaptées à la spécificité du Québec. C'est une idéologie positive, pas seulement une contrethèse. Cela étonne beaucoup de gens, cela insécurise. Car certains ont toujours cru que l'unité canadienne serait fragilisée s'il y avait reconnaissance de la spécificité québécoise. On veut, au contraire, revenir aux racines du fédéralisme canadien en inscrivant la formule du fédéralisme asymétrique comme valorisante. Être fédéraliste, c'est encourager la diversité. Et encourager la diversité, c'est reconnaître et valoriser la spécificité du Québec dans l'ensemble canadien.

La notion de modèle européen, qui a séduit certains politiques québécois, est-elle toujours une source d'inspiration pour le Québec ?

Il y a une erreur fondamentale. C'est un modèle hydrique, ni fédéral ni confédéral. Les États membres sont moteurs

« Cité du Québec »



Benoît PELLETIER est député libéral de Chapleau (Outaouais) depuis 1998 et ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes depuis 2003 dans le gouvernement Charest. Né en 1960, licencié en droit de l'Université Laval, il devient avocat puis conseiller juridique au ministère fédéral de la Justice. Éminent constitutionnaliste, il obtient un doctorat en droit à la Sorbonne en 1996, sera doyen adjoint à la faculté de droit de l'Université d'Ottawa avant de s'engager en politique. Ce qui ne l'empêche d'obtenir un second doctorat en droit en France, cette fois à l'Université Aix-Marseille III en 2000. Après le récent remaniement, il n'a plus en charge les affaires autochtones mais ajoute à l'épineuse relation québéco-canadienne celle de la Francophonie canadienne et la réforme des institutions démocratiques.

même s'il y a abandon de certains attributs de la souveraineté (Cour de justice, majorité qualifiée, Parlement européen...). Comment qualifier la Constitution européenne ? C'est un modèle mixte. La souveraineté des États membres est en redéfinition. Cela pose des questions aux souverainistes québécois. On évolue de plus en plus dans un contexte de souveraineté partagée. Bernard Landry avait tort en disant : donnez-moi Maastricht et je signe car

après il y a eu Amsterdam, Nice... Robert Bourassa avait évoqué la question de Bruxelles et certains y ont vu un désir d'importation mais, avec son ambivalence, il ne l'a jamais définie. Là-dessus, je dois avouer que j'ai toujours été frappé par l'imagination et l'innovation dont l'Europe fait preuve. En même temps, je me permets de suggérer que l'expérience du Québec au sein du Canada constitue un cas d'espèce pour la réflexion qui a cours en Europe. Car, être Québécois, cela signifie relever le défi constant de préserver une identité propre tout en participant à un projet politique plus vaste.

La presse de Toronto s'est déchaînée contre la mission franco-québécoise Charest-Raffarin au Mexique. Cet acharnement du Canada anglais contre le Québec ébranle-t-il vos convictions fédéralistes ?

Cela ne nous ébranle pas mais c'est triste. Certains continuent à définir le Canada de façon fermée. Cela prouve que l'on a encore du mal à adapter le fédéralisme canadien. Ce n'est pas facile d'affirmer le Québec dans un tel contexte. Je suis favorable à une approche pragmatique, en ayant des gains tangibles, réels.

La doctrine Gérin-Lajoie sur le prolongement international des compétences provinciales est-elle toujours d'actualité ?

Elle est toujours pertinente et sert de base à la démarche du Québec. Elle doit être adaptée au contexte contemporain. Il y a une adaptation des demandes du Québec sur la scène internationale en fonction des forums internationaux où nous voulons, comme État fédéré, parler de notre propre voix. De nos jours, la mondialisation interpelle tout le monde, c'est l'avenir et le Québec ne peut pas se permettre de passer à côté. Pour emboîter le pas et s'affirmer dans son identité propre, il faut qu'il y ait un rôle accru sur la scène internationale tout en respectant le cadre canadien. ●

Propos recueillis
par Georges POIRIER

Avoir « voix au chapitre » dans le monde

Le quotidien montréalais *La Presse*, qui appartient au conglomérat Power Corporation de Paul Desmarais, n'a jamais caché ses options fédéralistes et anti-souverainistes. L'éditorialiste en chef André Pratte conteste même le rôle que le Québec joue et veut jouer sur la scène internationale. Il estime que le gouvernement libéral de Jean Charest en fait trop. Dans son éditorial du 17 novembre sur « la place du Québec », André Pratte trouve « étonnant de voir l'importance qu'accorde le gouvernement Charest au rehaussement de la participation du gouvernement du Québec dans les instances internationales ». À ses yeux, c'est « illogique » puisque « les relations internationales sont de juridiction fédérale ». L'éditorialiste pro-canadien admet le rôle du Québec au sein de la Francophonie mais il dit « non » à la propre voix québécoise à l'Unesco, l'OMS... Il ajoute : « Plus Québec insiste pour avoir une présence distincte dans les instances internationales, plus il diffuse dans le monde un message d'insatisfaction à l'égard du fédéralisme canadien ». Il demande donc l'abandon de la doctrine formulée par le ministre libéral québécois de l'Éducation Paul Gérin-Lajoie dans les années 60 au profit du « livre beige » de Claude Ryan en 1980 admettant la compétence exclusive d'Ottawa en matière internationale. Dans la ligne des Trudeau et Chrétien, il y a toujours ainsi une frange québécoise ultra-libérale plus royaliste... que la reine. Dès le 20 novembre, en ouvrant le 29^e congrès du Parti libéral du Québec, Jean Charest a réaffirmé : « Ce qui est de compétence québécoise chez nous est de compétence québécoise partout ». Le 1^{er} décembre, le ministre Benoît Pelletier a répondu à André Pratte : « Nous insistons pour que le Québec accroisse son action sur la scène internationale parce que celui-ci a une contribution originale et spécifique à faire valoir en raison de son identité propre, laquelle ne se résume pas au seul domaine culturel... Le Québec demande à avoir voix au chapitre, c'est-à-dire de faire valoir sa spécificité dans toutes ses dimensions, là où cela compte ». Il souligne aussi que « l'expérience de la francophonie internationale étant concluante, celle-ci devrait nous servir de modèle plutôt que de freiner nos élans ». Benoît Pelletier estime « dépassée l'idée d'un monopole fédéral des relations internationales », il défend la doctrine Gérin-Lajoie et « ne voit pas comment on peut, par exemple, écarter la légitimité d'une voix distincte dans un organisme comme l'Unesco où se négocie le dossier de la diversité culturelle, enjeu mondial d'une importance manifeste pour le peuple québécois ». ●

Le Québec et la laïcité

DES ENJEUX



DE SOCIÉTÉ

L'organisation confessionnelle de l'éducation a façonné le Québec. Le débat sur la laïcisation se poursuit.

A lors que, cahin-caha, le Québec chemine, par un lent processus amorcé dans les années soixante, vers la laïcisation de son système éducatif, la décision du Premier ministre québécois d'allouer dix millions de dollars supplémentaires aux écoles juives, sous couvert de « rapprochement », a déclenché un véritable tollé, obligeant Jean Charest à battre en retraite.

Cet épisode intervient à un moment sensible. En effet, les clauses dérogatoires à la *Charte canadienne des droits et libertés* et à la *Charte québécoise des droits de la personne* - qui permettent notamment à des écoles publiques d'offrir l'enseignement religieux (catholique et protestant) - arrivent à échéance le 30 juin.

En France

● Cette année, c'est le centième anniversaire de la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État (à l'exclusion de l'Alsace-Moselle). Alors que 53 % des personnes interrogées (sondage Sofres de février 2005) estiment que la laïcité se serait plutôt affaiblie, 68 % pensent qu'il ne faut pas toucher à cette loi, 24 % qu'il faut la réviser, 5 % la supprimer, 3 % sans opinion.

● L'Assemblée nationale vient d'adopter à la quasi-unanimité un amendement, dans le cadre du rapport annexe au projet de loi sur l'avenir de l'école, qui recommande l'enseignement du fait religieux.

Le poids du passé ?

Pour comprendre ce qui se passe, souvenons-nous à quel point le « *communautarisme* » originel des ancêtres catholiques de la Belle province - face au conquérant anglais - garde des traces, sous des formes diverses :

- le financement des écoles confessionnelles catholiques demeure inscrit dans la Constitution ;

- il a fallu un amendement constitutionnel, en 1997, pour rendre possible l'abandon du critère religieux en matière de commissions scolaires ;

- les clauses dérogatoires aux Chartes canadienne et québécoise, restent en vigueur ;

- les écoles privées, confessionnelles ou laïques, sont subventionnées à 60 % et un article de la loi en vigueur sur l'instruction publique permet toujours d'octroyer le statut d'« école associée » à un établissement privé.

Rappelons aussi que 10,6 % des élèves

fréquentaient une école privée en 2004. que 83 % des Québécois se considèrent comme catholiques et que 79 % des parents dont les enfants fréquentaient l'école primaire publique ont choisi l'enseignement confessionnel catholique plutôt que moral en 2004.

Ceci dit, la *Commission des droits de la personne* déclare que le système actuel ne respecte pas le droit à l'égalité de tous sur le plan de la religion (il y a les juifs mais aussi les musulmans désormais plus de 100 000 à vivre dans la mosaïque montréalaise et d'autres encore).

Une situation complexe

Dans ce contexte ambigu, les représentants de la communauté juive se sont donc appuyés sur le traitement privilégié réservé à l'enseignement religieux majoritaire pour demander des subsides, alors qu'ils bénéficient déjà pour leurs écoles, comme tout établissement privé, de la subvention aux écoles privées et que trois établissements, réservés à des juifs orthodoxes et associés au collège Marie-Victorin devenu public en 1993, sont financés par l'État.

Il existe un précédent, accordé depuis 25 ans à deux écoles de la communauté grecque par René Lévesque. D'autres groupes religieux trouvent donc « *injuste* » de ne pas avoir davantage de financement public... La question d'abandonner ou de reconduire les déro-



Au centre de Montréal aujourd'hui.

Un peu d'histoire

1964 : création du ministère de l'Éducation nationale au Québec.

1984 : premier recours aux clauses dérogatoires à la Charte canadienne permettant l'enseignement confessionnel (catholique et protestant) dans les écoles publiques.

1994 : constitution d'une commission visant à la tenue d'états généraux sur l'éducation.

1995-1996 : vaste consultation, tenue d'assises régionales puis d'assises nationales. Définition des grandes orientations de la réforme du système éducatif.

1998 : abandon du critère religieux pour les commissions scolaires (amorce de laïcisation) au profit du critère linguistique.

1999 : débat parlementaire sur la place de la religion à l'école à partir du rapport Proulx.

2000 : loi 118 de déconfessionnalisation.

2005 : échéance des clauses dérogatoires. ●

gations aux chartes canadienne et québécoise se repose donc avec force.

Convaincues que le gouvernement avait eu recours à la clause « *nonobstant* » pour la dernière fois en 2000, les Universités de Montréal et de Laval ont proposé des formations en éthique et culture religieuse non confessionnelles à leurs étudiants, et ces étudiants ne seraient pas tout à fait opérationnels si, d'aventure, le régime d'option entre enseignement catholique, protestant ou moral devait être reconduit...

La Coalition pour la déconfessionnalisation du système scolaire, qui regroupe une cinquantaine d'organismes, s'interroge : « *Quand on voit l'attitude soumise de ce gouvernement face aux pressions ethno-religieuses, on est en droit de se demander si tout n'est pas déjà joué en ce qui a trait au maintien des clauses dérogatoires* ».

La porte pourrait-elle s'ouvrir à un système multiconfessionnel ? Les mentalités évoluent : il existe désormais un consensus majoritaire pour un enseignement culturel des religions au Québec. Le *Parti libéral du Québec* avait mis en avant son vœu de créer un tel système lors des vastes consultations et travaux de la fin des années 90.

Si les voix sont nombreuses pour recommander de remplacer l'enseignement religieux traditionnel par l'« *éducation à la religion* » dans le cadre d'un cours unique, non confessionnel et obligatoire pour tous, rien n'est joué d'avance. ●

Francine GAUDARD

L'heure juste sur le Québec

Voilà un livre-reportage sur les descendants d'Astérix en Amérique. Valérie Lion partage sa « passion » et donne l'heure juste sur le Québec d'aujourd'hui.

Irréductibles Québécois

VALÉRIE LION

Éditions des Syrtes, coll. Terres d'aujourd'hui, 2005, 292 pages, 20 euros.

Montréal fêtait alors son 350^e anniversaire. C'était en 1992. Journaliste débutante, Valérie Lion effectue son premier voyage au Québec grâce à un programme de l'Office franco-québécois pour la jeunesse. « Tombée en amour » avec le pays, elle collabora dès l'année suivante à *France-Québec magazine* où elle vient d'être nommée co-rédactrice en chef. Spécialiste des questions économiques, elle a aussi fait partager dans nos colonnes son voyage en bateau de Montréal aux îles de la Madeleine (FQM n°129) ou sa découverte du peintre Jean-Paul Borduas, pionnier de la modernité québécoise (FQM n°133).

Depuis douze ans, Valérie Lion a ainsi effectué de nombreux séjours et reportages au Québec, notamment pour *La Vie Française*, *Le Nouvel Économiste*, *Enjeux-Les Échos* et désormais *l'Express* où elle est chef de rubrique (Réussir). Avec ce livre, elle a « voulu comprendre pourquoi » elle était « tombée en amour » avec le Québec. « Pourquoi, au-delà de la beauté des paysages et du charme des habitants, j'avais sans cesse envie de revenir, comme pour puiser là-bas une

énergie qui manque en France. J'ai ressenti cette « attraction » québécoise comme beaucoup d'autres Français ».

Valérie Lion a commencé par rencontrer quelques-uns des 100 000 Français qui vivent au Québec. Sans cacher leur « parcours du combattant » parfois, les « points noirs » de la santé et de l'éducation ou la complexité des rapports franco-québécois. « Certaines caricatures persistent des deux côtés de l'Atlantique ».

Une fois le pouls pris comme il faut, « partir à la rencontre des Québécois c'est plonger dans la diversité », souligne Valérie Lion. Elle s'exclame : « Que de leçons à tirer du Québec d'aujourd'hui ! ». Dans son voyage au pays « de nos singuliers cousins », ponctué de nombreuses rencontres, elle décrit le « métissage réussi » de ce pays « entre Europe et Amérique ». Et ces Québécois, qui connaissent mieux la Floride et Cuba que la Colombie-Britannique ou l'Alberta, ne sont « pas des Canadiens comme les autres ». Une anecdote ? Le livre révèle pourquoi Pepsi a devancé Coca au Québec. Il y a aussi des « pratiques sociales originales » et la question non éludée mais finement analysée du « rêve de l'indépendance ».

Valérie Lion l'affirme : les Québécois « réinventent chaque jour une identité col-

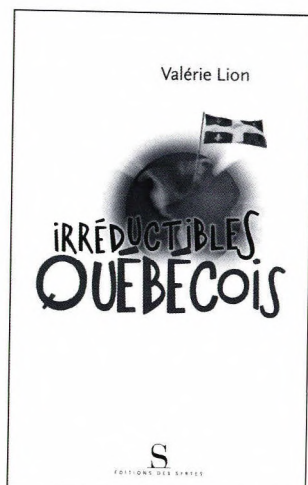
lective ». Parmi « les secrets de la réussite », elle retient et détaille le combat pour le français, une exception culturelle « sans complexe » et « de petits arrangements avec le capitalisme ». Nourries d'entrevues, les belles histoires qui ont forgé ce Québec moderne défilent : la loi 101, le Cirque du Soleil, Québecor, Bombardier, Desjardins, le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec...



Valérie Lion et Clément Duhaime, Délégué général du Québec à Paris qui a salué le livre, « instrument de rayonnement du Québec ».

On aura compris que le Québec ne se réduit pas aux cabanes à sucres et aux chanteuses à voix. Mieux, les Québécois « montrent la voie à suivre » car ils « savent ce que c'est de vivre dans un grand ensemble. » Ces « Irréductibles » qui vivent « l'Amérique en VF ». ●

Georges POIRIER



Dix livres à gagner

NOM :
 PRÉNOM :
 ADRESSE :

QUESTION : En quelle année a commencé la Révolution tranquille au Québec ?

À retourner à ÉDITIONS FRANCE-QUÉBEC, 75 rue de Lourmel 75015 PARIS

Les expéditeurs des dix premières bonnes réponses gagneront ce livre. Les gagnants depuis un an (n° 130) ne peuvent participer à ce jeu : décision du conseil national élargi de France-Québec du 29-11-02.

Les Québécois sont comme ça !

par Jean-Valéry
HÉQUETTE

Un million de Québécois déménagent

Selon l'institut de la statistique du Québec, environ un million de Québécois (1 sur 7) changent de résidence chaque année. Et un quart de ces migrants changent également de région. Montréal a perdu 1 % de ses résidents en 2003-2004 au profit de la périphérie (Laval, Lanaudière, Laurentides, Montérégie) qui attire particulièrement les 25-44 ans. Les régions éloignées perdent toujours des habitants, surtout des 15-24 ans mais les pertes migratoires sont moindres qu'au cours des années précédentes.

46,3 % d'emplois féminins

Les femmes occupent 46,3 % des emplois au Québec. Comparativement à 35,4 % en 1976. Toutefois, elles continuent à occuper plus des deux tiers des emplois à temps partiel. C'est dans la fonction publique que la progression des emplois à temps plein est le plus flagrant avec 61 %.

Policiers et criminalité en baisse

Les policiers du Québec ont un argument imparable pour exiger une augmentation de leurs effectifs. En 20 ans, le nombre de policiers par 1 000 habitants est passé de 2,4 à 1,4. Les syndicats parlent de baisse de service à la population. Ce qu'ils ne disent pas, c'est que le même temps, la criminalité a baissé de plus de 15 %. Alors, moins de policiers = moins de criminel ?

La fête n'est pas un cadeau

18% des Québécois disent ne pas aimer les fêtes de Noël en famille. Ils ne sont que 9% en Ontario à avoir en horreur les échanges de cadeaux, la dinde et la bise de la vieille tante ou les blagues vaseuses d'un beau-frère parti sur une baloune (complètement bourré).

Trois grandes fortunes

Le palmarès annuel Rich 100 publié par le magazine *Canadien Business* classe trois noms du Québec parmi les dix plus grandes fortunes du Canada. Paul Desmarais père (Power Corporation) figure à la sixième place avec 3,94 milliards de dollars. Suit à la septième place la famille Saputo (groupe du même nom à Montréal) avec 2,78 milliards. Et, en neuvième position David Azrielli (Canpro Investments Ltd) avec 2,26 milliards. La famille Bombardier a reculé à la 21^e place avec un pactole en baisse de 27 % par rapport à 2003 mais qui s'élève quand même à 1,27 milliard de dollars. Et Céline Dion n'est pas dans ce club des 100.

Vive le bénévolat

Pendant longtemps, l'entraide a été un des fondements de la société québécoise. Petit peuple homogène à la survie précaire, il a dû mettre au point un esprit de solidarité efficace. Lorsqu'une ferme brûlait dans un rang le long du Saint-Laurent, les voisins la reconstruisaient. D'où le succès populaire d'un terme comme « la corvée ». Toutes les maisons avaient à leur entrée un banc du « *quêteux* », pour permettre à un démuné de prendre un peu de soupe avant de reprendre sa route. L'Église avait sous sa coupe une multitude d'œuvres caritatives. Puis le Québec s'est urbanisé amenant un inévitable individualisme. Dans les années 60 sont apparues les premières vraies associations de bénévoles. Les Centraide (association laïque d'aide aux plus démunis) commencent à s'implanter. Dans les années 80, de nouveaux types d'organismes bénévoles naissent : banques alimentaires, soupes populaires, refuge d'urgence, maisons d'accueil pour femmes violentées, lignes d'écoute. Depuis, le bénévolat à son secrétariat gouvernemental créé en 1995, son site internet (www.benevolat.gouv.qc.ca), un nouveau logo officiel depuis décembre, ses prix annuels Hommage-bénévolat-Québec décernés lors de la semaine de l'action bénévole du 17 au 23 avril, un réseau officiel qui regroupe la majorité des organismes bénévoles de la province. Il n'est pas rare que les Québécois mettent sur leurs cartes de visites ou

professionnelles la mention bénévole et le nom de l'organisme. Au Québec, 1 135 000 bénévoles consacrent plus de 180 millions d'heures par an, soit 19 % de la population âgée de plus de 15 ans,

répartie en 48 000 organismes à but non lucratif (OBNL).

Mais un esprit de fronde flotte depuis l'an dernier sur ces OBNL. Depuis que le gouvernement Charest a fait connaître son projet de réforme de la loi sur les associations. En février

dernier, la Coalition pour la promotion des valeurs démocratiques et associatives qui représente plus de 8 000 associations a rejeté en bloc la réforme jugée nettement individualiste. Des mesures comme la fin de l'obligation de rendre publics les objets de l'association ou la possibilité de fondation d'un OBNL par une seule personne font dire à des représentants de bénévoles que la réforme « *pourrait sonner le glas à l'une des plus riches composantes du modèle québécois, soit le mouvement communautaire et associatif* ». Même l'Assemblée des évêques du Québec s'inquiète et estime que l'autonomie des « *fabriques* » qui gèrent les biens des 1 900 paroisses québécoises avec une façon de faire en vigueur depuis 300 ans, est menacée. L'épiscopat redoute qu'une personne seule crée ainsi une secte et la dissolve ensuite pour bénéficier du produit.

Pour l'instant, la proposition du « *Registraire des entreprises* », qui pilote le dossier, est à l'étape de la consultation. ●



France : 8 % de bénévoles réguliers

Une étude publiée mi-mars par France-Bénévolat et le Cerphi (Centre d'études et de recherches sur la philanthropie) révèle une légère progression du nombre de bénévoles estimés, par l'Insee à dix millions de personnes. C'est le nombre de bénévoles occasionnels, prêts à un coup de main ponctuel, qui croît. En revanche, le « *noyau dur* » des bénévoles réguliers a diminué de 5 % en cinq ans : il y aurait 3,3 millions de bénévoles réguliers soit 8 % des 18-70 ans. Un décrochage surtout des hommes et des « *quadras* ». Le bénévolat régulier ne progresse que chez les moins de 30 ans et les plus de 60 ans. Les « *bonnes volontés* » faiblissent au sein des associations qui cherchent de plus en plus des « *compétences* » et des « *personnes ressources* » d'où l'émergence du concept de « *missions bénévoles* » en particulier chez les 25-45 ans. Les hommes sont surtout présents dans le secteur du sport (70% de dirigeants) et les femmes dans le social. Et la culture arrive en tête dans la création de nouvelles associations. ●



L'ESSENTIEL

Trois Français ont été tués cet hiver au Québec dans des accidents de motoneige

- Air Canada a repris sa place au Terminal 2A de Roissy
- Le ministère des Transports du Québec a ouvert un nouveau service complet : l'Inforoutière, par téléphone et sur Internet
- En difficulté, la compagnie Jetsgo a cessé ses vols
- On peut réserver quatre mois à l'avance dans les Parcs Québec pour faire du camping

DES ENJEUX

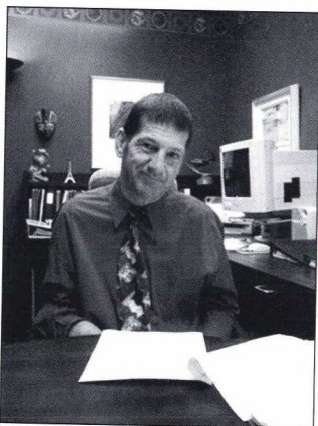


DEPUIS 25 ANS AU SERVICE DE LA MOBILITÉ RESTREINTE

Kéroul, le tourisme accessible

D'où vient le mot Kéroul ? C'est la contraction de Québec et de roule. À l'origine de cet organisme, qui vient de fêter ses 25 ans, un homme, André Leclerc. En 1976, il entreprend de « faire du pouce » avec son fauteuil roulant. « À Québec, j'ai attendu plusieurs heures sans que personne ne s'arrête. Des policiers m'ont emmené au poste, pensant que je m'étais enfui d'un centre de réadaptation. Après vérifications, ils m'ont payé l'autobus ».

Décidé à promouvoir le Québec comme destination touristique accessible aux personnes à capacité physique restreinte, André Leclerc fonde Kéroul en 1979. En 2000, l'hebdomadaire français *l'Express* le retient parmi les 100 personnes qui



André Leclerc, président fondateur de Kéroul.



font bouger le Québec. Aujourd'hui, Kéroul est une entreprise associative reconnue comme interlocuteur privilégié de Tourisme Québec auprès de la clientèle des personnes à capacité physique réduite (environ 15 % de la population). Elle a fêté « 25 ans de liberté accessible » lors d'une grande soirée-bénéfice fin novembre au Casino de Montréal.

Avec ses dix employés, Kéroul propose des forfaits adaptés pour le marché intérieur et l'exportation. De plus, elle a un important rôle de formation, d'expertise et de conseil pour rendre le tourisme accessible. Récemment, la ville de Montréal a désigné Kéroul comme son conseiller spécial en ce domaine. Une tournée des régions est en cours pour sensibiliser les acteurs locaux. Une entente de co-édition a aussi été conclue avec les guides Ulysse pour publier (sortie en mai) la 6^e édition du guide « Québec accessible », un répertoire d'environ 1 800 établissements touristiques accessibles ou adaptés.

Qui dit tourisme dit aussi culture. En 1999, une évaluation des musées accrédités du Québec a été produite par Kéroul avec la collaboration du ministère de la Culture. Et celui-ci, l'année suivante, a demandé à Kéroul une autre évaluation sur l'accessibilité des salles de spectacles de la région de Montréal. ●

Kéroul

4545 av. Pierre-de-Coubertin,
Montréal H1V 3R2
www.keroul.qc.ca



Fin novembre, André Leclerc est intervenu aux rencontres européennes à Paris de Tourisme et Handicap. Il a présenté une étude de marché sur les comportements touristiques des personnes handicapées au secrétaire d'État français au Tourisme Léon Bertrand et à la présidente de Tourisme et Handicap Annette Masson.

RANDONNÉES

Regain de la raquette

Des séjours de randonnées en raquette au Québec sont désormais proposés par des voyageurs. Chaque vendredi soir aussi, le parc national d'Oka invite à une randonnée nocturne de deux heures avec guide accompagnateur dans le sentier de la Montée du calvaire (3,2 km). On vous prête des raquettes et il en coûte dix dollars (taxes en sus).

La Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ) compte trois centres touristiques, quatorze parcs nationaux et six réserves fauniques où l'on peut s'adonner à la raquette. La Fédération québécoise de la marche, qui chapeaute le projet de Sentier national, prévoit l'aménagement d'un sentier continu de 1100 kilomètres dédié à la raquette, au ski de fond et à la marche.

On évalue à 9 % le pourcentage de Québécois qui pratiquent la raquette. Le réseau de veille en tourisme de l'UQAM (Université du Québec à Montréal) prédit un bel avenir à cette activité hivernale du fait du vieillissement de la population. Car la raquette est un sport-santé qui convient à tous.

Les raquettes traditionnelles en bois et babiche tressée, considérées, il y a peu encore, comme des objets de folklore associés aux coureurs des bois et des Amérindiens, reprennent du service. Mais il y a surtout une nouvelle génération de raquettes en aluminium ou en matière synthétique (le plastique est à éviter). Plus légères et plus faciles à manipuler, elles peuvent parfois être munies de crampons. Préférez les étroites pour les sentiers et les larges pour le hors piste. ●



Air Canada à Roissy : retour au terminal 2

Depuis le 4 janvier, les départs et arrivées des vols d'Air Canada s'effectuent à nouveau à l'aérogare 2A de l'aéroport Charles-de-Gaulle à Roissy. La compagnie canadienne avait dû déménager au terminal 1 l'an dernier, après l'accident du 23 mai qui avait provoqué l'effondrement d'une partie des installations du terminal 2 E. Le recours judiciaire d'Air Canada à l'encontre d'ADP (Aéroports de Paris) qui avait alors réaffecté les installations n'avait pas abouti. ●

Événements

La fête de la pêche aura lieu du 10 au 12 juin au Québec. Sans permis, des milliers de personnes peuvent s'initier ces jours-là à ce loisir. Le gouvernement a même ajouté une journée, le vendredi 10 à l'intention des scolaires, dans le cadre des activités nature, afin de contribuer à la « relève » de la pêche.

Gros succès de Montréal en lumière. Le festival hivernal a attiré cette année plus de 500 000 participants dont 140 000 au cours d'une fameuse Nuit blanche qui a emballé l'organisateur de celle de la ville de Paris, Christophe Girard, adjoint à la culture. Au total, il y a eu 750 activités artistiques, gastronomiques et scénographiques. Rendez-vous l'année prochaine du 16 au 26 février 2006.

On en parle

Les premiers A380 d'Air France en 2007 vers Montréal

C'est en avril 2007 qu'Air France devrait recevoir son premier Airbus A 380. La compagnie en a commandé dix. Un communiqué, mi-janvier, a annoncé qu'Air France « prévoit d'exploiter l'appareil sur l'Atlantique nord (New York et Montréal) dès le début de la saison été 2007, puis sur l'Asie (Tokyo et Pékin) ».

Le Vieux Montréal à 30 km/h ?

C'est ce que propose la société de développement commercial du Vieux-Montréal dans un mémoire remis début février à l'Office de consultation publique de la ville. Au nom de ses 2000 membres des milieux d'affaires, la SDC recommande de réduire à 30 km/h la vitesse des véhicules et réclame des trottoirs plus larges pour les 40 000 personnes qui viennent travailler chaque jour dans le quartier et les 10 millions de touristes qui y flânent chaque année. Le Vieux-Montréal a beaucoup changé avec l'attraction du Vieux-Port ouvert en 1992 et un réinvestissement des logements de cet arrondissement historique qui compte aujourd'hui près de 5000 résidents contre quelques centaines voici trente ans.

Des caméras dans le Quartier latin montréalais

À compter du 1^{er} mai, elles seront de retour après l'expérience de l'an dernier. Quatre caméras de surveillance avaient été installées dans le périmètre bordé par le boulevard René-Levesque et les rues Sanguinet, Sherbrooke et Berri. Il y avait eu une chute de 30% des délits. Les images n'étaient visionnées qu'en cas de dépôt de plainte. Une réflexion est en cours pour autoriser un policier à les regarder en temps réel.

Comment appeler l'aéroport de... Dorval ?

Depuis le 1^{er} janvier 2004, l'aéroport de Dorval s'appelle « l'aéroport international Pierre-Elliott Trudeau de Montréal ». Ainsi en a décidé le gouvernement canadien qui choisit les noms des aéroports. Une dénomination controversée (FQM n° 129). La controverse a rebondi ce début d'année, sous un autre angle. Si le Canada dénomme les aéroports, le Québec règne sur l'affichage des routes qui conduisent aux aéroports. Or la Commission de toponymie du Québec estime que les mots « de Montréal » ne correspondent pas à ses normes habituelles pour l'affichage. À suivre... pour aller à « Dorval » comme beaucoup de Québécois continuent de dire. ●

On n'en parle plus

Finie la liaison Québec-Tadoussac en catamaran rapide

Après dix ans de croisière sur le Saint-Laurent, entre Québec et Tadoussac, le catamaran Famille Dufour II va prendre une autre destination. Soit à Montréal soit à Toronto. Fleuron du Groupe Dufour, le bateau d'aluminium de 126 pieds, capable d'accueillir 300 passagers, pouvait atteindre la vitesse de 35 nœuds. Mais l'exploitation n'était pas rentable. À la hausse du carburant, le diesel marin, passé de 27 cents à 52 cents, s'est greffée la réglementation du parc marin obligeant à réduire la vitesse et donc d'allonger la durée de croisière de 1h30.

Fini le tour de Montréal des enfants

Vélo-Québec a décidé de mettre fin au Tour des enfants de Montréal qui rassemblait un peloton de plusieurs

milliers de jeunes. Cette manifestation printanière avait été créée en 1990. Au début, elle attira jusqu'à 10 000 jeunes cyclistes. Mais le peloton s'est amaigri ces dernières années. Ils n'étaient plus que 4000 au départ l'an dernier.

Finis les vols de Jetsgo

Deux ans après son lancement, la compagnie aérienne montréalaise Jetsgo s'est mise en faillite mi-mars, laissant du jour au lendemain 17 000 passagers sur le tarmac. Déjà en novembre 2001, Canada 3000 avait disparu après avoir acheté Royal Airlines de Michel Leblanc, celui-ci a créé Jetsgo en 2003. La nouvelle compagnie voulait concurrencer sur le même créneau des bas tarifs un autre transporteur aérien canadien, WestJet. ●

Pratique

Camping : on peut réserver quatre mois avant dans les Parcs Québec

Avec plus de 4 000 emplacements de camping rustiques et aménagés, Parcs Québec réserve aux fervents de plein air tout un choix de séjours en nature!

Fort du succès remporté au cours des dernières années, Parcs Québec a décidé de continuer à offrir l'opportunité aux campeurs de réserver leur séjour jusqu'à quatre mois à l'avance. En ce qui concerne les réserves fauniques et les centres touristiques du réseau Sépaq, il est possible de réserver en tout temps. Il faut donc appeler tôt pour s'assurer d'une place de choix.

Concours en ligne

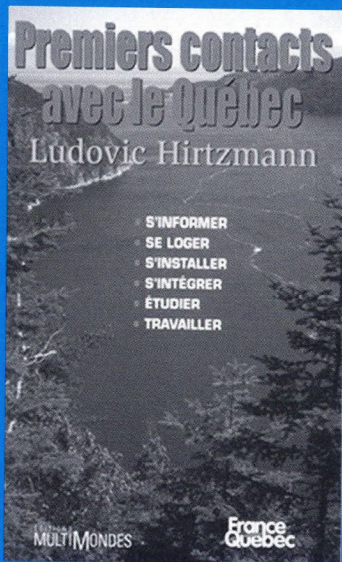
En réservant en ligne au www.sepaq.com jusqu'au 4 octobre 2005, les campeurs deviennent automatiquement admissibles au tirage d'un séjour de camping pour quatre personnes à l'île d'Anticosti. En plus de l'hébergement, ce prix comprend le transport aérien jusqu'à l'île, un véhicule, deux repas en auberge, une tente et des matelas autogonflants. Une valeur de 4 000 \$!

Consultez le www.parcsquebec.com ou contactez le Service des ventes et réservations tous les jours entre 8 h 30 et 21 h au 1 800 665-6527. ●

Vous allez faire un stage au Québec?

Vous voulez émigrer au Québec?

Vous voulez connaître la vie quotidienne au Québec?



UN GUIDE PRATIQUE INDISPENSABLE

**10,90 euros (plus port)
en vente au siège de FRANCE-QUÉBEC**

(prix spécial adhérent : 10,40 euros plus port)

L'Inforoutière

Le ministère des Transports du Québec a lancé un nouveau service de renseignements routiers, complet et intégré : l'Inforoutière.

Par téléphone: 1 888 355 0511
Par Internet: inforoutiere.qc.ca

Une mine d'information sur les conditions routières en temps réel et les travaux en cours, des images de circulation dans les régions de Montréal et de Québec ainsi qu'aux postes frontaliers mises à jour toutes les 5 à 7 minutes, une carte routière cliquable, le calcul des distances, les parcs routiers répertoriés, une base de données sur le covoiturage...

L'Inforoutière c'est aussi le lieu pour signaler un incident, faire un commentaire ou formuler une plainte.



Québec

Pour tous renseignements

*** par téléphone : appel gratuit 7 jours sur 7
entre 15 h et 22 h 0 800 90 77 77**

*** par Internet :
<http://www.bonjourquebec.com>**



QUÉBEC AVENTURES ACTIVES
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN – QUÉBEC

Emmanuel Colomb
Directeur et Associé

6939, Boulevard Talbot
Laterrière (Québec) G7N 1W2 – CANADA
Tél : (418) 678-2031
Fax : (418) 678-1595
e.mail : queavac@saglac.qc.ca
Internet : www.queavac.qc.ca

*Activités en famille possible

L'EXCEPTIONNEL AU NATUREL

**Un chalet à moins
d'une heure de Montréal**

Domaine Nouvelle-France

10, Place Vendôme 75001 Paris
Tél : 06 61 33 05 44
Courriel : nouvelle-france@infonie.fr

**10 %
de
réduction pour
les adhérents
de
France-Québec**

LOCATION DE VOITURE

Auto Escape achète aux loueurs de gros volumes de location obtenant en échange des remises importantes qu'il répercute à ses clients. Ce n'est pas un intermédiaire, mais une centrale de réservation. Qui vous aide à vous orienter dans le dédale des assurances optionnelles liées à la location de voitures afin d'éviter les mauvaises surprises. Plus de dix ans d'expérience aux États-Unis dans ce métier nouveau en France leur permettent d'appréhender au mieux vos besoins. Les règles de base :

- Service et flexibilité (numéro d'appel gratuit, aucune pénalité de changement, ni d'annulation même à la dernière minute).
- Kilométrage illimité

Contact : AUTO ESCAPE

- Appel gratuit : 0 800 920 940
- Tél : + 33 (0)490092828
- Fax : + 33 (0)490095187
- Site web : www.autoescape.com

**5% de réduction
supplémentaire
aux adhérents de
France-Québec**

L'Outaouais, une région à vivre en grand !

Mi-juillet, de nombreux Français sont attendus à Gatineau pour le congrès international des associations Québec-France et France-Québec. Une belle occasion pour découvrir l'Outaouais.

Pour le simple visiteur qui lorgne du côté d'Ottawa, la capitale du Canada, il peut lui sembler que, dans l'ombre de l'unifolié rouge et blanc, l'Outaouais ait parfois de la difficulté à s'afficher comme partie intégrante du Québec. Et pourtant, il lui suffirait de s'éloigner que de quelques kilomètres des pelouses du Parlement canadien, de franchir la rivière pour découvrir le charme tranquille de la région la plus au sud du Québec.

Au fil de l'eau

Samuel de Champlain ne s'y était pas trompé lorsqu'en 1613, il était venu repérer les lieux. Au fil des ans, la rivière des Outaouais deviendrait l'une des pierres angulaires de la région. Déjà à l'époque de Champlain, les Algonquins, qui la surnommaient tout simplement Grande Rivière, en avaient fait le théâtre de différents trafics. Encore aujourd'hui, près du pont des Chaudières – l'un des nombreux ponts qui relie le Québec à l'Ontario -, on peut visiter le site de l'Île à la tortue, petit centre d'interprétation autochtone où danses, contes et nourriture sont au menu.

Les incontournables

Venir en Outaouais et ne pas se balader dans le Parc de la Gatineau, ce serait comme passer à côté de la Tour Eiffel sans la voir. Inconcevable ! À environ 15 minutes de Gatineau, le Parc de la Gatineau avec ses 363 kilomètres carrés de verdure, c'est indéniablement le poumon vert de la région citadine de l'Outaouais. On peut y camper, observer pas moins de 230 espèces d'oiseaux et, avec un peu de chance, plus d'une cinquantaine de mammifères dont l'ours, le chevreuil et le carcajou, faire de la randonnée et,



Évelyne Millereau

rement au Domaine Mackenzie-King, on y sert le thé comme si vous étiez le long de la Tamise, *my dear* ! Le domaine doit son nom à cet ancien Premier ministre canadien du milieu du XXe siècle – amateur de spiritisme ! – qui légua à l'état canadien son domaine... ainsi que les ruines qu'il collectionnait !!

Le vélo vous branche moins ? Qu'à cela ne tienne, le dernier train à vapeur en circulation au Québec voire au Canada est là pour vous accueillir. Situé non loin du Casino du Lac Leamy, de ses presque 2 000 machines à sous et de son enviable salle de spectacle, le Théâtre du Casino, le train à vapeur assure la liaison Hull-Chelsea-Wakefield. L'arrêt dans ce bucolique village anglophone du Québec vous permettra de découvrir nombre de petites boutiques longeant la rivière Gatineau. C'est d'ailleurs ce même cours d'eau qui vous amènera dans la section nord de l'Outaouais vers des municipalités aux noms pittoresques comme Kazabazua, Messines, Maniwaki ou Grand-Remous. Les sites incontournables, c'est aussi

bien sûr, du vélo. Au total, 90 km de sentiers sont réservés aux adeptes du vélo de montagne dans le Parc. Mais de fait, c'est toute la région qui est un véritable paradis pour les émules de Lance Armstrong. Plus de 170 km de sentiers récréatifs reliant à la fois le côté québécois et le côté canadien de la rivière des Outaouais sont aménagés.

Et si l'envie vous prenait de jouer les sujets de sa Majesté, sachez que dans le Parc de la Gatineau, plus particuliè-



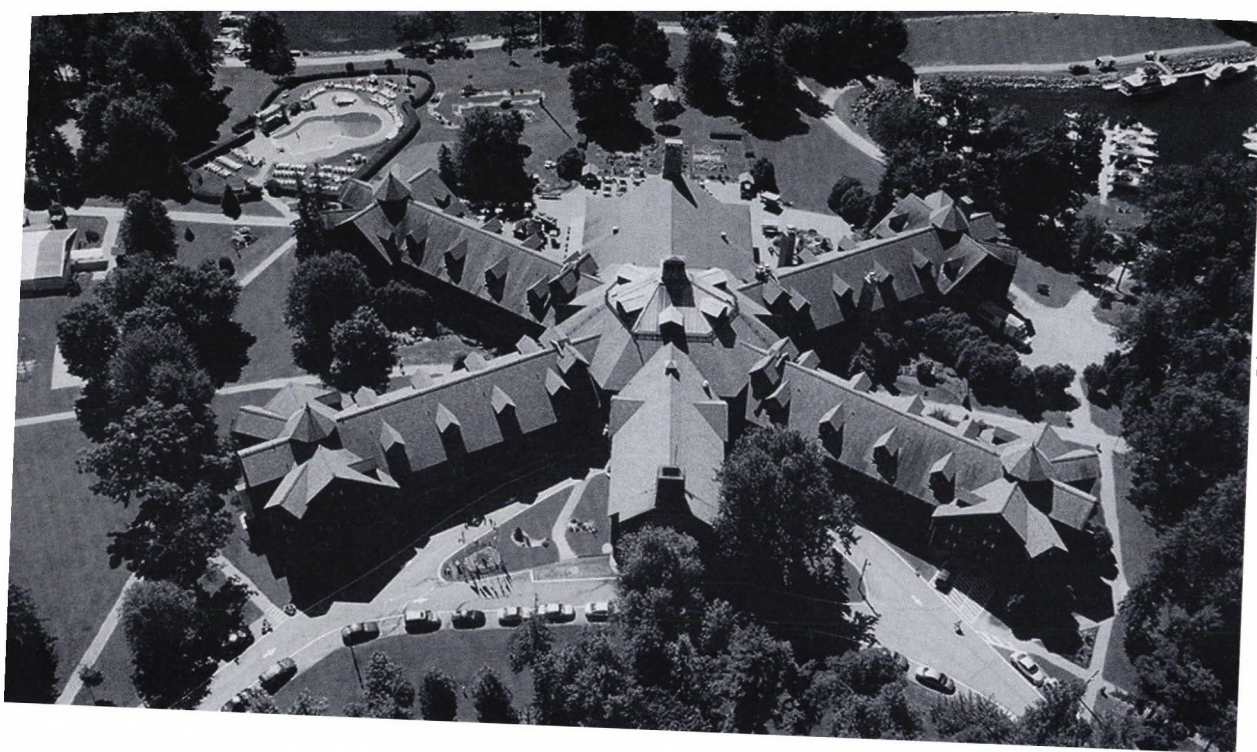
Le Musée canadien des civilisations : 1,3 million de visiteurs par an.

Harry Foster/Musée canadien des civilisations

Les distances

Montebello-Gatineau :
72 km
Montréal-Gatineau :
207 km
Québec-Gatineau :
451 km
Toronto-Gatineau :
399 km

Pour les sites web,
voir page 6



Fairmont-Le Château Montebello

Le Château Montebello fut construit en 1930 en quelques mois. Un prestigieux lieu de villégiature prisé pour les lunes de miel ou les sommets diplomatiques.

ceux qui s'offrent au voyageur dans la Vallée de la Petite Nation lorsqu'on descend la rivière des Outaouais vers l'est. C'est d'ailleurs cette partie du territoire québécois qui a donné naissance au plus illustre des patriotes, Louis-Joseph Papineau. Outre le Château Montebello (la plus grande construction en bois rond au monde!), la municipalité de Montebello et son manoir seigneurial de l'endroit rappelle la lutte du chef politique et du seigneur de la Petite Nation pour la sauvegarde des droits de la population du Bas-Canada face au pouvoir anglais en 1837.

C'est aussi à Montebello qu'on peut parcourir en voiture un sentier de 10 km et observer des animaux sauvages dans leur habitat naturel au Parc Oméga. Bisons, wapitis, orignaux, cerfs de Virginie sont au rendez-vous dans un cadre naturel absolument charmant.

Après avoir fait une halte au Parc québécois de Plaisance, l'intérieur des terres nous appelle avec St-André-Avellin, Ripon ou encore le Lac Simon et son superbe plan d'eau.

Les délectables

Véritable phénomène des dix dernières années, l'agrotourisme a plus que jamais sa place dans la découverte du Québec. En Outaouais, c'est plus d'une centaine de producteurs qui se sont rassemblés autour de divers produits comme ceux de l'érable ou de la production d'agneaux, de chevreaux, de cerfs ou de sangliers comme c'est le cas chez Toutatis à La Pêche.

La Biquetterie à Chénéville et la ferme Floralpe à Papineauville sont deux exemples de fromageries prêtes à ouvrir leurs portes aux visiteurs.

La région regorge également de bonnes tables à commencer par l'inimitable et raffiné restaurant Le Baccara du Casino du Lac Leamy.

La nouvelle ville de Gatineau

Regroupement, au début du 21^e siècle, de cinq villes, Alymer, Buckingham, Gatineau, Hull et Masson-Angers, la nouvelle ville de Gatineau compte maintenant plus de 230 000 personnes, ce qui la place au 5^e rang des villes les plus importantes au Québec.

C'est d'ailleurs dans le secteur Hull que se trouve le Musée canadien des civilisations. Plus de 1,3 million de personnes viennent visiter chaque année à la fois les expositions permanentes et temporaires comme celle sur la présence française en Amérique. À voir absolument dans la Grande Galerie la plus vaste collection intérieure de mâts totémiques au monde. Le Musée canadien des enfants, le Musée canadien de la poste et un Théâtre Imax sont aussi du nombre des attractions.

Non loin du Musée des civilisations, on arpente les quelques rues du Vieux-Hull avec ses bars et terrasses sympathiques.

Plus à l'ouest, vers le secteur Aylmer, ce serait dommage de ne pas profiter de la marina de l'endroit et du lac Deschênes pour s'y baigner. À proximité, la salle de spectacles La Basoche et le Centre d'exposition l'Imagier sont au nombre des lieux culturels que compte Gatineau avec, entre autres, sa Maison de la Culture dans le secteur Gatineau ainsi que la Salle Jean-Després de la Maison du Citoyen dans le secteur Hull.

Bon séjour en Outaouais. ●

André MAGNY



Commission de la capitale nationale

L'Outaouais est reconnue pour son réseau cyclable de qualité. Il existe un guide Veloroutes en Outaouais.

Au royaume de la motoneige n'est pas le roi qui veut...

La pratique de la motoneige, partie intégrante de la culture hivernale, ne fait pas l'unanimité chez les Québécois. Autour du développement durable, récit d'un conflit riche en rebondissements.

DES ENJEUX



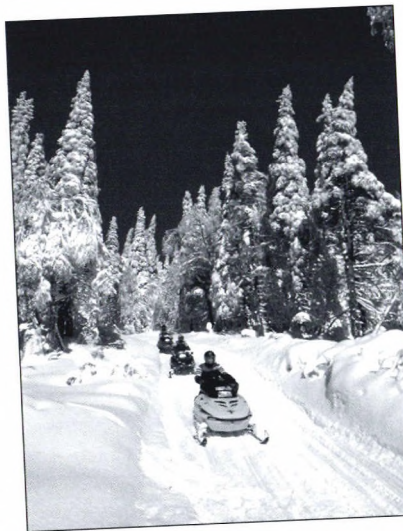
DE SOCIÉTÉ

Le 30 novembre, un verdict bouleverse le petit monde de la motoneige. La juge Hélène Langlois, de la Cour supérieure du Québec, donne raison au recours collectif de la Coalition pour la protection de l'environnement du Parc Linéaire le Petit Train du Nord et interdit l'accès à une portion de 38 kilomètres du sentier entre les villes de Saint-Faustin-Lac-Carré, près de Mont-Tremblant, et de Labelle. La juge condamne également la municipalité régionale de comté (MRC) Les Laurentides à payer des indemnités s'élevant à 10 millions de dollars aux citoyens vivant à moins de 100 mètres de la piste (le jugement accorde aux 600 résidents de la Coalition des indemnités de 1 200 \$ par personne pour les sept saisons hivernales concernées, de 1997-1998 à 2003-2004). Craignant l'effet boule de neige que ce jugement, qui fait jurisprudence, pourrait provoquer, des MRC retardent l'ouverture de sentiers et vont même, en Outaouais, jusqu'à fermer des pistes pour éviter les poursuites. Alors ministre déléguée au Tourisme, Nathalie Normandeau appelle les MRC et les motoneigistes au calme. Mais la panique persiste.

Pas de recours jusqu'en mai 2006

Face à une situation qui menace de mettre en péril la saison touristique, l'Assemblée nationale adopte, le 16 décembre, soit quelques heures avant la fin des travaux parlementaires, la loi 90 interdisant tout recours judiciaire relatif aux nuisances causées par les motoneiges, et ce jusqu'en mai 2006 (1). La loi stipule également que les motoneigistes ne pourront, entre 22

heures et 6 heures, circuler sur les 1 300 kilomètres de pistes aménagées sur d'anciennes voies ferrées et devront réduire leur vitesse de 70 km/h à 30 km/h dans ces zones, souvent situées à proximité des résidences. La prise de position du gouvernement Charest soulève diverses réactions. Pour les uns, tels Raymond Lefebvre de la Fédération des clubs de motoneigistes du Québec (FCMQ) ou les commerçants situés près des sentiers, elle permet de protéger les deux prochaines saisons de ce sport très lucratif qui génère 600 millions de dollars cana-



Pascal Quitemelle

diens par année et plus d'un milliard et demi en retombées indirectes. Pour d'autres, tels Normand Lacroix de la Coalition à l'origine du jugement Langlois ou encore Henri Jacob du Regroupement québécois des groupes écologistes (RQGE), c'est l'industrie qui gagne au détriment du développement durable, contrairement aux bonnes résolutions annoncées par le gouvernement. En effet, fin novembre 2004, un avant-projet de loi portant sur le développement durable est déposé par l'équipe Charest et prévoit une modification de la Charte québécoise des droits et libertés en ajoutant que « toute personne a le droit de vivre dans un environnement sain ». Qu'en est-il du développement durable ? En réponse à un journaliste, le Premier ministre Jean Charest le définit comme

Trois Français tués

- Le Québec compte un réseau de 33 700 kilomètres de sentiers, 231 clubs de motoneige et 10 000 membres.
- 58 000 étrangers (Américains, Européens et Ontariens) et 410 000 Québécois s'adonnent à la motoneige.
- Les 250 policiers de la Sécurité du Québec patrouillant sur les pistes distribuent entre 1 200 et 1 500 contraventions par année, surtout pour imprudences et excès de vitesse.
- La saison 2004-2005 a déjà fait 32 victimes. Parmi elles, dix touristes dont trois Français. Depuis 1998, on compte 225 décès liés à la pratique de la motoneige, dont 30 noyades.

« une obligation de concilier le développement économique et le respect du patrimoine, et de le faire en pensant aux générations futures ». Il précise, concernant la loi 90, qu'il « ne s'agit pas de faire passer les droits du citoyen au deuxième rang. Il s'agit de reconnaître qu'il y a une pratique de motoneige au Québec ».

Ce qui est certain, c'est que Québec dispose d'une trêve de plus d'un an pour étudier la situation, laissant en paix les saisons actuelle et prochaine de motoneige, mais non les riverains maintenant confrontés aux motoneigistes qui, pour remplacer les sentiers interdits, en créent de nouveaux, souvent moins adaptés. L'arrivée de Michel Després à titre de ministre des Transports et la création du poste de ministre du Tourisme, fonction désormais assurée par Françoise Gauthier, donneront peut-être un nouveau souffle à cette affaire qui, semble-t-il, reste à suivre. ●

Valérie GAGNON

(1) La loi 90 excluant le jugement Langlois, le directeur général de la MRC des Laurentides a porté en appel, le 28 décembre, la décision de la juge de la Cour Supérieure, expliquant que la loi 90 est discriminatoire et que la MRC ne peut assumer les coûts liés au recours collectif.



L'ESSENTIEL

Avalanche de prix pour le film de Francis Leclerc *Mémoires affectives* • Deux cirque québécois à Paris : Éloïze et le Cirque du Soleil • Jean-Pierre Ferland a décidé de ne plus remonter sur scène • Marie-Claire Blais a terminé sa trilogie et Yves Beauchemin se lance dans une nouvelle saga • Trois pièces de théâtre de Wajdi Mouawad actuellement en France • Francis Cabrel a vendu 1,5 million d'albums depuis 1978 au Québec •

INUIT, QUAND LA PAROLE PREND FORME

La passion de Jacques Chirac

On sait le président français passionné par les arts premiers. Il ne pouvait que rencontrer Raymond Brousseau, ce collectionneur québécois de sculptures inuit. Chaque fois que Jacques Chirac va au Québec, il fait halte, à deux pas du château Frontenac, au musée d'art inuit Brousseau, rue Saint-Louis à Québec. Ouvert en 1999, il reçoit plus de 20 000 visiteurs par an dont... 52 % d'Européens ! « *Les Français ont une curiosité pour la culture en général et pour les cultures spécifiques* », note Raymond Brousseau.

« *La beauté des pièces exposées et leur valeur artistique m'ont beaucoup impressionné ; j'ai pu mesurer combien leur renommée était légitime* », témoigne Jacques Chirac. Il n'a pas hésité à passer plus de deux heures pour parcourir, avec Raymond Brousseau, l'exposition au Musée de l'homme à Paris. Une dizaine d'œuvres anciennes prêtées par le musée des Civilisations de Gatineau mais surtout 150 œuvres contemporaines appartenant à Raymond Brousseau.

Étonnante passion née au milieu des années 50. Raymond Brousseau a alors 18 ans. « *J'étais curieux d'art africain* ». Il entre dans une galerie montréalaise et découvre une pièce « *esqui-*



Raymond Brousseau et son épouse, Jacques Chirac et l'épouse de Jean Charest, Michèle Dionne et sa fille.

maude », comme on disait encore à l'époque. Coup de foudre. C'était le début de la diffusion au sud de ces sculptures uniques. « *Aujourd'hui, il y a au moins 250 artistes Inuit reconnus sur une population de 45 000 personnes. Statistiquement, c'est la population la plus créative au monde* ».

Mathématicien et cinéaste, Raymond Brousseau a consacré sa vie et son argent à cette passion partagée avec son épouse.



Michèle Dionne, François Fillon et Jacques Chirac au Musée de l'Homme.

Photos: Benoit Hotte/DGQ

« *Notre fonds de 3000 pièces n'est pas un fonds d'art premier car maintenant nous sommes plus souvent plus proches d'un quotidien réaliste ou proches de l'abstraction moderne* ». Ce qui laisse entrevoir un futur encore plus riche de la création artistique inuit.

Après son musée privé de Québec, Raymond Brousseau envisage de créer un lieu permanent à Paris, peut-être une fondation. « *C'est une hypothèse* ». ●

Georges POIRIER

Présentée à Lyon en 2002, cette exposition se termine à Paris le 27 mars et s'installera à Toulouse (Ensemble conventuel des Jacobins) du 29 avril au 29 août.

Un livre, Inuit, quand la parole prend forme, a été publié aux Éditions Glénat, 2004, 144 pages, 33 euros.

LECTURE



Le 23 avril, Montréal sera, pour un an, la capitale mondiale du livre. Ainsi en a décidé l'Unesco. La métropole québécoise succède ainsi à la ville d'Anvers en Belgique. L'initiative de l'Unesco de décréter chaque année une capitale mondiale du livre a été lancée en 2001, à la suite d'une expérience réalisée cette année-là à Madrid.

La coordination de l'événement est assurée par l'Association nationale des éditeurs de livres. Créée l'été dernier, la Corporation Montréal capitale mondiale du livre, que préside l'éditeur et ancien ministre Denis Vaugois, devrait bénéficier d'un budget de 5 millions de dollars environ, aides publiques et commandites privées.

« *C'est d'abord et avant tout une vaste opération de promotion, explique Sandra Gonthier, directrice générale de la corporation. C'est une occasion unique de mettre le livre et la lecture en valeur dans diverses sphères d'activités, de partager le plaisir de la lecture, de faire découvrir des auteurs de chez nous et d'ailleurs et ainsi de donner le goût de lire ou de lire davantage* ».

Le démarrage de cette année se fera avec un événement fort, l'inauguration officielle de la Grande Bibliothèque, en plein centre de Montréal. Il y aura une opération portes ouvertes au grand public les 30 avril et 1^{er} mai prochains. Ensuite, à partir du 3 mai, elle sera ouverte du mardi au vendredi de 10 h à 22 h, les fins de semaine de 10 h à 17 h. La section actualités et nouveautés, elle, sera ouverte sept jours sur sept jusqu'à minuit. ●



Jean-Pierre Ferland tire sa révérence



À 70 ans, Jean-Pierre Ferland a décidé de ne plus remonter sur scène. Il a fait ses adieux au public

du 16 au 19 mars au Capitole de Québec. Et il affirme que c'est définitif. Celui qui a chanté depuis 40 ans les plus belles chansons d'amour du répertoire québécois se retire à Saint-Norbert. Il entend se consacrer à l'écriture (une comédie musicale en chantier), surtout pour les autres qui le lui rendent bien. De Céline Dion à Gilles Vigneault, ils sont treize à chanter Ferland dans le disque anthologique « *Le petit roi* » (GSI Musique). ●

Chanson

Jim CORCORAN réapparaît avec son huitième album « *Papes blanches* ». Matthieu Chédid signe les paroles de *La femme du radeau*.

Diane DUFRESNE a sorti début mars un album où elle chante les œuvres de Kurt Weill, accompa-

gnée par l'Orchestre métropolitain du Grand Montréal dirigé par Yannick Nézet-Séguin.

Bruno PELLETIER prépare une comédie musicale sur *Dracula* dont il interprétera le personnage sur une scène montréalaise en 2006.

Littérature

Jacques ALLARD est devenu le neuvième président de l'Académie des lettres du Québec, succédant à Jean Royer.

Gaston BELLEMARE, directeur des Éditions des Forges, spécialisées dans la poésie, a été choisi comme président de l'ANEL (Association nationale des éditeurs de livres).

Marie-Claire BLAIS a lancé fin mars le dernier volet de sa trilogie, *Augustino et le chœur de la destruction*, qui sera publié en octobre en France aux

Éditions du Seuil. *Soifs* avait été publié en 1995 et *Dans la foudre et la lumière* en 2001.

Jean LEMIEUX, l'auteur de « *On finit toujours par payer* », prix France-Québec/Philippe Rossillon 2004, verra-t-il son polar son grand écran ? Go Films prépare une adaptation pour un éventuel tournage à l'automne 2006.

Stanley PEAN a été élu président de l'Union des écrivains du Québec pour succéder à Bruno Roy qui a présidé l'UNEQ de 1987 à 1996 et de 2000 à 2004.



Cinéma

Marie-Josée CROZE, prix d'interprétation à Cannes pour *les Invasions barbares*, s'est installée depuis deux ans à Paris où elle est très sollicitée par les cinéastes français.

André FORCIER, le réalisateur québécois, sort le 8 avril son nouveau film *Les États-Unis d'Albert*, une coproduction franco-canado-helvétique avec Roy

Dupuis et les actrices françaises Émilie Dequenne et Andréa Ferréol.

Alanis OBOMSAWIN, documentariste abénakise, a reçu un hommage au Festival international des films de femmes de Créteil. Une rétrospective de onze de ses vingt films, produits par l'ONF à Montréal, a été présentée.

Chanson

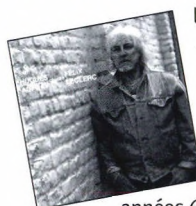
Charles AZNAVOUR va chanter en juin avec l'Orchestre symphonique de Montréal, place des Arts.

Francis CABREL a été honoré fin janvier à Montréal pour la vente de 1,5 million d'albums depuis 1978 au Québec.

M (Mathieu Chédid), grand vainqueur des dernières Victoires de la musique, a sorti un album *M au Spectrum*, enregistré dans la salle montréalaise en août dernier lors des Francofolies.

Fabienne THIBEAULT a ajouté au catalogue de *Notre Terre* un nouveau CD, *La Vosgienne*, lancé au Salon de l'Agriculture à Paris. Création sur scène le 14 mai à La Bresse.

Hugues Auffray chante Félix Leclerc



Un retour qui fait plaisir. Notre grand folkeux français des années 60-70 s'offre un album de reprises des classiques du grand poète québécois. Sobre, efficace, agréable. ●

M.T.

(Mercury/Universal)

Littérature

Lise GAUVIN, écrivaine et universitaire montréalaise, a reçu une mention spéciale du jury du Pen Club français pour son livre *La Fabrique de la langue* publié par le Seuil (FQM n° 131).

Gilles JOBIDON a remporté le prix Anne-Hébert

pour son roman *La Route des petits matins* (VLB).

Mathieu TÉRENCE, romancier et poète français, étrenne la nouvelle résidence d'écriture ouverte à Québec tandis que Paris reçoit de son côté l'essayiste québécois Daniel Jacques.

et aussi...

L'émission *Tout le monde en parle* de Thierry Ardisson a sa jumelle québécoise animée par Guy A Lepage qui draine le dimanche soir sur Radio-Canada près de 2 millions de téléspectateurs.

Neuf longs métrages québécois ont été présentés au Festival du film de Paris fin mars.

Les producteurs français et québécois de l'émission *Caméra café* ont créé la société Coming Soon pour échanger des succès humoristiques.

L'Atelier du roman, revue littéraire française créée en 1993 sera désormais coéditée par Flammarion (France) et Boréal (Québec).

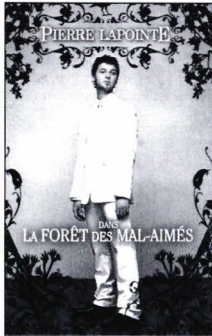
Le Muséum national d'histoire naturelle de Paris va faire des échanges scientifiques et techniques avec les Muséums nature de Montréal (Biodôme, Jardin botanique, Insectarium, Planétarium).

La Biennale du Havre a choisi comme commissaire le Québécois Claude Gosselin, fondateur du Centre international d'art contemporain à Montréal.

VU, LU, ENTENDU

La soirée des radios francophones publiques

Pour fêter la semaine internationale de la Francophonie et célébrer 50 ans de collaboration, les radios francophones publiques de langue française avaient organisé un concert, à Paris le 14 mars, avec une sélection de jeunes talents et d'artistes confirmés. La radio de Radio-Canada présentait un jeune auteur, compositeur-interprète, Pierre Lapointe dont on parle déjà beaucoup au Québec et qui s'appête à faire parler de lui en France. On connaissait les chanteurs à voix du Québec, il



nous faudra prêter attention à ce jeune homme de 24 ans, très différent. Amoureux de la langue française, il crée un univers très particulier poétique, un peu sombre, dans un style qui nous fait penser à « *la nouvelle scène française* » qu'il pourrait bien rejoindre en 2006.

La soirée s'est terminée avec Garou le parrain de cette manifestation, qui a, une fois de plus, apporté la preuve de sa générosité et de sa gentillesse ainsi que l'a très justement fait remarquer Clément Duhaime, Délégué général du Québec,

lors de son bref discours, en remerciant chaleureusement son sympathique compatriote. Chanteur consacré, habitué aux grandes salles avec sonorisation sophistiquée, il s'est adapté avec une grande simplicité à une petite salle dont l'acoustique ne relevait guère d'un studio de radio. Le Québécois nous a offert l'un de ses plus sympathiques concerts, avec juste trois musiciens (dont son parolier et complice Jacques Vénéruo). C'était simple, très convivial et fort chaleureux, concluant à merveille une soirée pleine d'émotions. ●

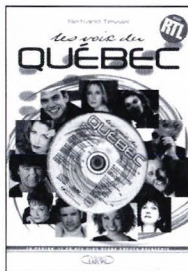
Joëlle PALLEAU

Les voix du Québec

BERTRAND TESSIER
Michel Lafon. 2004

Ceux qui ont eu le plaisir de recevoir ce livre-disque à Noël possèdent un ouvrage agréable à lire, bien présenté qui résume la carrière de 35 artistes ayant compté dans l'histoire de la chanson québécoise des années 60 à nos jours. Après une brève mais intéressante introduction qui relate le lien très étroit au Québec entre la politique et la chanson,

Bertrand Tessier nous présente un compositeur majeur au Québec : Luc Plamondon bien sûr, deux groupes de rock Beau Domage et Harmonium (on peut regretter l'absence d'Offenbach et Gerry Boulet) et trente deux chanteurs des plus mythiques : Félix Leclerc, Diane Dufresne, Robert Charlebois aux plus jeunes : Isabelle Boulay, Garou, Natasha Saint-Pier ;



des plus atypiques : Daniel Bélanger, Richard Desjardins aux stars internationales, Roch Voisine et évidemment Céline !

Si les textes sont moins fournis que dans les ouvrages similaires, les illustrations sont plus abondantes et plus soignées et en prime, on trouve un CD avec huit titres aussi incontournables que *Le P'tit Bonheur*, *Mon Pays* ou *Lindberg*. ●

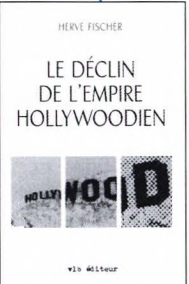
J.P.

Le déclin de l'empire hollywoodien

HERVÉ FISCHER

Vlb éditeur, 2004, 167 pages.

Spécialiste et philosophe des nouvelles technologies, le franco-québécois Hervé Fischer l'affirme : « *La révolution du numérique va s'imposer en moins de dix ans* ». Appliquée au cinéma, cette révolution va mettre fin à l'uniformisme hollywoodien, même si, dans un premier temps, Montréal, haut lieu de tournage US, va perdre des emplois. Très documenté, ce livre prend le pari que la production et la diffusion numériques vont redonner à tous les pays « *le droit à leurs propre culture cinématographique* ». Le numérique, allié de la diversité culturelle. Un bel enjeu de société ! ●



G.P.

Pour ou contre "E" de Daniel Danis

Auteur « associé » du Théâtre de la Colline à Paris, le Québécois Daniel Danis proposait jusqu'au 27 février sa nouvelle pièce « *E* », un « roman-dit » mis en scène par Alain Françon. Réactions contrastées.

Le Figaro : « *La parabole est trop faible, trop manichéenne. On est désolé. Mais on n'oublie pas Le Chant du Dire-dire ou La Langue des chiens de roches* ».

Le Monde : « *Une langue extraordinairement vivante et inventive* ».

L'Humanité : « *De la belle ouvrage théâtrale qui épouse noblement un jeu d'écriture résolument neuf* ».

Libération : « *Les trouvailles de langue se trouvent lestées par un effet de surenchère, le fil dramatique finit par s'emmêler. Et nous par décrocher* ». ●

À la première de l'opéra folk

Pour la première à Saint-Germain-en-Laye de l'opéra folk de Lynda Lemay, Eure-Québec avait organisé un déplacement auquel ont participé des adhérents de Belfort et de Normandie.





Vos rendez-vous

par Joëlle PALLEAU

CHANSON

Paule-Andrée Cassidy

Après sa participation au spectacle « *A Bobby pour la vie* » à Saint-Nazaire, consacré à Bobby Lapointe et présenté par Monique Giroux de Radio-Canada, elle va participer, à l'invitation d'Anne Sylvestre, à l'événement Chorus des Hauts-de-Seine.

Avril

5 : RIOM, *Salle du Rexy*
5-6 : JOZE, *La Capitainerie*
9 : MEUDON, *Festival Chorus*

Robert Charlebois et les Cowboys Fringants

Toujours là, Robert Charlebois a repris sa tournée française début mars. Son spectacle voyage entre ses classiques et ses nouveaux titres. Et il prépare une soirée spéciale québécoise avec les fameux Cowboys Fringants, un phénomène au Québec.

20 mai : PARIS, *Le Zénith*

The Musical Box

Ce groupe québécois a reconstitué l'opéra-rock de Genesis des années 1974-1975, *The Lamb Lies Down on Broadway*, écrit par Peter Gabriel.

17 et 18 mai : PARIS, *L'Olympia*
www.olympiahall.com

Don Juan

Gros succès au Québec et à Paris de cette comédie musicale co-signée par le Québécois Gillies Maheu pour la mise en scène et le Français Félix Gray pour le livret. Les chanteurs québécois Mario Pelchat, Marie-Ève Janvier et Jean-François Breault sont du voyage ainsi que la troupe de danse espagnole.

Jusqu'au 17 avril
Le Palais des Congrès
Porte Maillot, PARIS - 17^e

Elvis Story

Les toutes dernières représentations d'un grand succès dû au talent du Québécois Martin Fontaine et à son équipe.

Jusqu'au 16 avril :
PARIS, *Casino*, 16 rue de Clichy IX^e
www.elvisstory.com

Un éternel hiver

Opéra folk de Lynda Lemay avec Fabiola Toupin, Yvan Pedneault, Daniel Jean et Manon Brunet (lire page 31)

Avril

11-12 : BRUXELLES, *Cirque Royal*

13 : LIEGE, *Forum*
15 : THIONVILLE, *Théâtre*
16 : ISSY-les-MOULINEAUX, *Paci*
18 : BREST, *Le Quartz*
20 : AMIENS, *Le Cirque Mai*

8-9 : MARSEILLE, *Palais des congrès*

10 : MONTPELLIER, *Corum*
12-13 : CLERMONT-FERRAND, *Zénith*

14 : LIMOGES, *Théâtre*
16 : NEVERS, *Maison de la Culture*
17 : SAINT-ETIENNE, *L'Esplanade*
18 : TOURS, *Le Vinci Juin*

7-12 : PARIS, *Casino*
www.azimuthprod.com



Guillaume Huet

Fabiola Toupin

Une grande voix québécoise que France-Québec a fait connaître en 2004 dans plusieurs régions et qui assure le rôle principal dans l'opéra folk de Lynda Lemay. Elle présente son spectacle *Revenance* dans l'Ouest.

Mai

20-21 : REDON
27-28-29 : ANGERS
31 : TOURS
Contact : 02 99 71 11 04
www.fabiola-toupin.com

CIRQUE

Le Cirque du Soleil

Avec le spectacle *Saltimbanco*. Plus de 50 000 billets vendus.

Du 8 avril au 8 mai :
BOULOGNE-BILLANCOURT
Grand chapiteau
Renseignements : 08 92 70 51 05
www.cirquedusoleil.com/France

Éloïze

Avec le spectacle *Nomade la nuit le ciel est plus grand*.

Jusqu'au 17 avril :
PARIS,
Les Folies-Bergère, 32 rue Richer, IX^e
www.foliesbergere.com

EXPOSITIONS

Élyse De Lafontaine Claude Pino

Chapeliers, designers, joailliers, sculpteurs, ces deux artistes « *matérialistes* » québécois sont deux touche-à-tout.

Jusqu'au 28 avril :
PARIS,
Galerie Bertin-Toublanc
3 rue de Miromesnil, VIII^e

Michel Madore

L'infime du trait dégage l'horizon de l'être, puis un autre et un autre encore.

Jusqu'au 18 avril :
METZ, *Église St-Pierre-aux-Nonnains*
Du 12 mai au 5 juin :
MEAUX, *Cathédrale*

Serge Murphy

Des sculptures ludiques et des machines ingénieuses et fragiles.

Du 9 avril au 12 juin :
MONTBELIARD,
Centre régional d'art contemporain
www.le-dix-neuf.asso.fr

Mathilde Renaud

Une franco-québécoise passionnée de lumière (lire page ci-contre)

Du 26 mai au 1^{er} juin :
PARIS, *Mairie du VII^e*

Picasso et la céramique

Co-organisée par le Musée

national des Beaux-Arts du Québec, le Gardiner Muséum de Toronto et le Musée Picasso d'Antibes. De retour d'une année outre-Atlantique.

Jusqu'au 29 mai :
ANTIBES, *Musée Picasso*

LITTÉRATURE

Librairie du Québec

Trois soirées de lancement qui commencent à 19 h

Avril

7 : *Mémoire d'une amnésique* de Jan J. Dominique
(*Éd du Remue-ménage et Cidhca*)

14 : *Trente minutes de courages* de Josée Ouimet
(*Éd Hurtubise HMMH*)
28 : *Téquila Bang bang* de Germaine Dionne
(*Éd Boréal*)

PARIS, 30 rue Gay-Lussac, V^e

MAGIE

Gary Kurtz

Étonnant spectacle interactif qui défie toute comparaison. Au carrefour de la performance, du

théâtre, de l'humour et du mentalisme.

Jusqu'au 29 mai
À PARIS

Salle Marigny
www.riezencore.co

MUSIQUE

Trio de guitares de Montréal

21 avril
À SAINT-PAUL-TROIS-CHÂTEAUX,
15^e biennale de guitares en Trécastin

THÉÂTRE

E de Daniel Danis

Jusqu'au 9 avril :
STRASBOURG, *Théâtre national*
Tél : 03 88 24 88 24
www.tns.fr

Robert Lepage

Reprise de son spectacle *La Face cachée de la lune*, interprété par Yves Jacques.

Du 17 juin au 3 juillet :
PARIS,
Théâtre national de Chaillot,
salle Jean Vilar
www.theatre-chaillot.fr

Wajdi Mouawad

Ce Libanais passé par la France avant d'immigrer au Québec est devenu un nom de la dramaturgie québécoise. Trois spectacles actuellement en France :

Incidences

Avril

3 : ISTRES, *Théâtre de l'Olivier*
5-6 : DRAGUIGNAN, *Théâtre en Dracénie*
9 : GRASSE, *Théâtre*
12-15 : CLERMONT-FERRAND, *Comédie*
19 : PÉRIGUEUX, *l'Odyssee*
21 : ARCAÇON, *Palais des congrès*
25 : LA ROCHE-SUR-YON, *Le Manège*
28 : AUBUSSON, *Théâtre Jean Lurçat*

Un obus dans le cœur

(spectacle jeunesse)

Avril

5-8 : MEYLAN, *L'Hexagone*
12-16 : SARTROUVILLE, *Théâtre*
19-22 : MALAKOFF, *Théâtre 71*

Rêves

9-22 avril :

ANTONY,
Théâtre Firmin Gémier
Tél : 01 46 66 02 74

Deux cirques québécois à Paris

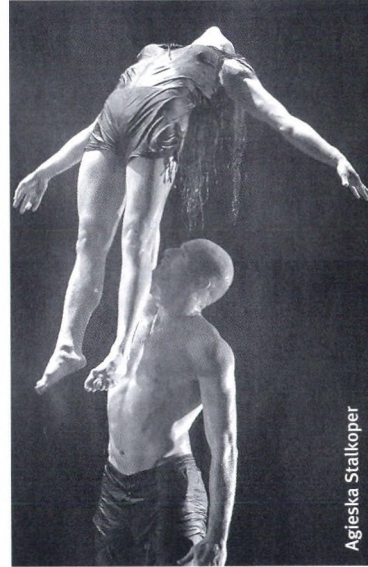
Le Cirque du Soleil

Éloize



Jan Swinkels

« *NOMADE-La Nuit le Ciel est plus grand* » est un spectacle qui a été créé en 2002. Daniele Finzi Pasca, qui en est le maître d'œuvre, a voulu se faire côtoyer le chant, la musique, la danse et les numéros d'acrobatie pour célébrer l'imaginaire vagabond qui est au cœur de chaque être humain. « *Nous sommes tous des nomades, dit-il. Nous voyageons tous d'un amour à un autre, d'une douleur à une autre, d'une fête à une autre. Certains voyageurs, plus légers, dorment sous les étoiles. Pour eux, une évidence s'impose : la nuit, le ciel est plus grand... Le voyageur qui est en vous se réveillera sûrement au rythme endiablé de cette histoire tandis que la densité de certaines images vous accompagnera dans les rêves que vous faites quand, vous aussi, vous imaginez être un nomade.* »



Agneska Stalkoper

Après Lyon (70 000 entrées en cinq semaines) et Lille (80 000 entrées en un mois), le Cirque du Soleil s'installe enfin à Paris, ou plutôt à Boulogne-Billancourt. Car il a fallu trouver le terrain adéquat pour planter le chapiteau nécessaire. Il y a eu de grosses tractations. Le spectacle *Saltimbanco* a déjà attiré plus de 7 millions de spectateurs dans le monde. Aucun animal mais une série de tableaux « où acrobatie de haut vol et poésie s'entremêlent ». Ce spectacle, qui emmène le public « dans un monde fantastique », rassemble 55 artistes entre 7 et 49 ans, venant de quinze pays. La réputation du Cirque du Soleil est telle (voir notre dossier dans *FQM* n°131), que plusieurs dizaines de milliers de spectateurs ont déjà réservé leur place pour les représentations parisiennes. ●

Parti de Trois-Rivières au Québec en l'été 2002, ce spectacle a ensuite accompli une tournée internationale qui l'a mené à travers les États-Unis, l'Europe et le Moyen Orient. Après les 36 représentations à Paris, Éloize repartira avec ce même spectacle vers la Pologne, Israël, l'Allemagne, Hong Kong, puis la Nouvelle Zélande.

Cet automne dans les régions

En octobre, novembre, décembre 2005, Éloize reviendra en France. La programmation sera à surveiller dans les villes suivantes : Lille, Tours, Nantes, Bordeaux, Montpellier, Marseille, Saint Etienne, Besançon, Lyon et Grenoble.

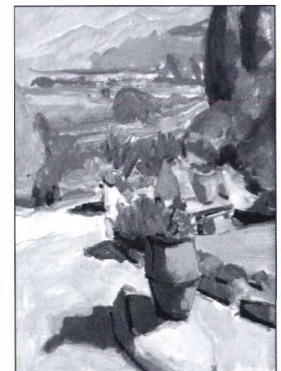
(Lire également page 32 l'histoire du cirque Éloize né aux Iles de la Madeleine). ●

UNE FRANCO-QUÉBÉCOISE VIENT EXPOSER À PARIS

« Lumière du Nord, lumière du Sud » de Mathilde Renaud

Elle habite Montréal depuis 1989 mais elle est née à Paris. Franco-québécoise, Mathilde Renaud a commencé à l'École d'architecture de Paris puis aux Ateliers Beaux-Arts de la ville. Et là, elle traverse le grand lac pour passer des baccalauréats en art plastique à l'UQAM et à Concordia à Montréal. Et depuis elle peint et expose.

« Après plusieurs années de pratiques et expositions, dont certaines individuelles, c'est la première fois que je présenterai mes tableaux à Paris », confie-t-elle. « Il s'agit pour moi de partager l'aboutissement de mon travail et de présenter le résultat d'une recherche sur les paysages du Nord et du Sud. Le point de départ de l'exploration sur les paysages a été un séjour de peinture à Calpe en Espagne. J'ai été très touchée par la richesse et la diversité des formes qui composent les paysages ainsi que de l'intensité de la lumière ou encore la pureté des couleurs. J'ai voulu poursuivre cette recherche avec les paysages du Nord du Québec... J'ai recherché des lieux où je retrouvais une densité de



De la Baie James (Québec) à Calpe (Espagne).

motifs dans un espace limité ou constitués de plans qui s'enchaînent à l'infini... Mon objectif n'est pas de reproduire les couleurs fidèlement mais de les faire jouer pour trouver un équilibre dans la composition ».

L'exposition comprendra surtout des paysages mais également des figures humaines et des natures mortes. Les tableaux seront groupés par séries : Baie James, Jardin botanique de Montréal... ●

Du 26 mai au 1^{er} juin
PARIS
Mairie du VI^e
116 rue de Grenelle
(de 11 h à 18 h)

Réflexions critiques autour de la littérature québécoise

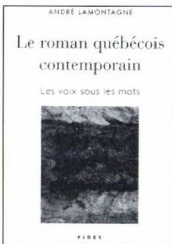


Qu'est-ce qu'un classique québécois ?

ROBERT MELANÇON

Les grandes conférences, Fides, les Presses de l'Université de Montréal, 2004, 58p.

Dans un petit texte aussi pertinent que décapant, l'essayiste Robert Mélançon s'interroge sur ce que peut être « un classique québécois ». S'inspirant de Sainte-Beuve et d'Italo Calvino, il évoque, outre les définitions attendues de l'ancienneté et de ce qui fait autorité, l'idée que le texte classique doit susciter chez tout lecteur, de l'admiration, du plaisir et ouvrir à l'universel. À partir de ces éléments, l'essayiste rappelle que la question des classiques québécois doit se poser par rapport à une littérature qui n'a pas encore atteint sa pleine maturité et qu'il y a danger à réduire cette littérature à une littérature nationale. Il insiste sur le bien fondé de s'approprier en le réinterprétant le patrimoine littéraire français « *faute de quoi l'histoire de la littérature québécoise resterait irrémédiablement lacunaire* ». Il propose alors de faire preuve de modestie et de retenir comme classiques quelques textes écrits « *sous le Régime français et au XIX^e siècle* ». Tels le *Brief Recit* de Jacques Cartier, les *Relations* des Jésuites, les Lettres spirituelles et historiques de Marie de l'Incarnation, la correspondance d'Élizabeth Begon, l'Histoire du Canada depuis sa découverte de François-Xavier Garneau, et « *à ces œuvres fondatrices, abruptes dans leur masse* » les poésies d'Émile Nelligan, « *que tant de lecteurs ont adopté depuis un siècle* ». ●



Le roman québécois contemporain, les voix sous les mots

ANDRÉ LAMONTAGNE

Fides, 2004, 261 p.

L'universitaire André Lamontagne s'intéresse à la fiction québécoise des trente dernières années, toujours surdéterminée à ses yeux, par la question identitaire mais marquée de plus en plus par la référence à l'intertextualité. L'auteur voit dans la capacité du roman québécois à se citer en puisant dans les œuvres antérieures ou à recourir systématiquement à d'autres auteurs ou d'autres textes, une forme d'autonomisation et de libération propre à la postmodernité. Si l'ouvrage se veut érudit, le choix des auteurs offre un bon aperçu de la variété et de la qualité de ce qui s'écrit depuis quelques décennies notamment avec Jacques Ferron (*L'amanchier*) Victor-Lévy Beaulieu (*Don Quichotte de la Démanche*), Francine Noël (*Maryse*), Régine Robin (*La Québécoise*), Louis Hamelin (*La Rage*), Dany Laferrière (*Comment faire l'amour avec un nègre sans se fatiguer*), Jacques Poulin (*La tournée d'automne*). ●



Un long chemin, Proses 1953-1996

GASTON MIRON

L'Hexagone, 2004, 477 p.

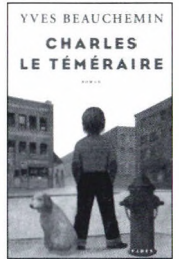
Cette édition, préparée par Marie-Andrée Beaudet et Pierre Nepveu, réunit des textes que Miron avait donnés à des journaux et revues (*Liberté, Parti Pris, Possibles*) et dont certains ont été inclus dans les éditions de son œuvre poétique, *l'Homme rapaillé*. On y retrouve les textes-clés sur la situation de l'écrivain québécois et de la langue, sur les souffrances du poète lourd « *d'un passé pauvre de mots* » et riche de l'héritage des poètes qui l'ont accompagnés dans ses lectures. S'ajoutent des textes de conférences, d'hommages, des préfaces, des rapports sur l'édition ainsi que des interventions publiques prononcées au gré de l'actualité politique. Toute la forte personnalité de Miron traverse le recueil qui montre au gré des pages, ses contradictions de poète, ses emportements de tribun, ses convictions d'intellectuel engagé, et le besoin toujours vif et émouvant du partage pour rejoindre l'autre, le lecteur ou l'auditeur. On mesure à travers ces proses, comment Miron s'est inscrit pleinement dans son temps sans jamais s'éloigner de ce qui était au cœur de son existence : sa passion pour la littérature. ●

Vient de paraître

Charles le Téméraire

YVES BEAUCHEMIN

Fidès, 2004, 684 p.



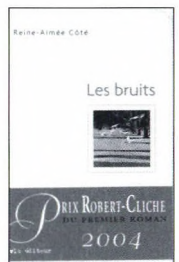
L'auteur du *Matou* se lance dans une nouvelle saga.

Celle du Québec effervescent. Son nouveau héros naît en pleine Révolution tranquille. Premier tome foisonnant d'une trilogie qui ira jusqu'à la crise du verglas de 1998.

Les bruits

REINE-AIMÉE CÔTÉ

Vlb éditeur, 2004, 157 p.



Un homme entre l'hospice où repose sa mère

“bibelot” et un bar où règne une danseuse convoitée. Émouvant portrait d'un homme hanté par son enfance et aux prises avec des relations familiales destructrices.

14-15 avril à LIÈGE « L'Universel Miron »

Un colloque international consacré à l'auteur québécois Gaston Miron aura lieu à l'Université de Liège les 14 et 15 avril, sous la direction de Jean-Pierre Bertrand et de François Hébert. Une quinzaine d'intervenants (de Belgique, France, Louisiane et Québec) sont attendus autour de quatre thèmes : Miron et compagnie, Miron le « rapailleur », Miron en son temps (avec, notamment Yannick Resch de l'Université d'Aix-en-Provence sur *Miron l'humusien*) et Miron dans ses penseurs. Il y aura également une table ronde le premier soir réunissant des écrivains et des poètes qui évoqueront l'œuvre de Gaston Miron.

avec



Yannick RESCH

Le cousin des secrets de famille

À priori, rien de prédisposait François Chrétien à écrire un polar se déroulant à Rivière-du-Loup. Journaliste économique à Ouest-France, il a déjà réalisé un court-métrage en Bretagne sur le suicide des adolescents. Là, c'est son premier roman, publié dans la très réputée Série Noire chez Gallimard.

Pourquoi le Québec ?

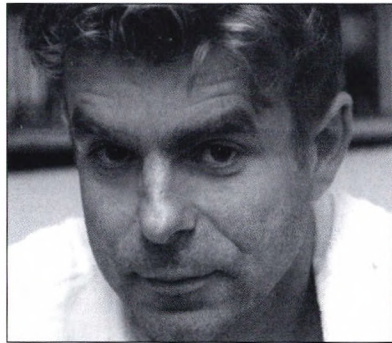
Je me suis marié en 1991 avec une Québécoise, dans la bonne ville de Québec. Nous nous sommes rencontrés étudiants à Toulouse. Ma femme est en partie originaire de Rivière-du-Loup et sa famille demeure dans le Bas du fleuve. Nous y retournons très régulièrement en vacances.

Et l'idée d'un polar ?

Je suis un grand lecteur de policiers. J'aime être surpris, comme lecteur, par les rebondissements. J'aime aussi ce ton et ce style qui nous vient d'Amérique du Nord. Avec cette façon toujours concrète d'aborder les choses. Comme le style québécois, très direct, sans fioriture à côté du style français plus ampoulé.

Comment s'est construite l'histoire ?

Un jour, j'ai rédigé une nouvelle dans un atelier d'écriture. Je brodais autour d'un événement arrivé dans le Bas du fleuve. Patrick Raynal, alors éditeur de la Série Noire, était présent et m'a dit d'essayer d'en faire un roman. Je suis parti de nombreuses petites histoires réelles que j'ai entendues sur la chasse, le bois, les bars à danseuses... Le premier chapitre part d'un fait authentique : mes copains québécois m'avaient emmené, pour entermer ma vie de garçon, dans un bar à



Jean-Michel Niester

danseuses. Il n'y a pas eu de baston dans la réalité. Il y a un tissu de faits réels et d'histoires entendues que j'ai tordues, malaxées et caricaturées, faut bien s'amuser.

Il y a dans le livre un joli brassage des mots...

L'idée centrale c'était le verbe. C'est un roman très oral. Le passé composé est intentionnel, plutôt que le passé simple. Ce sont des sons que l'on entend et je voulais que cela soit juste à l'oreille. Car je l'aime bien cette langue. D'où ce personnage de femme gouailleuse à la parisienne, de la banlieue sud. Je voulais confronter le parler populaire québécois du Bas du fleuve avec l'argot parisien et si possible, le faire dans l'affrontement.

Pourquoi ?

Lorsque l'on vit entre les deux pays, que

L'infortune des Lavertue

FRANÇOIS CHRÉTIEN

Gallimard, Série Noire, 2004, 267 p., 9,5 euros

« Sont-tu niaisieux à Paris ». Quand un Sorbonnard rencontre à Rivière-du-loup une fille venue de Labrador City, il faut s'attendre à tout. Transplanté dans le Québec profond, ce jeune Français va aller de surprise en surprise. Ce « gars ben ordinaire », comme dirait Robert Charlebois, devient témoin et acteur d'un embrouillamini local, le cousin des secrets de famille. On s'y perd comme dans les bois, on s'y retrouve avec étonnement. C'est embûches chez les bûcherons, malice chez les Malécites, demi-mots dans les motels. Et donc le plaisir d'une langue vigoureuse et imagée, une langue plurielle et singulière. À lire sans modération. ●



l'on soit Français ou Québécois, on est vite un peu agacé par toutes les niaiseries siropeuses d'érable. Dans la réalité, c'est plus compliqué. D'où un chapitre sur l'office de tourisme. D'où, comme fil conducteur, un petit Français très ordinaire qui peu à peu s'éprend de ce pays mais pas à cause de l'imagerie touristique. Quand on aime le Québec, on aime aussi son côté qui fait rire et qui rebute. On apprend aussi ce qui, en nous, est jugé ridicule par les Québécois. ●

Propos recueillis par
Georges POIRIER



Dix livres à gagner

NOM :
PRÉNOM :
ADRESSE :

QUESTION : Quelle distance a parcouru Fred de Montréal à Rivière-du-Loup ?

À retourner à ÉDITIONS FRANCE-QUÉBEC, 75 rue de Lourmel 75015 PARIS

Les expéditeurs des dix premières bonnes réponses gagneront ce livre. Les gagnants depuis un an (n° 130) ne peuvent participer à ce jeu : décision du conseil national élargi de France-Québec du 29-11-02.

Le prix OFQ des jeunes critiques

À la clôture de la Semaine Cinéma du Québec à Paris, notre chroniqueur Sylvain Garel, président du jury du prix OFQ des jeunes critiques, proclame les résultats avec Alfred Pilon secrétaire général OFQ-Québec, Ségolène Røederer directrice des Rendez-vous du cinéma québécois à Montréal et Emmanuelle Perès secrétaire générale OFQ-France. Partenaire du prix, *France-Québec magazine* publie les deux textes gagnants. Les deux jeunes critiques sont allés en février aux Rendez-vous du cinéma québécois.

La Face cachée de la lune

Un voyage onirique



Hervé Le Phuez,
28 ans,
professionnel,
Saint-Avertin (37)

Plus qu'un simple lieu, Québec est dans l'œuvre de Robert Lepage un personnage à part entière, l'ombre de Frontenac veillant sur des protagonistes souvent en quête d'eux mêmes. Ici, Lepage ne se contente pas de scruter les rues de sa ville natale : c'est vers l'astre lunaire, mystérieux et poétique, qu'il lève son regard.

A travers le thème de la conquête spatiale, symbole de la bipolarité Est/Ouest qui a dessiné et divisé le monde de la seconde moitié du XX^e siècle, Lepage dépeint, non sans humour, les relations conflictuelles unissant deux frères aux personnalités opposées. Philippe, l'aîné, meurtri par la dispa-

rition récente de sa mère, est empli de doutes et de frustrations. André, présentateur météo à la télévision, est un être égoïste et froid. Chaque conversation, chaque échange est une incompréhension, un échec.

Sur scène, Lepage incarnait tous les personnages qui traversaient cette histoire. Sa mise en scène ludique et ingénieuse immergeait littéralement le spectateur au cœur de cette poésie spatio-temporelle.

Signant certainement ici son film le plus autobiographique, il reprend les rôles des deux frères, Anne-Marie Cadieux incarnant avec talent le personnage fantomatique et idéalisé de la mère.



Conservant les jeux d'illusion qui illuminaient sa pièce, Lepage nous convie à un voyage onirique dans un monde où les tambours de machine à laver se transforment en aquarium ou en hublots de fusée.

Un voyage, comme une invitation à méditer sur la place et le rôle de l'Homme, infime particule d'un univers immense et encore inconnu. ●

Hervé LE PHUEZ

Dans une galaxie près de chez vous

L'odyssée sidérante



Maxime Mamet,
24 ans, étudiant
à Paris II,
Orléans (45)

2039, la Terre n'est plus vivable, trop polluée. C'est au Canada, première puissance mondiale, qu'incombe la lourde mission de sauver le genre humain. À bord du Romano Fafard, le Capitaine Patenaude doit trouver une autre planète pour déménager six milliards de terriens. Jusque là, rien de très original. Oui mais voilà, le Romano Fafard ressemble plus à une cour des miracles qu'à un vaisseau spatial digne de ce nom. On y rencontrera, au hasard, un robot plus qu'obsolète, un scientifique malintentionné, une psychologue incompétente, le tout encadré par un capitaine dépassé et au bord de la crise de nerfs tentant désespérément de res-

ter digne dans la tourmente. Tiré d'une série culte au Québec, la « petite folie » de Claude Desrosiers a remporté un véritable succès outre-Atlantique. Certes, Les Nuls et leur Objectif Nul avaient déjà exploré le sujet (et avant eux, les Britanniques du Red Dwarf). Mais l'équipage s'en sort bien.

Les situations sont loufoques (où s'abriter sous une pluie de sèche-linge?) et les dialogues délirants voire absurdes. Bien sûr, on y retrouve les incontournables références à Star Trek (sans qui rien ne serait possible) et autres Star Wars, présentes sans jamais être étouffantes.

Pour résumer, Dans une galaxie près de chez vous est une farce à l'esthétisme



soigné malgré le peu de moyens. Elle ravira les amateurs des Nuls, de Star Trek et de SF en général, même si passé l'effet de surprise, le film s'essouffle un peu. À apprécier sans arrière-pensée. ●

Maxime MAMET

Comme le cinéma québécois, Les Rendez-vous se professionnalisent

Les 23^e Rendez-vous du cinéma québécois ont confirmé sa nouvelle vigueur. Un chef d'œuvre à voir : *Mémoires affectives* de Francis Leclerc, avec Roy Dupuis.

Il est fini le temps où Les Rendez-vous du cinéma québécois pouvaient présenter l'ensemble de la production de l'année. Cela fait belle lurette que cela n'était plus possible pour les courts-métrages et les documentaires. Avec plus de 40 productions en 2004, c'est maintenant également vrai pour le long-métrage de fiction. Il y en avait toutefois une trentaine à l'affiche des Rendez-vous tenus à Montréal puis à Québec du 17 au 27 février. Parmi eux, dix ont dépassé le million de dollars de recettes. Un record pour le cinéma québécois qui approche les 14% de part de marché. Malheureusement, cela ne se fait pas au détriment du cinéma étasunien qui continue à accaparer les 3/4 des recettes, mais essentiellement du cinéma français qui est tombé à moins de 4% alors qu'il y a quelques années encore, il avoisinait les 20% !

Comment expliquer cette nouvelle vigueur de la cinématographie québécoise ? Tout le monde s'accorde pour reconnaître que le succès de

quelques comédies populaires peu exportables (du style *Les Boys*) a permis de constater que les Québécois étaient prêts à se rendre en masse pour voir des films d'ici. Il y a eu ensuite, en 2003, le succès critique et public de deux longs-métrages qui ont fait le tour du monde occidental : *La Grande séduction* et *Les Invasions barbares*. En prime, les Jutra, Césars et Oscars remportés par le dernier film de Denys Arcand ont convaincu que le cinéma québécois pouvait désormais rivaliser avec les plus grands.

De ce fait, les producteurs québécois et les institutions qui le soutiennent n'hésitent plus à se lancer dans le film de genre autrefois monopole hollywoodien en Amérique du Nord. Ainsi, à côté des comédies et de films plus intimistes, avons-nous pu découvrir aux Rendez-

vous (dont l'organisation fut sans faille) des thrillers efficaces comme *Le dernier tunnel* d'Erik Canuel ou plusieurs films en costumes de bonne facture : *Jack Paradise* de Gilles Noël, *Monica la mitraille* de Pierre Houle, *Ma vie en cinémascope* de Denise Filiatrault où Pascale Bussières chante aussi bien qu'elle joue. Sans parler de *Nouvelle-France* de Jean Baudin – la plus coûteuse production québécoise de tous les temps – qualifié pendant la cérémonie des Jutra de « *Titanic québécois* ».

Mais, le grand choc de cette année est – une fois encore – un film d'auteur qui n'a malheureusement pas rencontré les faveurs du public québécois mais a été reconnu à juste titre par les professionnels comme le meilleur film de l'année : *Mémoires affectives*.

Le second long-métrage de Francis Leclerc démontre une maîtrise hors du commun de l'outil cinématographique. À partir d'une narration relativement complexe d'un homme ayant perdu la mémoire après un

accident, le fils de Félix Leclerc construit un film où ressurgissent les questions essentielles et éternelles du cinéma québécois : l'identité, le rapport au père et à la terre et – ce qui est plus nouveau – les racines autochtones du peuple québécois. Les images sont splendides, le travail sur le son et la musique est remarquable quant à l'acteur principal, Roy Dupuis, il nous offre l'une de ses meilleures compositions, digne de celle d'un Marlon Brando au zénith de sa carrière.

Il ne reste plus qu'à espérer que ce chef d'œuvre (et je pèse mes mots) traverse l'Atlantique à l'occasion du prochain Festival de Cannes et/ou qu'il soit distribué dans les meilleurs délais dans les cinémas de France et d'Europe. ●

Sylvain GAREL



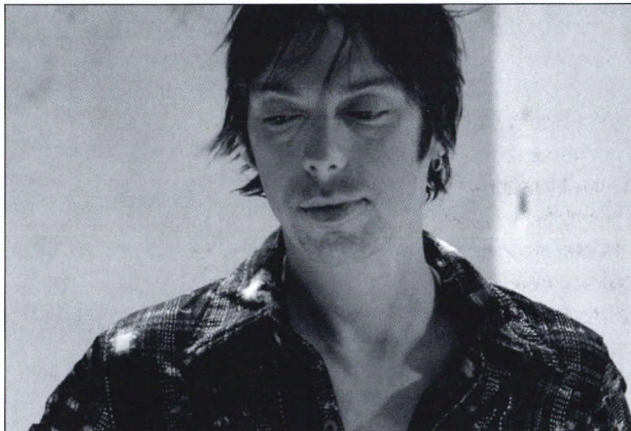
Photos Martin Leclerc

Roy Dupuis dans *Mémoires affectives* de Francis Leclerc. L'acteur, le film et le réalisateur ont obtenu en février des Jutra, l'équivalent québécois des César français. De plus le film a été à nouveau récompensé lors des 23^e Rendez-vous du cinéma québécois en gagnant le prix "Coup de cœur Super Écran" remis au film ayant reçu le plus grand nombre de vote du public.

Les Jutra 2005

- Meilleur film** : *Mémoires affectives* de Francis Leclerc
- Meilleur réalisateur** : Francis Leclerc pour *Mémoires affectives*
- Meilleure actrice** : Pascale Bussières dans *Ma vie en cinémascope*
- Meilleur acteur** : Roy Dupuis dans *Mémoires affectives*
- Meilleur acteur de soutien** : Jean Lapointe dans *Le Dernier tunnel*
- Meilleure actrice de soutien** : Brigitte Lafleur dans *Elles étaient cinq* et Sylvie Moreau dans *Les Aimants*
- Meilleur scénario** : Yves Pelletier pour *Les Aimants*
- Meilleure musique** : Carl Bastien et Dumas pour *Les Aimants*
- Meilleurs costumes** : François Barbeau pour *Nouvelle-France*
- Meilleur court-moyen métrage** : Papa d'Émile Proulx-Cloutier
- Meilleur documentaire** : *Ce qu'il reste de nous*
- Meilleur film d'animation** : *Nibbles* de Christopher Hinton
- Le Billet d'or** : *Camping sauvage*
- Film s'étant le plus illustré hors-Québec** : *Les Invasions barbares*
- Prix hommage** : Michel Brault

Rythmiques entraînantes, mélodies imparables, textes réjouissants. Le deuxième album de ce garçon de 36 ans est épatant.



Stefie Shock, un Québécois mordant qui fait du bien !

Daniel Belanger, Jean Leloup, Kevin Parent... Autant de brillants auteurs-compositeurs-interprètes québécois dont les noms ont peu ou prou résonné à nos françaises oreilles. Quels talents pourtant ! Le grand pont

qui lie le Québec à la France a préféré laisser passer les « fortes » voix et les chansons standardisées de Céline Dion, Natasha Saint-Pier ou Isabelle Boulay... Comme de grands mensonges posés sur la scène musicale québécoise.

La vérité, c'est qu'un des chou-chous québécois du moment s'appelle Stefie Shock, que ce deuxième album est disque d'or (65 000 exemplaires vendus) et qu'il a raflé deux Félix (l'équivalent de nos Victoires au Québec), dont celui de l'album pop-rock 2004. Un premier titre, *Un homme à la mer*, a été testé l'automne dernier sur les ondes

françaises. Et l'album est sorti en ce début d'année sous licence de la filiale hexagonale de Warner.

Pop-rock certes, mais chanson avant tout et latino et aussi électro... Bref, un sacré métissage d'où émergent un paquet de mélodies imparables,

« avec l'envie de charmer. J'ai grandi dans une culture musicale pop. » Mais également de très bons textes, aux images démultipliées. « Si mes premiers groupes étaient en anglais, quand j'ai voulu écrire des chansons, je me suis mis instinctivement au français. Par amour des mots. Par envie d'écrire des choses qui peuvent toucher directement à l'émotion. L'anglais, qui n'est pas ma langue maternelle, n'a pas autant de subtilités de langage. »

Et comme si cela ne lui suffisait pas de séduire sur les mélodies et les textes, Stefie Shock balance des rythmiques subtiles et dansantes : « J'ai toujours aimé les artistes, comme Dutronc, qui savaient chanter des textes avec de la substance, tout en ayant une rythmique généreuse. Je considère d'ailleurs mon écriture comme un instrument de percussion, jouant beaucoup avec les consonnes. Je pense que si j'étais né dans les années 80, j'aurais fait du hip-hop. Mais je suis un enfant des années 70 et le disco a été déterminant. Même si j'ai aussi été fasciné par les musiques des Antilles ou de Jamaïque. » Ce garçon nourri aux vitamines musicales de toutes les couleurs en ressort un cocktail dosé à la perfection. ●

Michel TROADEC

Le décor. Warner. 10 titres.
www.stefieshock.com

Un folk français magique

La vache qui pleure

KATE ET ANNA Mc GARRIGLE
Munich Records/Nocturne

Peut-être l'un des plus beaux disques de folk jamais écrit en langue française. Il est vrai qu'il est dû au talent conjugué de deux sœurs à la carrière aussi discrète que prestigieuse, qui leur a quand même valu d'être chantées par Linda Ronstadt ou de travailler pour Lou Reed ou Nick Cave. A peu près inconnues de ce côté-ci de

l'Atlantique, ces deux Québécoises (l'une est la mère de Rufus Wainwright) ont surtout chanté en anglais avant de revenir au français, avec ce disque, plus de vingt ans après un premier album dans cette langue. Une langue aux images rustiques, parfaitement maîtrisée par le parolier Philippe Tatartcheff, où la solitude le dispute au drame, les histoires étant complètement magnifiées par les harmonies vocales et l'inspiration mélodique des deux sœurs multi-instrumentistes.

M.T.

Sortie en France le 15 mars.



Indispensable

Kanasuta + Compilation

RICHARD DESJARDINS
Virgin/Foukinic



Un vrai cadeau que ce petit coffret. Il offre

d'une part, pour ceux qui n'ont pas les albums du Québécois (récemment plébiscité à l'Olympia) une sélection de quatorze de ses grands titres. Et contient en plus son nouvel album, sorti il y a déjà quelque temps outre-Atlantique. Un bijou. Du Desjardins dépouillé, avec piano, guitare, cordes, percussions, qui laissent la part belle à la voix grave et chaude, aux mots toujours si délicatement sculptés, aux états d'âme du poète. Indispensable.

Diane Tell, le retour

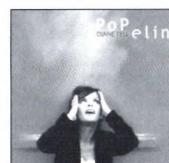
la barre genre grosse production flirtant avec les musiques actuelles, accentuant du coup le côté « variété » de sa voix. Comme les textes ne décollent pas vraiment, on reste sur sa faim.

M.T.

Popeline

DIANE TELL
(Tuta/BMG)

Dix ans après son précédent disque, Diane Tell place haut





« Le public français a un vrai respect du texte »

Alors que son nouvel album est déjà en tête des ventes en France, Lynda Lemay présente sur scène un « opéra folk » qui réunit trois chanteuses, deux chanteurs et cinq musiciens autour d'une histoire d'amour dans un village perdu.

D'où vous est venue l'idée de monter ce spectacle, cet opéra folk comme vous l'avez appelé ?

Tout est parti d'une chanson venue de nulle part, où une mère parle à son fils qui est en prison. Elle se sent coupable. Deux semaines plus tard, j'écrivais un autre texte, dans lequel on retrouvait la même mère et son fils, dans une situation différente. J'ai pensé que ce serait le « fun » de continuer. Des personnages sont apparus et s'est bâtie cette histoire assez tragique mais ponctuée d'humour.

Pourquoi ne pas avoir pris la vedette du spectacle ?

Parce que, ce n'est pas un spectacle de Lynda Lemay. J'ai même envisagé un moment de ne pas y être du tout pour garder un certain détachement par rapport à la mise en scène. Mais bon, je suis dedans et je chante des chansons plutôt tristes, ce qui n'est pas mon habitude sur tout un spectacle...

Le premier rôle est donc pour Fabiola Toupin...

J'ai eu un coup de foudre pour elle, après l'avoir vue à la télé. Elle est capable de toutes les folies. Elle a l'intelli-

gence du texte. Et c'est une bête de scène. La fille idéale pour le rôle de Manon, avec une voix capable de transmettre énormément d'émotion.

Comment avez-vous choisi les autres chanteurs ?

Daniel Jan est mon idole depuis quinze ans. Un chanteur épatant. Il joue le rôle du policier amoureux de Manon. La mère de Manon est interprétée par Mario Brunet, une bonne chanteuse de blues, qui mord dans les mots. Pour Jeff, l'amant de Manon, il fallait trouver un jeune avec une certaine maturité, un peu comédien. Yvan Pedneault a 24 ans. Il est à l'aube d'une belle carrière. Et je joue Nathalie, la mère de Jeff.

Ce n'est pas une comédie musicale mais un « opéra folk » ?

Je ne voulais surtout pas que le public s'attende à une comédie musicale, avec des costumes et tout ça... *Opéra*, parce que ça chante et que c'est tragique. *Folk*, parce qu'il y a des musiciens sur scène, que la musique est un peu country, dépouillée. Je n'ai pas de culture du spectacle musical. Je voulais juste quelque chose de simple, que ça chante et que ça touche au cœur.

Le spectacle est montré en France avant même le Québec...

Le public français m'a beaucoup soutenue ces dernières années. Il a un vrai respect du texte. Cela me sécurisait de le présenter d'abord ici. On en fera un disque mais pas tout de suite, simplement une fois que tout sera fini.

Vous allez toujours très vite puisqu'avant même de finir cette tournée, vous sortez un nouvel album...

Il s'appelle *Un paradis quelque part*. Cet été, je me suis retrouvée tranquille pendant deux semaines. J'avais acheté une nouvelle guitare qui a été une vraie source d'inspiration. J'y ai trouvé de nouvelles manières de jouer. J'ai donc écrit 17 chansons. Ce disque s'est fait sans répétition, directement en studio. C'est un album qui est un peu le mélange des sept disques précédents, avec quelques chansons un peu surprenantes... ●



Photos
Philippe Blondel

Propos recueillis
par Michel TROADEC

Le folk va bien à l'inspiration de Lynda Lemay



Depuis 1994 et son deuxième album, Lynda Lemay a publié huit disques, à peu près un album par année et demie. Ce nouveau CD de seize inédits sort alors qu'elle est encore en tournée française avec son opéra-folk *Un éternel hiver*. La Québécoise est une boulimique de chansons. Mais comme elle le confie, il lui a suffi de « deux semaines de solitude » l'été passé, et d'une nouvelle guitare « qui me faisait capoter », pour que surgisse « une rage d'inspiration » traduite aussi sec par l'enregistrement de cet album, « direct en

studio, sans répétition ». Une spontanéité qui accentue le côté « roots » d'un disque s'appuyant majoritairement sur les guitares acoustiques. Elle est crédible Lynda Lemay en folkeuse, comme seule une Américaine peut l'être avec, en plus, ce don à jongler avec la langue française d'une voix de plus en plus assurée. Mais c'est bien par ses musiques que la Québécoise évolue. Le meilleur exemple est apporté par la nerveuse et rugueuse *Les torchons*, en duo avec le Québécois Kevin Parent. Rugueuse aussi est *Un paradis quelque part*, qui prouve que la guitare électrique lui va aussi très

bien. *Mes chemins à l'envers*, en acoustique, se situe dans le meilleur esprit de Beau Dommage, avec l'idée du retour à la terre d'origine après une vie bien remplie. Quant à la géniale *Je te trompe*, sorte de folk-blues acoustique (où elle cède la composition au guitariste Erik Mongrain), elle apporte quelque chose de neuf à son style, aussi bien vocalement que dans l'écriture. Dans un registre de chansons plus classiques, avec des guitares ou en sensible piano-voix, une demi-douzaine de titres se détachent par leur qualité d'écriture. Ils évoquent les affres de l'amour mais aussi la perte

physique ou morale d'un être cher. Au passage, Lynda Lemay s'offre un délicieux coup de griffe (*Le vieil homme et l'écervelée*). Le disque aurait pu s'arrêter là. Pourtant, la Québécoise n'a pu s'empêcher d'en rajouter à l'usage des fans qui la préfèrent quand elle tire sur les cordes du pathos (*Les canards*) et de l'humour (*Monsieur marchand*). Du Lynda Lemay alors sans surprise et du coup moins convaincante. Mais ainsi, tout le monde est servi... ●
M.T.

Un paradis quelque part. Warner, 60 mn. 17 titres (+ 4 clips).

Des îles de la Madeleine

Aux Folies-Bergères à Paris jusqu'au 17 avril, le cirque Éloïze reviendra dans plusieurs villes françaises à l'automne.

Originaire des Îles de la Madeleine, ce cirque québécois, plein d'énergie, de chaleur et de lumière, parcourt aujourd'hui le monde.



aux quatre coins du monde

Rien à voir avec le cirque traditionnel. Quelque chose à voir avec le théâtre. La troupe d'Éloïze joue sur les deux tableaux : d'une part, celui du cirque par les performances accomplies - ça voltige, ça saute, ça grimpe tout au long d'un spectacle - ; d'autre part, celui de l'univers théâtral qui est toujours présent par des mises en scène d'où émergent des décors, des personnages, des situations créant émotions, poésie et sentiments divers. De plus, Éloïze présente ses spectacles non pas sur une piste, mais sur une scène, ce qui ajoute à la fusion des genres cirque et théâtre !

C'est en 1985 que Jeannot Painchaud, originaire des Îles de la Madeleine, découvre l'art du cirque et entre à l'École Nationale des Arts du Cirque de Montréal. Ayant acquis là un solide bagage, il part pour l'Europe où, durant quelques années, il présentera en solo des spectacles dans lesquels il apparaîtra, tour à tour, comme jongleur, clown et véritable artiste du vélo acrobatique.

En 1991, avec d'autres artistes, il monte

un spectacle qui remporte un certain succès et décide alors, avec cette petite troupe, de créer leur propre cirque. Comme ils sont à l'origine sept Madelinots, ils donneront à ce cirque le nom d'« Éloïze ». Appellation toute symbolique puisqu'aux Îles de la Madeleine « Éloïze » est le nom qu'on donne aux éclairs de chaleur qui, le soir, par temps très humide, provoquent des effets de lumière sur l'horizon. Ainsi, avec ce nom sera donnée l'essence même de ce qui constituera l'esprit du Cirque Éloïze : chaleur et énergie !

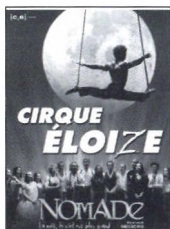
Si les premiers spectacles se firent sur les Îles, ils débordèrent bien vite ce cadre pour aller aux quatre coins du monde soulever enthousiasme, curiosité et adhésion. Depuis onze ans, Éloïze a donné cinq créations, avec 2000 représentations environ, devant plus de 2 millions et demi de spectateurs, dans deux à trois cents villes et plus de vingt pays. Récemment, Éloïze s'est ouvert au Moyen Orient en se produisant au Liban et en Jordanie.

Depuis ses débuts, la troupe s'est gran-

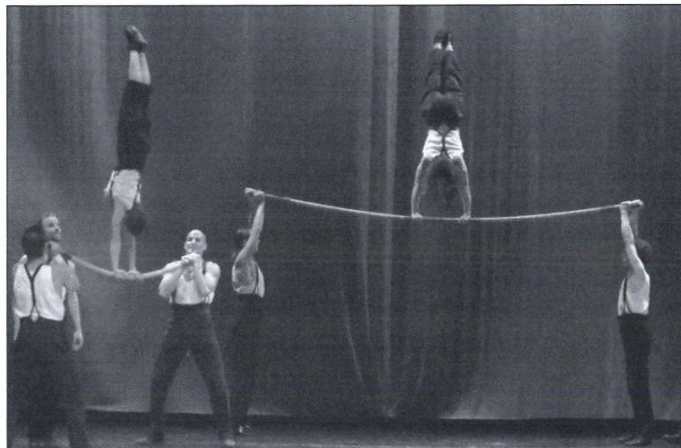
dement élargie et compte actuellement une centaine de personnes. Des nationalités diverses s'y côtoient : ainsi, outre des Québécois, on rencontre entre autres, des Français, des Russes, des Italiens, des États-Uniens, des Polonais... Actuellement, basé à Montréal dans l'ancienne gare Dalhousie, le cirque Éloïze occupe, depuis l'année 2000, les locaux de ce qui fut le siège de l'École Nationale de Montréal où Jeannot Painchaud, fit son apprentissage d'artiste. Lieu mythique par excellence, la gare Dalhousie, située rue Berri, non loin du Vieux port, vit partir, le 28 juin 1886, le premier transcontinental canadien qui allait relier Montréal à Vancouver au bout de 4700 kilomètres. Désaffectée, cette gare devint un lieu voué à la création. C'est ainsi que de 1980 à 2000, elle vit se développer l'École Nationale des Arts du Cirque (qui s'est installée à présent à la Cité des Arts du cirque, au nord de l'île de Montréal), puis le cirque Éloïze, à son tour, a investi les lieux.

Là, sont créés des spectacles qui s'en iront non seulement à travers le pays mais aussi à travers le monde porter leur part d'humanité, de sensibilité, de poésie, tout cela qui est au cœur de la recherche constante menée par Éloïze et qui va bien au-delà des performances acrobatiques présentées par les artistes.

Venu déjà en 2003 à Paris et s'étant produit en 2004 dans plusieurs villes de France, le cirque Éloïze revient dans la capitale présenter « *Nomade, la nuit le ciel est plus grand* ». C'est un spectacle à ne pas manquer : c'est plein d'énergie, de chaleur et de lumière ! ●



À l'origine de ce cirque créé en 1991, sept Madelinots. Aujourd'hui, la troupe compte une centaine de membres de plusieurs nationalités.



Photos Agnieszka Stalkoper

Gisèle TUAILLON



L'ESSENTIEL

La Commission permanente de coopération franco-québécoise a tenu sa 60^e session mi-mars à Paris ● Signature d'une entente franco-québécoise sur les sécurité civile ● Les villes de Cambrai et Châteauguay ont célébré les vingt ans de leur jumelage ● Grand débat à Bordeaux sur l'avenir du *Colbert* qui transporta le général de Gaulle à Québec ● Les universités québécoises ont mené une vaste opération de promotion en France ●

« LE PLUS EUROPÉEN DES HOMMES POLITIQUES QUÉBÉCOIS »

Bernard Landry commandeur



L'allocation de l'ancien Premier ministre québécois Bernard Landry.



Le Délégué général du Québec Clément Duhaime, Philippe Séguin, Bernard Landry, Chantal Renaud, Jean-Pierre Raffarin et Michel Rocard.

Photos Georges Poirier

Bernard Landry a fondé, en 1965, l'Association des étudiants québécois en France. Quarante ans plus tard, celui qui fut Premier ministre du Québec de 2001 à 2003, a reçu le grade de commandeur de la Légion d'honneur. La remise de la « cravate » a été effectuée par le Premier ministre français Jean-Pierre Raffarin, à l'Hôtel Matignon en présence d'une trentaine de personnalités françaises et québécoises dont Pierre-André Wiltzer et Louise Beaudoin.

Rappelant les origines poitevines de Bernard Landry, Jean-Pierre Raffarin a salué « le grand ami de la France » qui a « façonné le nouveau visage économique » du Québec. Et d'ajouter que le chef du Parti québécois est « un modèle de constance dans l'engagement » et « le plus européen des hommes politiques québécois », par ailleurs « très attaché à la diversité culturelle ».

Bernard Landry, dans ses remerciements, a rappelé l'attachement de la nation québécoise au français, « parfois plus que vous ici », et retracé les grandes lignes de la coopération franco-québécoise : « la coopération est d'abord une affaire d'États devenue celle des tous les segments de



Bernard Landry et Jean-Michel Hérault, président de France-Québec.

la nation ». Se disant « profondément heureux de l'amitié qui unit le Québec et la France », l'ancien Premier ministre souverainiste espère et souhaite « des retrouvailles aux Nations Unies et dans les grandes instances internationales ». Il est plus déterminé que jamais : « Tout le reste de ma vie sera marqué par le désir de terminer cette action. Je veux et nous voulons que le Québec devienne un pays complet et reconnu ».

Bernard Landry a profité de son séjour à Paris pour rencontrer Nicolas Sarkozy, président de l'UMP, François Hollande, premier secrétaire du Parti socialiste et Abdou Diouf, le secrétaire général de la Francophonie. Au menu des discussions : la langue française dans le monde, l'Europe, la diversité culturelle, la participation des militants dans les partis... ●

INVITATION

Alain Juppé à l'ENAP

À la rentrée, Alain Juppé enseignera l'intégration européenne à l'ENAP, à titre de professeur invité. L'École nationale d'administration publique, avec ses campus à Gatineau, Montréal, Québec, Saguenay et Trois-Rivières, est un des fleurons de l'Université du Québec, une grande école pour des administrateurs publics ayant déjà une expérience professionnelle. Cette nomination s'est accompagnée de deux mois de polémique qui a « *abasourdi* » l'ancien Premier ministre.

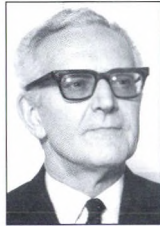
Mi-janvier, son arrivée est annoncée à l'UQAM (Université du Québec). Une annonce prématurée ou pas à l'ordre du jour ? Recalé ou pas, Alain Juppé trouve meilleur accueil à l'ENAP avec un vote favorable de 80% des professeurs et de 54% des étudiants. « *L'Enap a-t-elle perdu la tête ?* » tonne, dans *le Devoir*, l'historien Gérard Bouchard dont le frère Lucien, jadis Premier ministre du Québec, avait accueilli au Saguenay son homologue français d'alors Alain Juppé. « *Quand l'éthique fout le camp !* », pétitionnent 34 universitaires québécois. Les dirigeants de l'Enap récusent une double peine. Alain Juppé, dans *La Presse* de Montréal et sur son blog, dénonce deux « mensonges » : il n'a pas choisi le Québec à défaut d'une université américaine, et il n'a pas été condamné pour « acte criminel ».

Dans *le Devoir*, le québécois bordelais Jacques Palard évoque « une profonde différence entre les cultures politiques française et québécoise ». Dans *Le Monde*, Christian Rioux, correspondant du *Devoir* à Paris, invite Alain Juppé à aller « étudier les mœurs politiques » du Québec plutôt que d'y enseigner. C'en est trop pour Bernard-Henry Lévy qui, mi-mars dans *le Point* repris par *le Devoir*, pourfend « le puritanisme vertueux de la nouvelle religion américaine ». Gérard Bouchard parle de « délire ». Et un Français émigré en 1966 au Québec dont il sera le Délégué à Toronto et Vancouver, Jean-Louis Hérivault, se dit « *peiné de la méconnaissance du Québec dont font preuve certains intellectuels français*... » ●

À Paris de 1965 à 1976

Jean Chapdelaine, pionnier de la diplomatie québécoise

Jean Chapdelaine, considéré comme le pionnier des relations internationales du Québec, est décédé le 2 février 2005 à l'âge de 90 ans.



nales puis dirigera la Délégation générale du Québec à Bruxelles.

Monique Gagnon-Tremblay, actuelle ministre des Relations internationales du Québec, a souligné l'engagement de Jean Chapdelaine en faveur de l'action internationale du Québec : « Il aura fortement contribué à l'épanouissement de la relation franco-québécoise ».

Pendant son séjour à Paris, Jean Chapdelaine a soutenu l'Association France-Québec. Il était présent le 6 janvier 1970 à l'inauguration des locaux de l'avenue de Saxe puis aux Assemblées générales de Paris (1970), Angoulême (1972), Grenoble (1973), Grand Quéville (1974) et Evry (1976). ●

François MOUCHET

Après des études à Oxford, il est un des premiers Québécois à entrer dans la diplomatie canadienne en 1937. On le retrouve en poste dans les ambassades du Canada à Washington, Paris, Dublin puis successivement ambassadeur en Suède, au Brésil et en Égypte.

En 1965, il se met, à la demande du Premier ministre Jean Lesage, au service de la naissante diplomatie québécoise et devient Délégué général du Québec à Paris où il restera en poste jusqu'en 1976. Il sera ensuite auprès de René Lévesque conseiller aux affaires internatio-

Disparition de Dominique Guillemet

Professeur d'histoire à Poitiers, Dominique Guillemet est subitement décédé en mars. Il était l'une des chevilles ouvrières de l'université d'été franco-québécoise sur le patrimoine et le co-directeur du beau livre sur *Champlain ou les portes du Nouveau monde*, publié en 2004 (FQM n°132).



André CAILLÉ, le PDG d'Hydro-Québec, s'est vu remettre les insignes de chevalier de la Légion d'honneur par le PDG d'EDF Pierre Gadonneix lors d'une réception le 7 mars à la Délégation générale du Québec, en reconnaissance du renforcement des liens économiques et techniques.

La Légion d'honneur a été remise, par le consul général de France à Québec, à Ghislain Picard, chef de l'Assemblée des Premières nations du Québec et Ronald Poupart, ancien directeur des communications de Robert Bourassa.

Michel MOUISEL, responsable des échanges internationaux de l'ESCF (École supérieure de cuisine française Grégoire-Ferrandi) a reçu un diplôme honoris causa de l'ITHQ (Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec), avec lequel il organise des échanges depuis 1992. Il est aussi l'un des promoteurs des Trophées culinaires France-Québec remis au Sénat mi-mars (dans le prochain n° de FQM).



OFQ : les meilleurs rapports de séjour primés



Benoît Hotte/DGQ

Chaque participant a un programme de l'OFQ (Office franco-québécois pour la jeunesse) effectue un bilan professionnel et personnel de son expérience au Québec. Les quinze meilleurs rapports de séjour 2003-2004 ont été primés lors d'une réception à la Délégation générale du Québec. « Toujours passionnants, parfois même émouvants, ils laisseront une trace tangible et durable des liens établis entre nos deux communautés », dit-on à l'OFQ. Trois lauréats d'honneur (mention spéciale du jury) ont reçu un billet d'avion remis par Étienne Madranges, directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative au ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative, en présence du Délégué général du Québec Clément Duhaime, d'Emmanuelle Pérès secrétaire générale de l'OFQ et de plusieurs partenaires. Il s'agit de l'école de travail social du lycée Rabelais, de Thomas Louapre (Paris) qui a effectué un stage chez le photographe montréalais Nicholas Ruel, et de Marjorie Navet (Montoison) qui s'est intéressée à la recomposition territoriale au Québec en séjournant six mois au Centre local de développement du granit à Lac-Mégantic. ●

Éducation

Les IUT français et les Cegeps québécois ont signé une entente tripartite avec les Universités technologiques du Mexique, en présence des Premiers ministres, pour faciliter les échanges d'étudiants. L'OFQ et l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse sont également signataires.

Entente entre l'Université Laval et la Bibliothèque nationale de France. Le recteur Michel Pigeon et le président Jean-Noël Jeanneney ont renouvelé pour six ans l'entente unique pour un développement concerté d'indexation des documents avec le « Répertoire des vedettes-matière » de l'Université Laval et son équivalent français RAMEAU.

Le partenariat en sciences de l'éducation entre l'Université catholique de l'Ouest à Angers et l'Université de Sherbrooke est à la base du colloque franco-québécois organisé les 1^{er} et 2 avril à Angers : « Comment rater son adaptation? Éclairages et perspectives en psycho-éducation ». Réflexions sur trois milieux-clés : l'école, la santé et la famille.

Les banlieues au Canada et en Europe : tel est le thème du colloque annuel de l'Association française d'études canadiennes qui sera organisé du 8 au 11 juin par le CEC de l'Université de Valenciennes en collaboration avec son homologue de l'Université libre de Bruxelles.

Régions

De nouvelles pistes de coopération internationale pour le Québec

Mais que peut-bien faire une délégation québécoise aux Assises interrégionales de la coopération décentralisée, tenue les 20 et 21 janvier au Conseil régional d'Aquitaine ? Ces assises ont pour objet l'aide que les régions françaises peuvent apporter au développement local et économique des pays du Sud, dans le cadre de la décentralisation.

« Certes, l'aide internationale ne fait pas partie des mandats du gouvernement québécois » reconnaît Pierre Brodeur, directeur du service Science et société à la Délégation générale du Québec à Paris. « C'est le rôle de l'ACDI (Association canadienne pour le développement international). Mais, par le biais de la Francophonie, de l'AQOCI (Association québécoise pour l'organisation de la coopération internationale), des programmes des universités, des collèges et des échanges culturels soutenus par le ministère des Relations internationales, nous sommes, de fait, investis dans l'aide au développement. »

Or un fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée, annoncé par les Premiers ministres Charest et Raffarin, a été mis en place pour soutenir les initiatives qui émaneront des régions tant françaises que québécoises concernant des projets culturels, économiques, de développement régional ou d'aide à la mobilité.



Alban Gilbert, C R Aquitaine

Pierre Brodeur et Marie Kronström (en charge du suivi des dossiers régions à la DGQ) en discussion lors des ces assises à Bordeaux.

Dans le cadre de la Région Aquitaine, l'Université de Bordeaux entretient des échanges suivis avec l'université Laval à Québec. Or l'Aquitaine s'investit, dans le cadre de la coopération décentralisée,

dans le développement agricole et rural à Madagascar. Un projet expérimental a donc pu voir le jour, avec les programmes interuniversitaires, entre l'université Laval et Madagascar.

« Concrètement, poursuit Pierre Brodeur, ces Assises nous permettent de mieux connaître l'état des réseaux en place. La région Aquitaine, l'une des six régions de France les plus actives dans les relations franco-québécoises, a un programme de coopération décentralisée avec la région de Souss Massa Drâa. Ces assises nous ont permis de rencontrer le président de cette région marocaine pour voir s'il y a quelque chose que l'on peut faire à trois, soit dans le cadre des programmes déjà existants entre l'Aquitaine et le Québec, soit dans le cadre de nouvelles initiatives. Nous cherchons à multiplier et à diversifier nos réseaux », conclut Pierre Brodeur qui trouve là nouvelle matière à coopération internationale. ●

William BIARD

17 MARS

78 000 repas aux saveurs du Québec !

Le jeudi 17 mars, 78 000 Français de tout âge ont déjeuné aux saveurs québécoises. Et cela dans plusieurs dizaines de villes. C'est une première à une telle échelle. Cette journée était organisée par trois sociétés de restauration regroupées sur le nom de Ansamble : Breiz Restauration, Val-de-France Restauration et Midi-Gastronomie-Bontemps. Ces sociétés servent des repas depuis des écoles maternelles jusqu'à des maisons de retraite en passant par des restaurants d'entreprises. Toutes les tranches d'âges ont aussi goûté qui des bonbons à l'érable, qui des canneberges, qui du caribou, qui des confitures et gelées, etc. Tous les produits venaient du Québec via le fournisseur Couleurs Québec. De plus, il y avait un fil rouge autour du castor. Depuis le coloriage pour enfants jusqu'au jeu-concours sur le pays d'en face, doté de coffrets gourmands et de guides Ulysse Le Petit québécois.

Société

Entente sur la sécurité civile



Denis Racicot, sous-ministre québécois à la sécurité civile et le préfet Christian de Lavernée pour le ministère français de l'Intérieur ont signé un accord pour échanger leurs expertises et coopérer en matière de prévention, de sécurité incendies et de plans d'urgence.

Économie

La CDPQ investit chez Rothschild. La Caisse de dépôt et placement du Québec, qui gère des fonds de retraites et d'assurance publics et privés, a investi 50 millions d'euros dans la banque privée française Compagnie financière Edmond de Rothschild.

Zodiac achète des chauffe-piscine du Québec. La multinationale française a repris la division chauffe-piscine de la PME Turcotte et les produits de piscines Vogue de LaSalle.

Nouvelle éolienne Boralex en France. Déjà implanté dans le Nord, le groupe québécois va implanter 38 nouvelles éoliennes dans deux sites de production en Haute-Loire et en Ardèche.

Francophonie

Le français en partage

CHRISTOPHE TRAISNEL

Timée éditions, 142 pages, 13,50 euros

Sur un mode ludique et original, "les cinquante plus belles histoires de la francophonie", de la Bretagne à l'école du français à l'épique bataille Druon-Pivot en passant par Bruxelles et le Québec. Très illustré.



La Francophonie dans le monde 2004-2005

Larousse, 328 pages, 19 euros

Le nouveau rapport du Haut Conseil de la Francophonie. L'accent est mis sur l'enseignement et la diversité linguistique, la culture et la création, les médias et la communication, l'économie et la solidarité, la politique et la démocratie.

L'Année francophone internationale 2005

Éditions Cidef-Afi, 412 pages, 15 euros

Un panorama pays par pays grâce à près de 200 universitaires et journalistes dans le monde. Une section idées, une copieuse bibliographie et un répertoire complètent ce bilan annuel effectué depuis 14 ans.



“Une relation part

40 ans et 60 sessions

Principal instrument de coordination des activités de coopération entre les deux gouvernements et leurs partenaires, la Commission permanente de coopération franco-qubécoise est issue de la première entente signée le 27 février 1965 entre les ministres de l'Éducation des deux pays. Côté français, le ministre de l'Éducation nationale était Christian Fouchet. Côté québécois, il s'appelait Paul Gérin-Lajoie, à la tête du tout nouveau ministère de l'Éducation du Québec, créé en 1964 et un des symboles de la formation d'un État dans la mouvance de la Révolution tranquille. Cette entente directe symbolise aussi ce qu'on appelle toujours au Québec la « doctrine Gérin-Lajoie », à savoir « le prolongement international des compétences provinciales ». Autrement, pas besoin de passer par Ottawa pour conclure des ententes internationales.

L'accord de 1965 visait à favoriser l'échange de professeurs et de chercheurs universitaires, le perfectionnement des enseignants, l'élaboration de programmes scolaires et d'enseignement technique ainsi qu'une plus grande mobilité. C'est ainsi qu'il y eut la grande vague de milliers de coopérants français, les premiers appariements entre écoles, etc. Cette entente a aussi donné naissance à une institution, la Commission permanente de coopération franco-qubécoise.

La coopération s'élargissant, la Commission est devenue le creuset de toutes les collaborations dans les domaines social, culturel, scientifique et technique. Et si la Commission vient de tenir sa 60^e session en 40 ans, il y a une raison : au début de la coopération, elle tenait deux sessions par an, une en France et l'autre au Québec. Puis la Commission est passée à un rythme annuel, en alternance dans les deux pays, s'appuyant sur les « relevés de décisions » signés lors des rencontres alternées des Premiers ministres. Depuis quelques années, elle ne se réunit plus que tous les deux ans, avec entre deux un comité technique. ●

La 60^e session de la Commission permanente de coopération franco-qubécoise s'est tenue à Paris le 16 mars. Un procès verbal de douze pages a été co-signé : outre le bilan 2003-2004, il précise les orientations 2005-2006 de la « relation partenariale ». Recherche, valorisation de l'identité commune, mobilité des jeunes, coopération décentralisée, synergie entre organismes font partie des grands axes.

Près de quatre-vingt-dix personnes ont participé à cette session et/ou aux deux ateliers thématiques de la veille sur la culture scientifique et la décentralisation. D'où la présence de quelques élus et de responsables de collectivités locales aux côtés des hauts fonctionnaires (dix ministères représentés pour la France, quatre pour le Québec) et des dirigeants des organismes de la coopération franco-qubécoise. En amont de la séance plénière qui formalise les choses, un gros travail est effectué pour négocier chaque point du procès verbal, parfois jusqu'à la dernière minute. Cette année, la Commission était coprésidée par Philippe Étienne pour la France et Denis Bédard pour le Québec. Ils ont rappelé ce qui a jalonné les années 2003 et 2004, en particulier les rencontres des deux Premiers ministres qui ont scellé une « nouvelle alliance franco-qubécoise » (FQM n^{os} 128 et 131)

dans laquelle s'inscrivent les priorités de la coopération. Une réorganisation de l'action de la Commission « autour d'un nombre plus limité de projets structurants » a eu lieu lors de la réunion technique de mi-parcours du 16 mars 2004. La liste des projets menés à bien est néanmoins fort longue tant la coopération franco-qubécoise est diversifiée. La vitalité de cette coopération est aussi apparue dans les rapports des organismes franco-qubécois même si leurs interventions orales avaient été ciblées sur un point particulier : la promotion de la culture entrepreneuriale chez les 18-35 ans pour l'OFQJ (Office franco-qubécois pour la jeunesse), les nouvelles dispositions européennes pour le CCCIFQ (Centre de coopération inter universitaire franco-qubécoise), les stages en milieu politique pour le CAPFQ (Comité d'action politique franco-qubécois), le projet d'un dictionnaire raisonné de l'Amérique fran-



La séance plénière au Centre de conférences internationales, avenue Kléber à Paris.



Du côté de la Délégation française.



Du côté de la Délégation québécoise.

« Partenariale très active »



La signature du procès-verbal par Philippe Étienne, directeur général de la Coopération internationale et du développement au ministère des Affaires étrangères (France) et Denis Bédard sous-ministre au ministère des Relations internationales (Québec), en présence de Louise Pagé du Secrétariat du Conseil du trésor (Québec), Jérôme Pasquier directeur général adjoint de la Coopération internationale et du développement (France), Jacques Gelas directeur général du CCIFQ, Gilbert Pilleul vice-président de France-Québec, Yolande Cohen directrice exécutive du CCIFQ, Emmanuelle Peres et Alfred Pilon secrétaires généraux de l'OFQ, Jean Fortin maire de Baie-Saint-Paul (Québec) et Clément Duhaime Délégué général du Québec en France.

çaise pour la CFQLMC (Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs), les stages inter municipalités pour les associations France-Québec et Québec-France. « Intéressant et encourageant », a conclu Denis Bédard, approuvé par son homologue français.

De même, les deux présidents de la Commission ont salué « la formule heureuse » des ateliers thématiques tenus la veille de la séance plénière (lire ci-dessous). Enfin, Michel Vandepoorter, chef

du service des Affaires francophones au Quai d'Orsay, a souligné combien « la relation franco-québécoise se nourrit de projets communs au sein de la Francophonie » tant les deux pays y jouent « un rôle moteur et déterminant ».

« Les nombreux réseaux tissés par plus de quarante années d'échanges entre les administrations françaises et québécoises favorisent une relation partenariale très active, d'intérêt mutuel, que vient renforcer dorénavant l'action des collectivités locales », se félicitent les deux

Présidents de la Commission. L'appui est donné à plus de 75 projets touchant la recherche et la diffusion du savoir, la valorisation de l'identité commune, la mobilité des jeunes, la modernisation de l'État, la santé, le développement durable, la coopération décentralisée... Enfin la Commission poursuivra ses efforts pour « soutenir la synergie bien engagée » entre les organismes du dispositif de la relation franco-québécoise dans l'esprit de la « nouvelle alliance ». ●

Deux ateliers thématiques

Culture scientifique. Pour Christian Thimonier, sous-directeur de la recherche au ministère français des Affaires étrangères, le défi commun est de « faire face » au désintérêt des jeunes pour les matières scientifiques. D'où la nécessité de « mutualiser les bonnes pratiques » et de « diffuser la science » vers la société civile, « donc les associations ». Dans son rapport des travaux, il a insisté sur la diffusion de la science à travers l'image, le site d'*Histoires croisées*, les salons du livre, les universités d'été, les échanges de journalistes scientifiques (notamment entre *La Recherche* et *Québec-Sciences*) sans oublier les régions. ●

Décentralisation. Des élus de Bordeaux et de Baie-Saint-Paul, des représentants des régions Alsace, Aquitaine, Bas-Saint-Laurent et Poitou-Charentes ont participé aux travaux rapportés par Xavier Fonteneau, sous-ministre adjoint au ministère québécois du Développement économique et régional. Les régions des deux pays sont « asymétriques » d'où la nécessité d'identifier les « créneaux d'excellence », les « porteurs de projets », les « partenaires » car « les nouvelles formes de partenariat dépassent le strict lien des relations institutionnelles ». S'il est nécessaire de garder une certaine coordination pour optimiser les effets de cette coopération, elle ne peut se limiter de région à région mais « faire appel à d'autres organismes ou paliers ». Après les Ateliers de Bordeaux de 2003, le fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée, qui va être expérimenté, apparaît comme « un élément entraînant ». ●

Parmi les projets retenus...

- Forum franco-québécois sur la sécurité alimentaire et la traçabilité.
- Modèles géochimiques pour l'étude de la contamination en milieu aquatique (INRS Québec et Ifremer Nantes).
- Réseautage des festivals Montréal Nouvelles Musiques et Présences de Radio-France.
- L'approche territoriale de cohésion sociale et de lutte contre la pauvreté.
- Modernisation des pratiques de management en milieu policier.
- Projet franco-québécois en télécardiopédiatrie (CHU Québec et CHU Grenoble).
- Renforcement du programme de thèses en cotutelles.
- Augmentation de 45 à 60 du quota des participants au programme Volontaires internationaux en entreprise.

Il faut sauver le croiseur Colbert



Stéphane Lartigue (Sud-Ouest)

Le Colbert dans le Port de la Lune à Bordeaux depuis douze ans.

Le Colbert, ce croiseur qui emmena le général de Gaulle à Québec en 1967 pour son voyage historique du « Vive le Québec libre », est l'objet d'une intense polémique à Bordeaux où il est amarré depuis 1993.

Il est immobile au cœur de la façade XVIII^e du Port de la Lune. La société gestionnaire du Colbert a décidé de le fermer provisoirement aux visites depuis le 1^{er} janvier et jusqu'au 26 mars prochain et ce, pour des raisons économiques. Les « anti-Colbert » en profitent pour se déchaîner à travers la presse locale : « Il défigure notre ville qui n'a aucun passé de marine de guerre », écrit Pierre Boulart. « C'est une horreur pour la vue », ajoute Georges Bertocchi, « Il est comme une pustule sur le visage de la Joconde », explique un restaurateur, « Découpez-le », lance Jean-Bernard Dubosq parmi tant d'autres. Il faut dire que, dès les élections municipales de 1995, ce dernier avait monté une liste baptisée « Couler le Colbert »... Il est vrai que le navire rouille à vue d'œil comme *La Calypso* en d'autre port. L'État, qui est propriétaire de ce bâti-

ment de la Marine nationale, n'a jamais versé de subvention au Colbert. Une concession d'exploitation a été octroyée à l'association des Amis du Colbert en 1993 qui, elle-même, en sous-traite la gérance financière et touristique. La première entreprise, née de la collaboration de la Caisse des dépôts et du groupe Accor, a plié boutique devant les frais d'entretien jugés exorbitants. Le groupe de parcs récréatifs Astérix a repris le flambeau en 1997 mais s'est retiré un an plus tard, non sans avoir réussi à faire grimper la courbe de fréquentation grâce à son expérience en matière de communication touristique.

Un lieu de mémoire ?

En 1998, c'est un membre des Amis du Colbert qui crée la SARL Croiseur Colbert pour gérer directement le musée, remplacé, depuis, par Dominique Bongiovanni, l'actuel gérant. Il est vrai, aussi, que la fréquentation touristique du vaisseau a été divisée par trois depuis dix ans passant de 140 000 visiteurs par an prévus en 1993 à 35 000 en 2004.

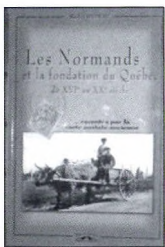
Heureusement, si la majorité des

Bordelais souhaitent visiblement son déménagement (64,5% selon un rapide sondage de *Sud Ouest*), tous ne veulent pas le découper. Et d'évoquer un amarrage sur la rive droite de la Garonne aux immeubles plus contemporains, ou plus en aval vers les hangars de Capscience, ou bien carrément dans le bassin à flot à proximité de l'ancienne base sous-marine allemande.

Des problèmes techniques se posent. Ce sera au nouveau maire de Bordeaux, Hugues Martin, de trancher. Il faut faire vite d'autant que l'actuelle concession expire en 2007.

En attendant Michel Girard, président de Bordeaux-Gironde-Québec, est intervenu pour qu'on le préserve, quel que soit son lieu d'amarrage : « Laissez-le nous pour les festivités du quadri-centenaire en 2008, a-t-il écrit dans *Sud Ouest*. C'est, en quelque sorte, un monument historique des relations franco-québécoises », ce que peu de Bordelais et de Français savent, d'ailleurs. Et l'association de s'atteler à la tâche pour inscrire le Colbert au programme des « lieux de mémoire ». ●

William BIARD



Les Normands et la Fondation du Québec, du XVI^{ème} au XX^{ème} siècle

...racontés par la carte postale ancienne

MICHEL HÉBERT

Éditions Charles Corlet, 2004, 127 pages, 15 euros.

Cet ouvrage évoque le rôle des Normands dans la découverte, la colonisation et le peuplement français du Québec. Au XVIII^{ème} siècle, la Normandie a envoyé le plus gros contingent de colons en direction des rives du Saint-Laurent, soit 18,5 % de la population totale. L'auteur nous rappelle les grands moments de l'histoire de la Nouvelle-France ainsi que la contribution des Québécois dans les deux conflits mondiaux du XX^{ème} siècle. Ce livre est illustré de quelques gravures d'époque, mais peu de cartes postales anciennes intéressantes. ●

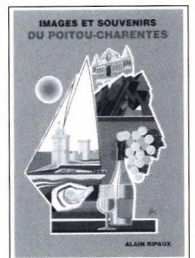
Images et souvenirs du Poitou-Charentes

ALAIN RIPAUX

Éditions Visualia, 2004, 164 pages, 20 euros.

Après le succès du livre *Le Québec, une Amérique française*, publié en 2002 avec le concours de Nicolas Prévost, Alain Ripaux, chroniqueur philatélique de *France-Québec-Magazine* et vice-président de Paris-Québec, propose un nouveau voyage. Réalisé avec le soutien de la Région Poitou-Charentes, cet ouvrage historique, illustré de 220 cartes postales anciennes, évoque en particulier les liens privilégiés de cette région avec la Nouvelle-France et l'Acadie (lieux de mémoire, pionniers...). À noter, entre autres, une belle peinture sur le départ des colons à La Rochelle au XVII^{ème} siècle, due au peintre charentais Frédéric Mathias. ●

Contact : Alain Ripaux – tél. 01 53 80 42 54 – ripaux.alain@wanadoo.fr



Premier forum de capital-risque Québec-France

C'est une manifestation inédite qui s'est tenue les 14 et 15 février à Montréal, à l'initiative de la Chambre de commerce française au Canada : le premier forum de capital-risque franco-québécois. Objectif : faciliter la venue de capitaux-risqueurs français au Québec pour qu'ils rencontrent à la fois leurs homologues de la Belle Province et des entrepreneurs à la recherche de financements.

Un appel à candidatures avait été lancé par la Chambre de commerce auprès d'entreprises en phase de développement ; la seule condition était d'avoir besoin d'au moins 500 000 dollars canadiens. Dix-huit projets, sur les 40 dossiers reçus, ont été retenus : six en technologie de l'information et de la communication, six en biotechnologie et six en industrie.

Ils ont été présentés devant une quinzaine de capitaux-risqueurs québécois et six venus de France : Auriga, Iris Capital, I-Source, Truffle Venture, Société Générale Asset Management et

Oséo (la nouvelle structure issue de la fusion entre la BDPME et l'Anvar). Intérêt pour ces intervenants français : diversifier leur portefeuille d'investissement en profitant des opportunités offertes à Montréal dans le domaine de l'innovation.

Chaque journée du forum a également accueilli un déjeuner prestigieux, avec plus d'une centaine de participants à chaque fois, l'un en présence du patron de la Caisse de Dépôt et Consignation du Québec, Henri-Paul Rousseau, l'autre en présence du patron de Desjardins Capital, Louis Roquet. Enfin, l'événement se tenait en partenariat avec Réseau Capital, l'association professionnelle des capitaux-risqueurs québécois, qui a dévoilé les résultats de son étude annuelle sur l'activité du capital-risque au Canada, aux États-Unis et en Europe. Au final, deux journées très remplies et très actives en réseautage ! La Chambre de commerce française au Canada envisage déjà de renouveler l'opération l'an prochain. ●

Valérie LION

2^e investisseur

Selon Investissement Québec, la France est le deuxième investisseur étranger au Québec, derrière les États-Unis et devant le Royaume-Uni. Il y a 315 filiales françaises au Québec actuellement, dont les trois quarts sont des émanations de PME. Elles emploient 15 000 personnes et génèrent un chiffre d'affaires d'environ 19 milliards de dollars. (À l'inverse, 220 filiales d'entreprises québécoises sont installées en France).

4^e fournisseur

La France est le quatrième fournisseur du Québec avec 4,6% du marché, derrière les États-Unis (33%), le Royaume-Uni (8,5%) et la Chine (7%). Cette part de marché de la France est passée de 3,9% en 2000 à 4,6% en 2004 (soit + 18%). Ces ventes françaises s'élèvent en moyenne à 2,4 milliards de dollars, assurées à 90% par 700 entreprises. Les exportations d'aéronautique représentent 15% du total, devant les vins (la SAQ est le premier acheteur mondial et la France occupe en valeur 70% du marché québécois des vins rouges) et les produits pharmaceutiques (Le Québec est le 44^e fournisseur de la France). ●

Une table ronde animée par *France-Québec magazine*

La ville d'Avrillé, près d'Angers, dont le député-maire Marc Laffineur est président de l'Association interparlementaire France-Canada, a organisé en novembre une semaine aux couleurs d'érable. Plusieurs partenaires économiques se sont associés pour proposer une table ronde sur les atouts du marché canadien. Ouverte par Marc Laffineur, cette rencontre a permis d'entendre l'ambassadeur du Canada Claude Laverdure en visite officielle, Yann Jadis représentant de l'Anjou à Montréal, Françoise Gizewski attachée aux affaires économiques de la Délégation générale du Québec, François-Xavier Simard président de la Chambre de commerce fran-

çaise à Québec, Jean-Claude Ducharme vice-président de la banque Desjardins, Claude Piché directeur des parcs industriels de Sorel-Tracy, Réjean Couture président du centre

d'affaires européen à Montréal. Cette table ronde était animée par Georges Poirier, directeur de *France-Québec magazine*.

Un volet culturel complétait cette semaine avec le concours

d'Anjou-Québec, en particulier l'exposition sur les Inuit du Nunavik de François Poche et Louis Caron, et des spectacles dont celui de la Québécoise Danielle Mainville. ●

De nombreux entrepreneurs et étudiants ont assisté à cette table ronde économique.



Nathalie Girard

Les universités québécoises

Près de 5 500 Français étudient cette année au Québec, à titre individuel ou dans le cadre d'une convention Crepuq. Ce nombre est en augmentation régulière depuis plusieurs années et les universités québécoises ne ménagent pas leurs efforts pour attirer les étudiants français. En janvier, elles étaient présentes en force au Salon des formations internationales à Paris et ont également effectué une tournée en province.

Les conditions pratiques

- En vertu d'un accord gouvernemental de 1978 entre la France et le Québec, les étudiants français bénéficient de l'exemption des droits de scolarité supplémentaires, normalement exigés des étudiants étrangers. Ils paient donc les mêmes droits que les étudiants québécois, soit environ 1700 dollars par an en moyenne. Un accord d'équivalence permet aux bacheliers français d'entrer à l'université québécoise, au même titre que les Québécois détenteurs du Diplôme d'Études Collégiales (DEC, sortie de Cégep).

- Pour partir étudier au Québec, deux possibilités :
 - profiter des conventions Crepuq signées entre les 18 universités québécoises et quelques 200 universités françaises, permettant de suivre un ou deux semestres d'études au Québec pendant son cursus (renseignements sur <http://echanges-etudiants.crepuq.qc.ca/>)
 - s'inscrire en individuel pour un cursus complet. De plus en plus d'universités québécoises et françaises signent des partenariats sur des formations ciblées : par exemple, l'Uqam et Dauphine en gestion, Polytechnique et l'Icam de Lille en génie ferroviaire ou encore Concordia et l'IFG pour un MBA.

- Certaines régions comme Rhône-Alpes subventionnent des étudiants désireux de s'inscrire en individuels dans une université québécoise (500 bénéficiaires par an en Rhône-Alpes).

- Le CCIFQ dispose d'informations sur les études au Québec ; il offre des bourses de recherche, des programmes d'échange de professeurs et travaille à la mise en place de cursus intégrés franco-québécois, couronnés par un double diplôme ou une mention complémentaire sur le diplôme. Renseignements sur www.ccifq.org.

- Bon à savoir : l'université québécoise délivre en 3 ans un premier diplôme appelé baccalauréat. Deux ans de plus et vous obtenez une maîtrise. Trois ans encore, et c'est le doctorat.



« Sur les 18 universités québécoises, une douzaine étaient représentées » se félicite

Pierre Brodeur, directeur du service Sciences et Société à la Délégation générale du Québec à Paris. Le réseau de l'Université du Québec (10 établissements), l'Université Laval à Québec mais aussi l'Université de Sherbrooke ainsi que l'Université anglophone Concordia – l'une des trois universités anglophones – avaient envoyé en France des responsables du recrutement. La compétition est telle aujourd'hui entre les universités du monde entier qu'elles se mobilisent pour convaincre les meilleurs de choisir leurs cursus. Si McGill est l'université qui accueille le plus d'étudiants étrangers au Québec, c'est à l'Université de Montréal (et ses deux écoles associées, HEC Montréal et Polytechnique) que se trouve la majorité des Français.

Des pratiques très différentes

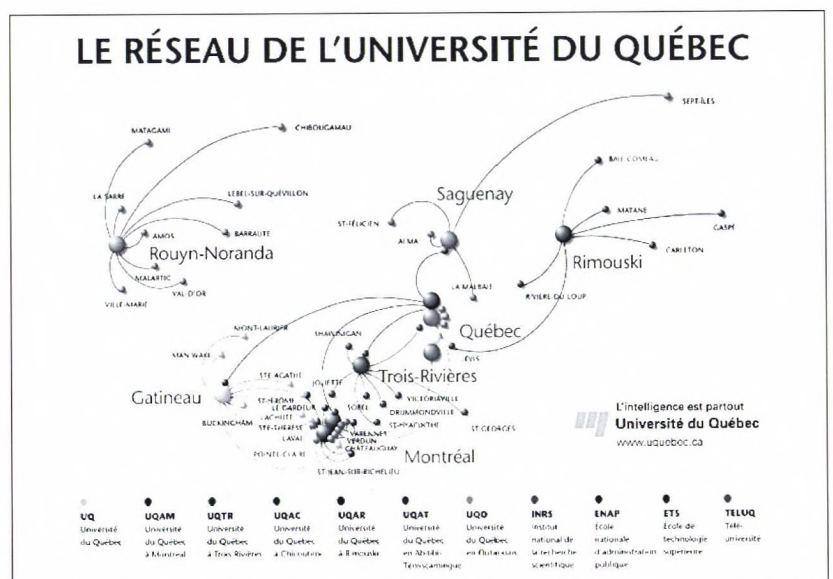
Pourquoi cet intérêt des étudiants français pour les études québécoises ? Elles permettent de suivre en français des cours en Amérique du Nord et de découvrir à la fois une culture et des pratiques très différentes des nôtres. En 40 ans, le Québec a su se doter d'un système universitaire très performant... et peu coûteux pour les étudiants puisqu'il affiche les droits de scolarité les plus faibles de tout le Canada ainsi que l'offre de bourses et



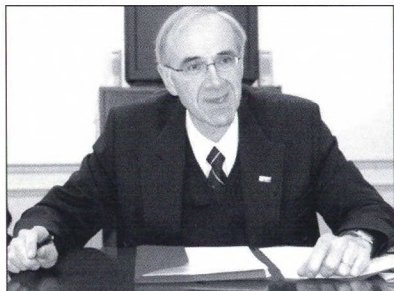
Pierre Moreau, président de l'Université du Québec.

d'aides la plus avantageuse. Sans pour autant renoncer à un enseignement de valeur. Qualité et accessibilité de l'encadrement, richesse des ressources documentaires, lien étroit entre la recherche, l'enseignement et les entreprises, recours fréquent aux nouvelles technologies, autant d'atouts soulignés par Pierre Brodeur.

Depuis trois ans, les universités signent même des contrats de performance avec le ministère de l'Éducation, qui leur fixe des objectifs en fonction du budget alloué. Quant aux professeurs, ils sont évalués par les élèves eux-mêmes ! Car au Québec, comme dans le reste de l'Amérique du Nord, l'étudiant est avant tout un client, dont il faut satisfaire les besoins. « Il ne vient plus chercher seulement du savoir mais du savoir-faire » explique Michel Pigeon, recteur de l'Université Laval. Qu'il s'agisse de l'Université Laval ou du réseau de l'Université du Québec, tous mettent en avant la force du système pédagogique et son encadrement. Enfin, les universités québécoises ont développé des program-



jouent la grande séduction



Michel Pigeon, recteur de l'Université Laval.

mes très structurés d'accueil des étudiants étrangers : aide au logement, introduction à la vie sur le campus où ils peuvent occuper de petits boulots, atelier pour apprivoiser l'hiver, ils ne sont jamais livrés à eux-mêmes et peuvent même bénéficier d'un suivi psychologique en cas de besoin. Les jeunes Français apprécient d'ailleurs le système très répandu de la colocation, qui leur permet de se loger à bon prix et de s'intégrer plus rapidement.

Pas question de rester muet

Évidemment, pour l'étudiant français qui fait le grand saut, il faut s'attendre à un dépaysement certain. On travaille beaucoup dans les universités québécoises et le suivi est plus serré qu'en France : il faut régulièrement rendre des travaux, individuels et collectifs ; l'examen de fin de session est donc loin d'être la seule sanction du travail accompli. L'élève ne vient pas en cours pour recevoir la bonne parole du professeur mais pour dialoguer

avec lui, poser des questions sur les points qu'il n'a pas compris et même, éventuellement, apporter la contradiction. Conséquence : les cours se préparent en amont, par des lectures et des recherches, et la participation à la classe est un élément important de la notation. Pas question de rester muet dans un coin à écouter sagement le prof ! La taille réduite des classes (25-30 élèves maximum) favorise l'interactivité. Les professeurs sont disponibles en dehors des cours, y compris le week-end. Les programmes sont organisés en unités et il faut capitaliser un certain nombre d'unités pour obtenir son diplôme. Ce qui compte avant tout, c'est le contenu de l'apprentissage : « *Au Québec, un employeur ne discrimine pas un candidat en fonction de l'origine du diplôme* », rappelle Pierre Moreau, président du réseau de l'Université du Québec. Les étudiants français découvrent aussi l'importance de l'engagement associatif, qu'il s'agisse de sport ou d'entraide, et du travail salarié car bon nombre d'étudiants québécois occupent aussi un job, souvent sur le campus, pour financer leur scolarité. Une possibilité également ouverte aux étudiants étrangers, qui peuvent même travailler hors du campus dans l'année qui suit leurs études s'ils sont en région. Autant d'expériences à valoriser ensuite dans la recherche d'emploi... pour ceux qui décideraient de rester après leurs études ! ●

Valérie LION



Photos Georges Poirier

La journée de rencontres et de réseautage organisée mi-janvier à la Délégation du Québec à Paris par l'Université du Québec.

Choisir son université

Université Laval (915 étudiants français à l'automne 2004) : première université francophone du Québec, issue du petit Séminaire de Québec fondé par Mgr de Laval en 1663. À l'origine, quatre facultés : médecine, art, droit et théologie. Aujourd'hui, elle offre 400 programmes différents en 1^{er} cycle. Elle est la 5^{ème} université de recherche au Canada et se trouve à la tête de centres d'excellence en études arctiques, géomatique et optique-photonique. Autre axe fort : la nutraceutique. Spécificité : formation continue.

Université de Montréal (1800 étudiants français à l'automne 2004) : émanation de l'Université Laval, elle a fêté ses 125 ans en 2004. Deux écoles prestigieuses y sont par ailleurs affiliées : Polytechnique et HEC Montréal. Cette dernière est la plus grande école de gestion francophone en Amérique du Nord et se classe 10^{ème} sur tout le continent.

Université du Québec : un réseau de dix établissements créé en 1968 à l'initiative du gouvernement québécois, avec trois missions : l'accessibilité, le développement scientifique et le développement des régions. L'Uqam est le navire amiral avec six facultés et plus de 40 000 étudiants à Montréal, dont 1000 Français. L'Université du Québec à Trois-Rivières accueille 10 000 étudiants, dont 150 Français (spécificité : sciences des pâtes et papiers). Université du Québec à Chicoutimi, 6000 étudiants, quelques dizaines de Français (spécificité : métaux). Université du Québec à Rimouski, 5200 étudiants dont 160 Français (spécificité : sciences de la mer). Université du Québec en Outaouais, près de 6000 étudiants dont 150 Français (spécificité : seule formation en BD en français en Amérique du Nord). INRS : 4 instituts de formation par la recherche pour les 2^{ème} et 3^{ème} cycle. TELUQ : université spécialisée dans la formation à distance et récemment fusionnée à l'Uqam.

Université de Sherbrooke : elle a misé avec succès sur un programme coopératif, c'est-à-dire alternant formation à l'université et en entreprise.

Université Bishop's : près de Sherbrooke, un enseignement en anglais dans un cadre convivial (200 étudiants).

Mc Gill : la grande université anglophone du Québec, fondée au XIX^{ème} siècle grâce à des capitaux écossais. 30 000 étudiants, dont presque 20% de francophones.

Université de Concordia : l'autre université anglophone de Montréal.

La famille bouscule

DES ENJEUX



DE SOCIÉTÉ

L'évolution de la famille, en France et au Québec : un enjeu commun débattu sous des approches multiples lors du colloque du centre de coopération interuniversitaire franco-québécoise.

Jacques Gelas, directeur général du CCIFQ, ouvre le colloque en présence du Délégué général du Québec, du Premier président de la Cour d'appel de Paris, du président du tribunal pour enfants et de responsables d'associations de magistrats.



Le CCIFQ dispose d'une nouvelle adresse électronique : www.ccifq.org

Les 19 et 20 mai aura lieu à Lille la 6^e rencontre sur le thème : *« L'avenir de la coopération universitaire franco-québécoise à l'ère de la mondialisation »*. Des ateliers sont prévus sur la recherche, la valorisation des résultats, la mobilité des enseignants et des étudiants.

C'est dans le très beau décor du Palais de Justice de Paris, sur l'île de la Cité, qu'une centaine de personnes ont assisté mi-octobre, en présence de Clément Duhaime, le Délégué général du Québec, à l'ouverture du colloque annuel du CCIFQ, consacré au droit de la famille. Cette rencontre avait pour ambition de croiser non seulement le regard d'experts français et québécois mais également celui des juristes et des psychiatres sur l'évolution de la famille et ses nouveaux enjeux. La conférence inaugurale, en donnant la parole à la sociologue française Irène Théry puis à l'historienne québécoise Michèle Stanton-Jean, a bien reflété ce choix d'une approche pluri-disciplinaire. Auteur d'un ouvrage intitulé *Le démantèlement* et d'un rapport remis en 1998 au gouvernement sur le thème « *Couple, filiation, parenté aujourd'hui* », Irène Théry est l'une des plus grandes spécialistes françaises de la famille. Elle s'est lancée dans une présentation de haute volée, nourrie de références à la pensée du philosophe et psychanalyste Cornélius Castoriadis. Pour Irène Théry, les changements dans la famille sont d'abord d'ordre institutionnels et statutaires : « *La conception matrimoniale de la famille a explosé. Le taux de nuptialité ne dépasse pas aujourd'hui 56%. Chacun a pu expérimenter qu'un couple marié et un couple concubin ou en union libre, ce n'est pas si différent. Ce changement de la conjugalité est lié à la dynamique majeure*

de l'égalité des sexes. Le couple n'est plus un tout hiérarchique sous l'autorité d'un seul, le mari et père, mais un duo qui se manifeste aussi bien dans le mariage qu'en dehors ».

Pour autant, la France est en passe de détenir actuellement le record européen de fécondité, juste derrière l'Irlande : grâce à des dispositions favorables à la conciliation des vie professionnelle et familiale, les couples français font des enfants. D'après Irène Théry, la relation filiale est même en train devenir plus importante que la relation matrimoniale : elle représente un lien inconditionnel, indissoluble, sur lequel les adultes surinvestissent pour compenser la fragilité du couple. D'où le désarroi quand l'éclatement du couple met en péril le lien parent/enfant.

À cet égard, l'expérience québécoise de la médiation familiale, tout juste introduite en France, se révèle précieuse. De même que les travaux menés sur la co-



Yolande Cohen, directrice exécutive du CCIFQ et la sociologue française Irène Théry.

parentalité. Car le paradoxe de la France est qu'elle ne conçoit pas l'évolution de la famille comme un véritable changement social mais plutôt comme une révolte de l'individu contre l'institution. Résultat : elle n'accompagne pas cette évolution d'un point de vue juridique et psychologique. Or, il faut bien édicter de nouvelles normes pour toutes ces familles recomposées et accompagner les individus dans leurs nouveaux rôles, sans tomber dans l'écueil de la « *catégorisation* » à outrance (les hétérosexuels, les homosexuels, les familles monoparentales, etc...).

« Le Québec a divorcé des institutions d'hier »

À son tour, la Québécoise Michèle Stanton-Jean, auteure au sein du collectif Clio d'une *Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, a brillamment dessiné l'évolution de la famille dans la Belle Province. Celle-ci est intimement liée à l'évolution du statut de la femme : d'abord travailleuse au même titre que l'homme dans les premiers temps de la colonisation, elle s'est ensuite consacrée au XVIII^{ème} siècle à l'agriculture ou au commerce. Son influence est considérable mais pas publique.

Au XIX^{ème} siècle, la femme devient la gardienne du foyer, tandis que le peuple québécois entre dans une logique de survie, après l'échec du mouvement des Patriotes en 1838. Elle est avant tout une mère, donnant naissance à de nom-

le droit

breux enfants pour assurer la pérennité de la langue française et de la religion catholique face à l'emprise de la couronne britannique. Dès le milieu du XIX^{ème} siècle cependant, la fécondité des Québécoises chute (-40% entre 1831 et 1891).

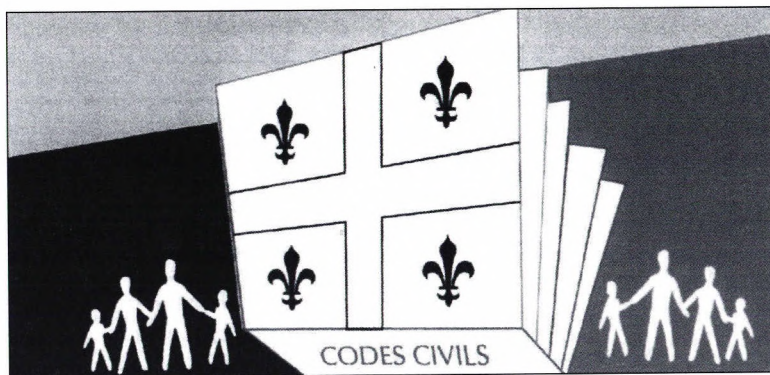
Vers 1940, quand elles obtiennent le droit de vote, les femmes n'ont plus que trois enfants en moyenne... contrairement au mythe de la famille très nombreuse qui déjà, au début du XX^{ème} siècle, ne concernait plus que 20% des foyers. Avec la Révolution tranquille, dans les années 60, « *Le Québec divorce des institutions d'hier* » résume Michèle Stanton-Jean. La décennie 1970 est celle des femmes ; elles revendiquent leur engagement dans la vie publique pour changer la société : droit à l'avortement, création de garderies, développement de structures pour la santé mentale. « *Les femmes ont déstabilisé la famille, ce qui a déstabilisé les hommes* » souligne l'historienne.



Michèle Stanton Jean, historienne québécoise, présidente du comité international de bioéthique de l'Unesco.

Aujourd'hui, le Québec est bien une société distincte du point de vue de la famille : près d'un tiers des couples québécois vivent en union libre (ils représentent 44% des couples canadiens en union libre), le taux de fécondité est tombé à 1,4 enfant par femme, le taux de divorce après 30 ans est de 47,6% contre 37,6% pour la moyenne canadienne. Enfin, le tiers des couples canadiens de même sexe vivent au Québec ! « *La société québécoise est la plus post-moderne du Canada* » conclut Michèle Stanton-Jean. ●

Valérie LION



Huit tables rondes



Le débat sur coparentalité et résidence alternées avec la psychiatre et thérapeute familiale Sylvie Angel, le professeur Dominique Goubau de l'Université Laval (Québec), l'avocate Catherine Maisse et le professeur Claude Lienhard de l'Université Robert Schuman de Strasbourg.

Magistrats, psychiatres, universitaires, travailleurs sociaux et autres professionnels du droit familial... ils furent près de 150 à participer à ce colloque sur le développement du droit de la famille en France et au Québec. Avec, en particulier, des regards croisés de psychiatrie et de justice. C'est la première fois que cette thématique était traitée par des experts des deux pays.

Ce colloque annuel du CCIFQ était organisé en collaboration avec le Collège international droit et santé mentale. Plusieurs problématiques ont été débattues : l'évaluation des effets d'une loi est-elle plus pragmatique au Québec et plus théorique en France ? Comment des systèmes procéduraux différents influencent-ils la prise de décision et leurs effets dans les processus de séparation ? Comment s'articulent les rapports et relations de travail entre les chercheurs, enseignants et praticiens du droit ? Comment les théories psychanalytique et systémique interviennent-elles dans le traitement des questions comme l'homoparentalité, la résidence alternée et la médiation familiale ? Comment s'articulent dans les deux pays les liens entre les experts de la psychiatrie et les juges ?

Une trentaine de conférenciers et d'intervenants - dont une douzaine venus du Québec - ont présenté des communications et débattu lors des huit tables rondes thématiques : l'évolution récente du droit de la famille, les processus de séparation, coparentalité et résidence alternées, bioéthique et droit, les familles recomposées, l'homoparentalité, évolution du recours à l'expertise, la médiation.

Les pratiques juridiques et psychiatriques des deux côtés de l'Atlantique ont ainsi été décorchées durant deux jours. Ce qui a donné lieu à des discussions de haut niveau, techniques certes mais aussi vigoureuses parfois. ●



Photos Georges Poirier

Un débat vigoureux sur Bioéthique et droit entre le psychiatre Maurice Corcos, le juge québécois Jean-louis Beaudoin, le pédopsychiatre Michel Botbol et le vice-président du tribunal de Bobigny Christian Byk secrétaire général de l'association internationale de droit éthique et sciences.

Comment le Québec a

DES ENJEUX



DE SOCIÉTÉ

Un colloque franco-québécois sur les violences conjugales, le 26 novembre à Laval, a réuni plus de 250 personnes. Grâce au jumelage Laval-Laval, trois spécialistes québécois ont fait part de leurs actions de terrain.

Des gendarmes et des travailleurs sociaux, des magistrats et des enseignants, des responsables politiques : l'éventail des participants à ce colloque était vaste. Au cœur des débats : quels accompagnements et prises en charge des hommes violents? Ouvert par le président de l'ADAVIP 53, Patrick Auger et la première présidente de la cour d'appel d'Angers Élisabeth Linden, le colloque a débuté par un état des lieux des réponses judiciaires et associatives en France. L'expérience québécoise a été apportée par trois spécialistes œuvrant à Laval (Québec).

Pour Claude Lavoie, universitaire-consultant et ancien directeur de police, « *Les violences conjugales, ce*



Marielle Thuau.



Claude Lavoie.

des actes violents commis dans le contexte conjugal.

Des mesures se mettent en place :

- la prévention, portant sur l'apprentissage et la promotion des comportements pacifiques et des rapports égaux entre les individus. Le Ministère de l'Éducation diffuse des formations, des informations, des articles de sensibilisation, des outils pédagogiques;
- le dépistage mené par le Ministère de la Santé et des services sociaux, avec sensibilisation des médecins et infirmières. Le protocole de dépistage des violences conjugales est systématique auprès des usagers des services de Santé et des services sociaux;
- la réaffirmation du principe judiciaire sur le plan correctionnel des violences exercées dans un contexte conjugal.

Les maisons d'hébergement pour femmes victimes et des organismes d'aide pour les conjoints violents se multiplient sur le territoire québécois. À ce jour, plus de cent maisons d'hébergement fonctionnent 24h./24h. Autres témoignages, ceux de Robert Cormier, directeur de l'association Choc(Carrefour d'hommes en changement) et d'Alice Overy, psychosociolo-

giste au sein de cette association. Ils constatent que les lois ne suffisent pas à contraindre les violences conjugales : « *On se doit de développer des solutions alternatives autres que les sanctions pénales* »... « *Lorsqu'on écoute les femmes en foyer d'hébergement, leur souhait n'est pas que leur conjoint soit incarcéré, mais que les violences cessent* ». C'est dans cet esprit qu'ils développent leurs réflexions et interventions d'aide auprès d'hommes violents, contraints par la loi à une intervention socio-judiciaire.

Alors que le mouvement féministe s'intéresse exclusivement aux femmes, se crée en 2002, un Comité de travail de réflexion ministériel en matière de prévention et d'aide aux hommes. Ceux-ci sont responsabilisés et aidés pour se reconstruire socialement. « *Depuis qu'on les écoute, on est plus en mesure d'entendre leur violence. Ces personnes sont habitées d'un désir de changement pour vivre des rapports hommes-femmes plus harmonieux* ».

Alors que le mouvement féministe s'intéresse exclusivement aux femmes, se crée en 2002, un Comité de travail de réflexion ministériel en matière de prévention et d'aide aux hommes. Ceux-ci sont responsabilisés et aidés pour se reconstruire socialement. « *Depuis qu'on les écoute, on est plus en mesure d'entendre leur violence. Ces personnes sont habitées d'un désir de changement pour vivre des rapports hommes-femmes plus harmonieux* ».

De la contrainte au volontariat

Les Centres d'aide pour hommes violents et colériques se nomment désormais des carrefours de changement et ont pour mission d'offrir un programme d'aide et d'intervention aux hommes qui désirent modifier leur comportement violent afin d'améliorer leurs rapports conjugaux et familiaux. Les objectifs d'interventions :

- identifier et reconnaître ses comportements violents;
- assumer l'entière responsabilité de ses actes;
- conscientiser l'impact de la violence;
- explorer et mettre en application des

Les organisateurs

L'ADAVIP 53 (Association départementale d'aide aux victimes d'infractions pénales de la Mayenne)

L'INAVEM (Institut national d'aide aux victimes et de médiation)

Les partenaires

Le ministère de la Justice

La Direction régionale aux droits des femmes

Le service des droits des femmes et de l'égalité à la préfecture de la Mayenne

Le conseil général de la Mayenne

Les villes de Laval, Mayenne, Château-Gontier et Evron

La Caisse d'allocations familiales

Laval-Québec

France-Québec

France-Québec magazine

L'association des étudiants de Haute-Follis

Le Crédit Mutuel



Élisabeth Linden.



Philippe Varin.

sont les agressions verbales, physiques et sexuelles ainsi que les actes de domination sur le plan économique. » Ceci défini, il a brossé l'historique de la prévention au Québec et souligné l'approche multidisciplinaire.

En 1975, du fait de l'ampleur de la violence conjugale, les mouvements féministes québécois exercent des pressions politiques pour sensibiliser le gouvernement et les médias. Cette même année, s'ouvre la première maison d'hébergement pour femmes battues. En 1980, la nouvelle loi de la Protection de la Jeunesse donne lieu à des débats sur les principes des droits et des libertés des personnes. La reconnaissance de la violence conjugale comme un fait de société fait émerger, en 1985, le développement d'une politique d'aide aux femmes violentées. En 1986, le Ministère de la Sécurité Publique affirme le caractère criminel



La table ronde avec les acteurs de terrain.

Photos Georges Poirier

brisé le tabou

agirs alternatifs et non violents.

« *Au début on était dans la contrainte, maintenant on est dans le volontariat* »

L'association Choc prend en charge les hommes volontaires, qui ont conscience de leur violence, et veulent en finir avec elle. Ils sont alors accueillis en thérapie de groupe pendant six mois, trois heures par semaine. Le temps nécessaire pour admettre que ce n'est pas le contrôle de l'autre qu'ils doivent prendre, mais d'eux-mêmes.

Cette aide est exigeante pour le bénéficiaire dans sa masculinité. Il dévoile sa vie privée, montre ses faiblesses, doit renoncer à avoir le contrôle... Cette forme d'intervention est intransigeante



Robert Cormier.



Alice Overy.

pour l'équipe de Choc qui met tout en œuvre pour exercer dans le respect des valeurs telles que : confiance, intégrité, respect, confidentialité, dignité, humilité, attitude de non jugement. Tous les membres sont formés à la prévention du suicide et suivent régulièrement une supervision.

Sous l'effet de la politique gouvernementale québécoise, le silence se brise, les plaintes augmentent. « *Entre 1997 et 2000, les signalements ont augmenté de 19 %* ». Lutter contre les violences conjugales est l'affaire de tous : des autorités gouvernementales, des intervenants sur le terrain, des victimes et auteurs de violences conjugales.

Lors de cette journée, nos amis québécois ont indiqué que « *l'intolérance aux gestes violents doit devenir un message social répété dans toutes les tribunes* ». ●

Marie-Agnès CASTILLON

Vice-présidente de France-Québec pour les enjeux de société

Ce qu'a dit Nicole Guedj



« *Le secrétariat d'État aux droits des victimes est une victoire du réseau associatif* », a affirmé Nicole Guedj. L'avocate devenue ministre se félicite de « *l'échange des bonnes pratiques* ». Elle a ainsi évoqué une campagne de communication en Seine-Saint-Denis qui s'adresse aux hommes ou encore l'expérience espagnole d'un bracelet électronique porté par des victimes volontaires comme outil d'alerte en cas d'agression. « *Consciente de la nécessité des moyens financiers* », Nicole Guedj a insisté sur l'écoute et le travail de coordination. ●

Un plan québécois sur cinq ans

Quelques jours après le colloque de Laval, le gouvernement québécois rendait public, le 8 décembre, un « *plan d'action* » quinquennal, interministériel, visant à éradiquer ce fléau de la violence faite aux femmes. Ce plan contient 72 mesures, dont certaines déjà en vigueur et budgétées. Une enveloppe de 65 millions de dollars sera allouée pour la mise en œuvre. La possibilité pour les femmes violentées de résilier leur bail sans pénalité est mise à l'étude. La question de la violence contre les femmes est particulièrement sensible au Québec où, il y a 15 ans, le 6 décembre 1989, un homme tuait 14 jeunes femmes à l'école Polytechnique de Montréal. ●

Violence, tolérance zéro

Voici l'intervention du directeur de France-Québec magazine qui avait été chargé de faire la synthèse du colloque avant le discours de la ministre Nicole Guedj :

Hier, à Montréal, la Fédération des femmes du Québec et Amnistie Internationale ont organisé un marathon de signatures dans le métro pour contrer la violence faite aux femmes. Des artistes, à tour de rôle, ont tenu la permanence.

La violence conjugale, c'est un fléau, ont dit plusieurs intervenants, depuis ce matin. On a même parlé de « *chiffre noir* », tant ici qu'au Québec. Il faut espérer que ce qui est connu ne ressemble pas à la pointe visible d'un iceberg canadien.

Robert Cormier a évoqué l'espoir d'une société sans violence. Violence, tolérance zéro a aussi été la trame du Québécois Claude Lavoie et de Marielle Thuau, du ministère français de la Justice, qui a

fait la comparaison avec la lutte contre la violence routière.

Toutes les questions, sont bien identifiées : l'ambivalence des victimes, l'arsenal juridique évoqué par le procureur Philippe Varin et les problématiques associées comme l'alcool. Une évidence aussi, à l'issue de cette journée : l'aide aux femmes, aux victimes, c'est indispensable mais, comme l'affirme Robert Cormier, « *on ne résoud que 50% du problème* ». Ainsi que l'a souligné Elisabeth Linden, présidente de la cour d'appel d'Angers, il y a une nécessité de mettre en place des aides pour les auteurs de violences car la sanction « *sèche* » est insuffisante. Bref, face aux violents, il faut donc... se retrousser les manches.

Alors, y a-t-il des « *recettes québécoises* », comme le demande le procureur Varin. Le Québec est un laboratoire social depuis longtemps. La ministre Nicole Guedj a pu le constater lors de ses récentes

visites, par exemple la mobilisation en cas d'enlèvement d'enfants avec le système Amber. Le Québec a aussi été précurseur pour les radios communautaires, le financement politique, les appartements familiaux dans les prisons... Ce laboratoire social québécois n'est pas dû au hasard. Il y a une longue culture fondée sur le pragmatisme nord-américain, la tradition de se serrer les coudes (face à l'hiver et à l'anglais), la révolution tranquille et son mouvement féministe.

Résultat : le changement vient d'en bas et le haut valide, comme l'a bien démontré Claude Lavoie. Il y a un consensus sur les principes. L'auteur de violences n'a pas une perte de contrôle mais tente une prise de contrôle de l'autre. On traite le problème dans sa globalité, en interministériel. Avec une culture du partenariat et du brassage inter-culturel.

Bien sûr, si certaines méthodes sont transposables, pas question de

faire du « *copier-coller* » ainsi que l'a dit la directrice de l'ADAVIP Sylvie Sauton. Se dégagent néanmoins de grandes pistes :

- un consensus sur les fondements humanistes (avec des questions sur ce que la société véhicule par ailleurs, avec certains jeux vidéos par exemple au nom de la liberté du commerce) ;
- l'existence d'une culture de la concertation (mais il y a aussi les corporatismes et les luttes de pouvoir) ;
- la nécessité d'informer et d'encre informer (avec, notamment les guides du ministère de la Justice)
- le besoin de moyens, comme les maisons d'hébergements ;
- et le langage n'est pas neutre. Le sexisme est franchement banni au Québec. Et je laisse à votre réflexion cette comparaison ; en France, on parle des droits de l'homme, au Québec des droits de la personne.

Georges POIRIER

L'art, un rempart face au suicide?

DES ENJEUX



DE SOCIÉTÉ

La prévention du suicide est un défi commun à la France et au Québec. L'art peut-il être un rempart? C'est la volonté de Fol'Art.

À Poitiers, en décembre, plusieurs spécialistes québécois sont intervenus au troisième congrès international de la francophonie sur la prévention du suicide. Notamment Michel Tousignant, chercheur au CRISE (Centre de recherche et d'intervention sur le suicide et l'euthanasie) à l'UQAM et Monique Séguin de l'UQO (Outaouais) qui a développé un programme sur la postvention du suicide en milieu scolaire. L'art peut-il être un rempart? C'est l'idée de Fol'Art, initiée à Caen en 1999 et qui s'inspire des œuvres de l'artiste peintre normande Yvonne Guégan décédée en mars. Elle a notamment réalisé des dessins bouleversants sur le milieu psychiatrique. À la suite de collabora-



Ouest-France

Le colloque à Caen.



Georges Poirier

Guillaume Grandazzi, Michael Sheedan, François Bertrand et Gunter Gorhan lors de la soirée "Regards croisés" organisée à la Délégation générale du Québec.

tions, l'association Fol'Art Amériques est née en novembre 2004. Des journées rencontres ont réuni 300 personnes à Montmagny et Saint-Jean-Port-Joli. Soutenues par la Commission permanente franco-québécoise, les associations Fol'Art ont tenu un colloque à Caen le 12 mars et des journées franco-québécoises à Chaville les 18 et 19 mars. Et il y a eu une table ronde « *Regards croisés* » à la Délégation générale du Québec, dédiée à la mémoire d'Yvonne Guégan. Elle était animée par Gunter Gorhan, juriste et philosophe à Paris. Pour le juge québécois Michael Sheehan, « *le suicide est un problème de société et non individuel. il faut avoir une attitude préventive, intervenir en amont et être conscient du danger psychologique de la personne en mal être* ». Sociologue à l'Université de Caen, spécialiste des vulnérabilités dans les sociétés

contemporaines, Guillaume Grandazzi estime qu'il « *n'y a pas de spécialistes du suicide à proprement parler, il n'y a pas de compétences spécifiques mais il faut être à l'écoute. L'art, dans la perspective de la création, est vue comme une alternative au suicide* ». Même si « *l'art thérapie a beaucoup de mal à être institutionnalisé et reconnue comme un élément de prévention dans le domaine médical* ». À Québec, le psychologue François Bertrand a instauré le programme « *Vincent et moi* » (en référence à Van Gogh) pour aider les personnes souffrant de troubles psychiques. « *L'art, ce n'est pas toujours beau, c'est fait pour exprimer ce que l'on a à dire* », dit-il. L'objectif à atteindre est de « *stabiliser l'état mental. Le fait d'exposer les œuvres est une occasion de revivre le regard et le jugement des autres* ». ●

Avec Chantale MORIN



EN FRANCE

Selon un rapport publié mi-mars par l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale), le suicide fait près de 11 000 morts par an en France. Un chiffre stable avec une pointe à 12 585 en 1986 (cf le *Quid*). Par tranche d'âge, 65% des décès par suicide interviennent entre 25 et 64 ans, 30% après 64 ans et 5% avant l'âge de 25 ans. Aujourd'hui, les taux de décès par suicide sont six fois plus élevés après 85 ans qu'entre 15 et 24 ans. Il apparaît que 80 à 100% des suicidés souffrent de troubles mentaux, surtout sous forme de dépression mais tous les dépressifs ne vont pas se suicider. Chez les personnes âgées, l'isolement social, la perte d'un être cher peuvent expliquer le passage à l'acte qui est, néanmoins surtout le fait de personnes psycho-rigides guère prêtes aux expériences nouvelles. C'est la technique de « *l'autopsie psychologique* » dans l'entourage qui permet de mieux comprendre les facteurs de risques pour prévenir le suicide.

AU QUÉBEC

Selon *L'annuaire du Québec 2005*, le suicide est « *une catastrophe humaine et sociale* » Avec un taux de 18,3 pour 100 000 habitants, c'est le taux le plus élevé au Canada. Néanmoins, selon des chiffres publiés par la presse québécoise début février, ce taux de suicide qui a connu une forte hausse au Québec jusqu'en 1999, s'est stabilisé et a même fléchi depuis 2000. En 2002, 1362 Québécois ont mis fin à leurs jours : 1067 hommes et 295 femmes. « *La progression observée des suicides au Québec s'explique par l'augmentation fulgurante de la suicidalité des hommes* », expliquent, dans *l'Annuaire du Québec*, les experts de l'INSPQ (Institut national de la santé publique au Québec). C'est la première cause de mortalité chez les hommes de 15 à 39 ans. La mortalité par suicide est plus importante dans les régions rurales (l'Abitibi-Témiscamingue a le taux le plus élevé) et la hausse est « *fulgurante* » chez les Inuit du Nunavik.

LES 24 ET 25 MAI À QUÉBEC

Un forum franco-québécois

DES ENJEUX



DE SOCIÉTÉ

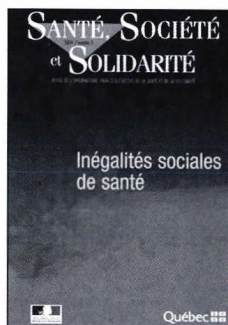
Plus de 300 experts sont attendus les 24 et 25 mai à Québec pour un forum franco-québécois intitulé « Vieillesse et santé, idées reçues, idées nouvelles ».

Une initiative ministérielle.

Philippe Couillard, ministre québécois de la Santé et des Services sociaux, avait reçu, il y a un an, son homologue français en mission d'information sur les questions de réforme du système d'assurance maladie. Le ministre québécois, lui, voulait en savoir plus sur l'expérience française en matière de partenariats public-privé dans la gestion hospitalière et les services de santé. Car, au Québec, on s'interroge aujourd'hui sur une introduction du secteur privé comme prestataire de services dans le réseau de la santé. D'où

l'idée d'un forum franco-québécois. Depuis, le thème a mûri. Le forum est désormais intitulé « Vieillesse et santé : idées reçues, idées nouvelles ». En effet le vieillissement des populations est un défi commun auquel doivent faire face les réseaux français et québécois de santé (lire pages suivantes, notre dossier « Regards croisés sur l'aide aux personnes âgées »).

Ce forum se déroulera au Palais des congrès de Québec et accueillera, sur invitation, quelque 300 experts et acteurs du secteur santé. ●



Éditée en début d'année par l'Observatoire franco-québécois de la santé et de la solidarité, cette revue thématique (2004/2) a été coordonnée par la Québécoise Maria de Koninck (Université Laval) et la Française Dominique Polton directrice de l'Institut de recherche et de documentation en économie de la santé (IRDES). Des experts des deux pays expliquent la construction des inégalités sociales de santé, la question de l'accès aux soins, des cancers professionnels, les processus de précarisation, la conciliation travail/famille, etc. (14 euros)

OFQSS/IRDES, 10 rue Vauvenargues, 75018 Paris. ofqss@irdes.fr

LES 7 ET 8 AVRIL À SAINT-MALO

« Familles et alcool »

Après « les traumatismes au quotidien », avec l'intervention de thérapeutes québécois grâce au concours de France-Québec (FQM n°126), nouvelle édition de Vents d'Ouest à Saint-Malo les 7 et 8 avril. Ce congrès international francophone aura pour thème « Familles et alcool ». Les intervenants québécois : Paulette Chayer Gélinau, psychothérapeute à Québec, conceptrice et coordonnatrice d'un programme de traitement pour alcooliques/toxicomanes et la famille; Line Caron, chef d'équipe, à Baie-Comeau, en prévention et promotion de la santé; Clément Guèvremont, psychothérapeute à Montréal, co-directeur

d'Option une alternative à la violence conjugale; Solange Keighan, psychologue, spécialiste des questions de délinquance, toxicomanie et psychiatrie; Frédéric La Belle, thérapeute familial à Montréal; Fabienne Moreau, psychothérapeute à Québec pour alcooliques/toxicomanes et la famille. ●

Renseignements et inscriptions à Pégase Processus Centre de Psychothérapie, de Formation et de Recherche, 19 rue J-M d'Orange 22000 Saint-Brieuc. tél. : 02 96 78 37 05 Fax : 02 96 78 68 47, courriel: pegaseprocessus@free.fr web : <http://pegaseprocessus.free.fr/>

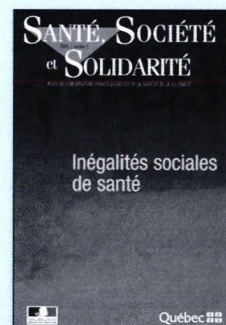
Des « maisons de naissance » en France?

Elles ont vu le jour il y a dix ans, à la suite d'une expérience menée à Povungnituk, dans le Grand Nord. Le Québec compte sept maisons de naissance : deux à Montréal, les autres à Gatineau, Mont-Joli, Saint-Romuald, Sherbrooke et Trois-Rivières. Aujourd'hui, elles croûlent sous les demandes. Une solution de rechange à la grossesse médicalisée. En dix ans, elles ont accueilli près de 8000 femmes. L'an dernier, les deux maisons de Montréal, à Pointe-Claire et à Côte-des-Neiges, ont dû refuser un millier de demandes.

« On ne veut pas dépasser 300 naissances par an pour rester à taille humaine », indique Marleen Dehertog, directrice de la maison de Côte-de-Neiges, un confort digne d'un café-couette, dans un vieux presbytère, théâtre d'une nouvelle revanche des berceaux. Chaque sage-femme à temps plein est responsable d'une quarantaine de suivis. Cette continuité des soins explique l'engouement. Et le nombre d'interventions reste limité au strict minimum : pas d'échographie à répétition, moins de perfusions, pas de péridurale. Les maisons de naissance écartent toute grossesse à risque.

Un projet de maison de naissance est à l'étude en France, à Rennes. Élisabeth Drévès de Côte-de-Neiges pilote ce dossier avec des professionnels français. « On espère ouvrir d'ici quatre ans, si on aboutit ce serait un première en France », explique Christiane David, sage-femme à la clinique de la Sagesse à Rennes. ●

Jérôme LOURDAIS



L'Observatoire franco-québécois de la santé et de la solidarité a publié l'automne dernier ce n°2004/1. Il fait l'état des lieux sur la fécondité et les politiques publiques des deux pays, il aborde le rôle des sages-femmes et présente les expériences novatrices de part et d'autre. « Des défis communs, des réponses différentes » lit-on dans l'éditorial. (14 euros).

Regards croisés sur l'ai

DES ENJEUX



DE SOCIÉTÉ

La France et le Québec font face au vieillissement de leur population. Les soins médicalisés, de plus en plus performants, amènent les gens à vivre plus longtemps. D'où des modifications importantes à prévoir afin d'assurer la prise en charge des aînés à long terme. État des lieux.

Les services médicalisés

Au Québec, le ministère de la Santé et des services sociaux (MSSS) est la seule autorité compétente en la matière. Il répartit les fonds dans les différentes régions régionales (RRSSS) qui établissent les priorités, coordonnent les activités des établissements et des

Quelques chiffres

- Au Québec, en 2002, il y avait 13% de la population qui se situait dans la tranche des 65 ans et plus. En 2041, on prévoit un accroissement qui les porterait à un niveau d'environ 30% de la population totale.
- En France, en 2000, 16% de la population était âgée de 65 ans et plus. En 2040, les estimations porteraient ce nombre à 28% de la population totale.
- En 10 ans, de 1993 à 2003, le nombre de lits pour l'hébergement et de soins longue durée dans les établissements publics et privés conventionnés a chuté de près de 5000 lits alors que la population âgée ne cesse de croître.
- Il y a actuellement dans tout le Québec 547 centres hospitaliers de soins longue durée.
- Près de 4% des 65 ans et plus vivent dans des centres hospitaliers de soins de longue durée (CHSLD), un peu plus de 8% vivent dans des résidences privées avec services.
- Plus de 20% des aînés font du bénévolat, ce sont eux qui donnent le plus d'heures de soutien et d'entraide.

À LIRE

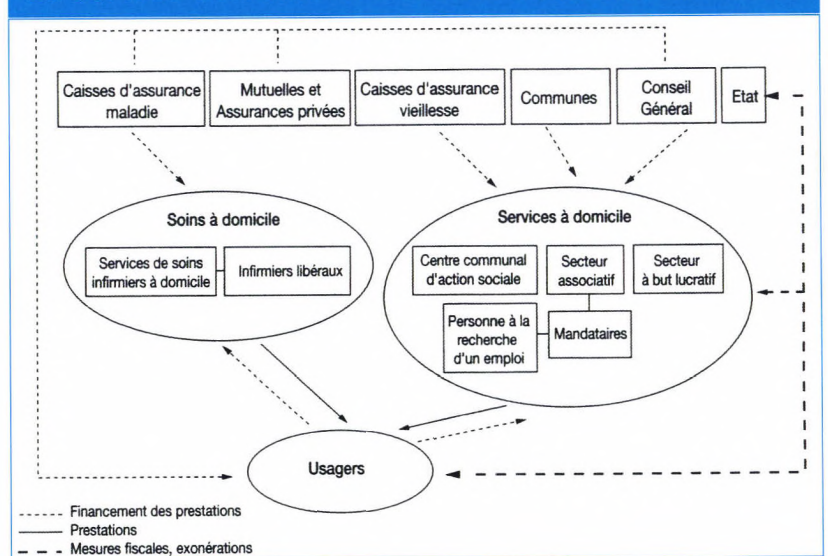
Un portrait de la santé des Québécois de 65 ans et plus

CHANTAL LEFEBVRE

Institut national de la santé publique du Québec, 2003.

Disponible en ligne : <http://www.inspq.qc.ca>

Le service de soins et d'aide à domicile en France



organismes d'aide. Les centres locaux de services communautaires (CLSC), les centres hospitaliers, les centres d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) sont tous rattachés à une RRSSS.

Les CLSC gèrent les services d'aide à domicile et quelques services médicaux de base qu'ils offrent en clinique. Une ligne téléphonique Info-Santé est à la disposition de tous 24h sur 24h et permet de faciliter les services offerts par la suite. Les centres hospitaliers sont la porte d'entrée du système de prise en charge, alors que les CHSLD accueillent les cas de perte sévère d'autonomie. Des services temporaires sont offerts par les CHSLD tels les centres de jour qui offrent répit et ressourcement aux proches et à la famille en charge de l'aîné et les hôpitaux de jour qui offrent des périodes temporaires (2-3 mois) de traitements sporadiques ou de convalescence. Du côté des soins à domicile, le Québec est en train de normaliser ce secteur et collabore avec les hôpitaux et les CLSC à l'élaboration et au développement de ces services spécialisés.

En France, contrairement au Québec, les secteurs public et privé coexistent pour fournir les soins nécessaires. Ici, l'accent est mis sur les soins à domicile afin d'offrir un service plus personnalisé et ainsi éviter aux patients de subir les inconvénients d'un déplacement pour une visite médicale ou pour des soins thérapeutiques. Les services publics de

soins infirmiers à domicile (SSIAD) pour les cas de perte d'autonomie modérée sont assurés par l'assurance maladie. Le nombre de place reste néanmoins insuffisant et le secteur privé gère actuellement plus de 65% des services sur prescription. Les soins longue durée sont offerts à 93% par des hôpitaux publics. Comme au Québec, ce sont les cas les plus lourds qui y sont prioritaires.

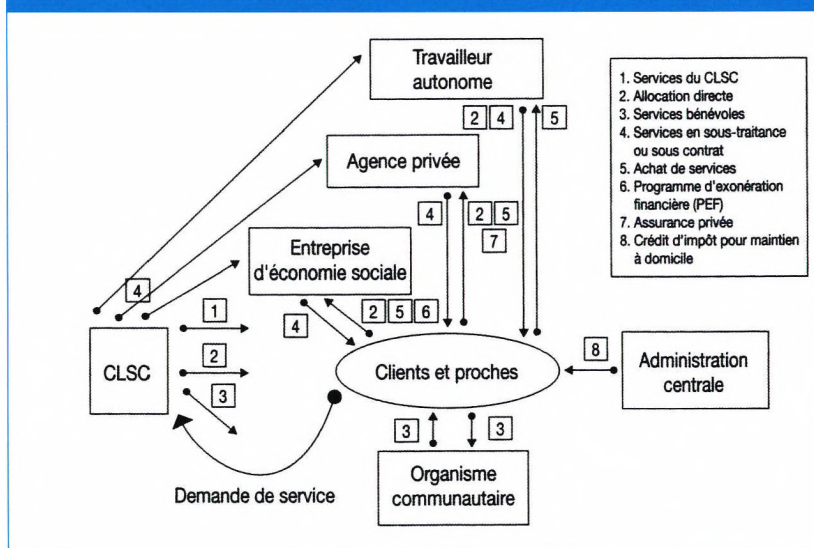
Les services sociaux

Au Québec, cette prise en charge est assurée par les CLSC. Ils sont le pivot des autres intermédiaires puisqu'ils connaissent toutes les actions mises en œuvre sur leur juridiction. Le CLSC peut être en lien direct avec les particuliers pour les services offerts ou faire appel à un sous-traitant pour un ou plusieurs services. Il reste néanmoins le principal pourvoyeur de soins et de services en matière de maintien à domicile tant médicaux, infirmiers, psychosociaux ou d'assistance personnelle.

En France, les soins et services à domicile sont assurés par une multitude d'acteurs dont l'intervention n'est pas forcément coordonnée autour du bénéficiaire. Le graphique ci-dessus traduit l'éclatement du système français renforcé par la complexité des mécanismes de financement. Ces soins ne sont accessibles que sur prescription médicale. Quant aux services, ils peuvent être

de aux personnes âgées

Le service de soins et d'aide à domicile au Québec



sonnes âgées seront adaptées et suffisantes pour l'avenir. La demande du maintien à domicile le plus longtemps possible est très important. Il faut s'assurer à l'avenir de la qualité des services offerts, d'un financement efficace mais aussi d'un support de plus en plus important aux aidants afin que ceux-ci restent la source principale d'aide pour les tâches quotidiennes. Il faudra aussi certainement envisager d'augmenter le financement et les aides sociales apportées car, bien que le maintien à domicile soit moins onéreux pour l'État, il reste qu'il ne faut pas transférer toutes les charges sur la personne nécessiteuse. ●

Chantale MORIN

réguliers ou ponctuels. Pour les besoins d'aide domestique, l'aide se distingue en deux catégories de cas : les pertes d'autonomie légère et sévère. Les premiers s'adressent à leur caisse de retraite alors que les seconds bénéficient de l'allocation personnalisée à l'autonomie (APA) nouvelle version de la PSD. Cette dernière est attribuée en fonction de l'évaluation de la grille AGGIR qui détermine le niveau d'autonomie de la personne.

Soutien aux « Aidants naturels » ou « soignants »

Sur ce point, le Québec offre d'avantage de soutien aux proches que la France : les CLSC proposent des services d'aide et du support moral aux aidants ; des périodes de répit sont proposées par le service d'hôpitaux de jours ; mais aussi à travers des organismes de charité qui apportent leur soutien de gardiennage notamment. Une récente prise de conscience française se fait sentir par rapport au rôle primordial des soignants. La volonté de créer un réseau d'aide, de soutien et d'information est en croissance. Pour l'instant, ni le soutien psychologique, ni l'aide au répit ne bénéficient de financements. Certaines possibilités d'hébergement temporaire existent afin d'offrir un peu de répit aux aidants dans les résidences d'hébergement. Par contre, ce type de résidence n'offre pas de service médicalisé spéci-

fique et n'est donc accessible qu'aux personnes en légère perte d'autonomie.

Coordination des services

Au Québec, les CLSC gèrent déjà les services à domicile et petit à petit les soins à domicile. Ils souhaitent accentuer davantage les soins : qu'ils soient préventifs, curatifs, de réadaptation ou palliatifs; les services sociaux et renforcer l'implantation locale, tant administrative que financière. L'objectif est de généraliser le système de guichet unique comme seul point d'entrée dans le système afin d'éviter l'engorgement aux urgences.

En France, le système est largement centré sur les établissements hospitaliers. Le cloisonnement entre les secteurs sanitaires et sociaux et les conceptions divergentes des professionnels dans ce secteur ne facilitent pas la coordination. L'idée du guichet unique a récemment progressé : depuis 2000, la création de Centres locaux d'information et de coordination (CLIC) démontre l'efficacité de la coordination. La France et le Québec font cependant face à un important problème de financement pour que tous les demandeurs puissent en bénéficier et assurer la pérennité de l'aide à domicile en vue du vieillissement de la population.

Perspectives

Il est difficile de prévoir si les mesures prises actuellement en faveur des per-



Philippe Douste-Blazy s'inspire du « baluchon québécois »

Le 9 mars, le ministre français des Solidarités, de la Santé et de la Famille, Philippe Douste-Blazy, a présenté un fascicule de 98 pages intitulé « *La France des proximités* ». À la fois un programme d'action et une liste de propositions pour « *faciliter la vie quotidienne des Français* » depuis les services de garde de jeunes enfants jusqu'aux structures pour personnes âgées dépendantes.

À propos des personnes âgées, Philippe Douste-Blazy privilégie parmi ses « *axes stratégiques* », le développement de nouveaux services. Et là il fait référence à l'expérience québécoise. Il propose de favoriser le maintien à domicile « *comme le baluchon québécois qui permet à une auxiliaire de vie de s'installer tour à tour chez plusieurs familles ayant des personnes âgées à charge afin d'améliorer ses revenus tout en allégeant le coût pour les familles qui en partagent la charge* ». Autrement dit, souligne le quotidien *Le Figaro*, « *il s'agit de faire appel, pour une journée ou quelques semaines, à un intérimaire qui s'installe à demeure pour prendre le relais auprès d'une personne âgée* ». ●

Cambrai / Châteauguay : Les 20 ans

Plus de 40 Cambrésiens, issus de l'association Cambrésis-Hainaut-Québec, se sont rendus au Québec pour célébrer les vingt ans du jumelage avec Châteauguay.

La première partie du séjour se déroula dans la région de Québec et un peu plus au nord à la Seigneurie du Triton. La deuxième partie du séjour se passa à Châteauguay. Une partie

des Cambrésiens furent logés dans une vingtaine de familles d'accueil. La ville québécoise hébergea à ses frais les autres visiteurs dans un magnifique manoir. Ils furent rejoints par trois adjoints au maire de Cambrai : Jean-Pascal Lerouge (tourisme et commerce), Mme Demontfaucon (jeunesse) et Bernard Clisson (sports). Ils rencontrèrent leurs homologues en

présence du maire de Châteauguay M. Pavone.

Le lendemain, la ville organisa un pique-nique au bord du lac Saint-Louis. Il y eût aussi une visite de la ville (église St-Joachim, Maison Lepailleur...) et une soirée protocolaire du jumelage.

Au retour, s'est déroulée une soirée souvenir. Dans deux ans, les Québécois seront reçus à leur tour dans le Cambrésis. ●



Laval / Laval : un calvaire mayennais sur l'île Jésus

Les 20 ans du jumelage, déjà soulignés par l'association (FQM n°131), ont été marqués également par une visite réciproque, en moins de deux mois, des élus des deux villes. La délégation québécoise conduite par

Normand Girard est venue en Mayenne au moment du festival des Uburlesques, associé au festival Juste pour rire de Montréal. La délégation française, pilotée par l'adjoint lavallois Alain Guinoiseau, s'est rendue à son

tour dans la ville jumelle. A cette occasion fut inauguré un calvaire mayennais offert par l'ARCEM (association de rénovation des calvaires en Mayenne). Il a été installé dans un parc du quartier Saint-François, là où le

premier habitant débarqua sur l'île Jésus, premier nom du territoire de la ville de Laval (Québec). Les présidents des deux associations étaient associés aux délégations municipales. ●



Le cadeau du maire de Laval (France), Roland Houdiard, à Normand Girard qui dirigeait la délégation québécoise.



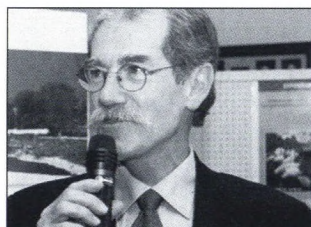
Les présidents des associations Guy Hubert (France) et Guy Ménard (Québec) ont renouvelé le pacte d'amitié devant les élus.



Montgeron / Magog : "Quand deux villes se rencontrent"



Ci-dessus, les deux groupes de peintres. Ci-dessous le conteur burkinabé et le maire de Montgeron Gérald Héroult.



Tel était le fil conducteur de la semaine culturelle française organisée à Magog par la ville jumelle de Montgeron (Essonne) du 20 au 30 octobre. Plusieurs associations de la ville ont accompagné la délégation officielle emmenée par son maire, Gérald Héroult.

Fête du théâtre, florilège de la chanson française du 20^e siècle, rencontre autour du conte francophone avec un conteur du Burkina, mais surtout création d'une toile sur le thème « *Quand deux villes se rencontrent* ». Deux groupes de peintres ont travaillé de long mois en amont, pour réaliser ce diptyque en quatre jours. Aucun autre mot n'a pu être trouvé pour qualifier cette se-

maine que : communion. Inoubliable pour les 30 Montgeronnais qui composaient la délégation. Pour les membres de France-Québec-Essonne, qui ont accompagné la préparation et la réalisation de cette semaine, en présentant une exposition de l'Essonne, une des caractéristiques de cette aventure réside dans la qualité des partenariats établis avec d'autres structures essonniennes, comme la Maison d'Alphonse Daudet et le conseil général pour soutenir la Ville de Montgeron.

La même exposition de photos sur l'Essonne a été ensuite présentée à Repentigny, jumelée à Evry. Un bel exemple de l'utilité du réseau France-Québec. ●



L'ESSENTIEL

Création des bourses Zellidja/France-Québec pour les 16-20 ans • Forte participation au second séminaire sur les lieux de mémoire • Plusieurs associations engagées auprès de handicapés pour soutenir leurs voyages au Québec • Plus de 250 000 visiteurs devant les stands franco-québécois sur les marchés de Noël • Grand-Quevilly/Vallée de Seine-Québec fête ses 30 ans et Montpellier-Hérault-Québec ses 10 ans •

LA RENCONTRE DES BUREAUX NATIONAUX

Un "réseau" franco-québécois

Les bureaux nationaux des associations France-Québec et Québec-France ont tenu leur rencontre annuelle à Québec. L'occasion d'échanger sur les sujets d'intérêt commun, en particulier les programmes pour les jeunes et les actions menées dans les deux pays. Ce « bureau commun » s'est terminé par une rencontre avec le Consul général de France François Alabrune et le directeur France du ministère québécois des Relations Internationales Bertrand Juneau. •



Jacques Racine, président de Québec-France, Bertrand Juneau, François Alabrune et Jean-Michel Hercourt, président de France-Québec.

Rencontre avec Denis Gervais, en charge des relations internationales de la ville de Québec.



Rencontre à Montréal avec le secrétaire général de l'OFQJ, Alfred Pilon.



Le Consul général de France à Québec a invité le bureau de France-Québec à un petit-déjeuner de travail.



Rencontre à l'Espace Félix Leclerc avec la directrice Nathalie Leclerc et le chanteur Julio Beaucarne, de passage.

Photos Georges Poirier

5-7 MAI

L'A.G. à Paris

L'Assemblée générale annuelle de France-Québec se tiendra du 5 au 7 mai à Paris (une convocation personnelle sera adressée aux adhérents).

JEUDI 5 MAI

14 h-18 h : inscriptions à la mairie du IX^e arrondissement.
15 h-19 h : atelier sur les lieux de mémoire.
20h30-23 h : soirée musique et chansons.

VENDREDI 6 MAI

9 h-10 h 30 : Rapports généraux.
11 h-13 h : quatre ateliers (vie et fonctionnement de l'association, jeunes et stages, culture et francophonie, enjeux de société).
13 h 15-14 h 15 : déjeuner au Palace-Montmartre.
14 h 30-15 h 30 : adoption des orientations des ateliers.
15 h 30-16 h 30 : présentation des candidats au conseil, suivie des opérations de vote
17 h-18 h : séquence-infos.
19 h 30 : dîner de gala à l'Hôtel de ville de Paris.

SAMEDI 7 MAI

8 h : réunion du conseil.
9 h 30 : séance de clôture à l'Assemblée nationale (salle Victor Hugo, 101 rue de l'Université). Résultats des concours, proclamation des finalistes du prix littéraire 2005, vote pour la ville de l'AG 2006. Conférence *Paris, le Québec et la Francophonie* par Louis Dupont, universitaire québécois professeur à la Sorbonne. Discours de clôture de Clément Duhaime, Délégué général du Québec.
12 h 30 Déjeuner au restaurant de l'Assemblée nationale.
15 h-18 h : excursions, réunion du travail du conseil.
20 h : dîner et soirée de clôture (buffet du trappeur et DJ) au Palace-Montmartre. •

Le conseil national élargi

Le conseil élargi de France-Québec qui rassemble, entre deux assemblées générales, administrateurs nationaux et présidents des associations régionales, s'est tenu le 11 décembre.



“Partenariats”, ce fut le mot-clé du discours du Délégué général du Québec, Clément Duhaime, ici au côté du président de France-Québec, Jean-Michel Hercourt.



Au siège national

Passage de relais pour la direction du siège, entre Hélène Frouard et Isabelle Jarnier.



Prenant sa retraite, la secrétaire du siège, Danielle Lallemand chaleureusement félicitée par Clément Duhaime et Jean-Michel Hercourt.

Les trois coordonnateurs québécois aux programmes, Simon Charland, Chantale Morin et Brigitte Saint-Pierre avec le vice-président échanges Michel Mady.



Les partenariats



L'intervention des deux secrétaires généraux de l'OFQ, Emmanuelle Perès (France) et Alfred Pilon (Québec).

Gilbert Pilleul, vice-président culture remet le chèque de soutien au président de l'ADIFLOR, le sénateur Louis Duvernois, résultat de la participation à la dictée francophone 2004.



Jean-Yves Carenini
(voyagiste Protravel)



La représentante
des Bourses Zellidja



Yvon Bourgeois
(SIQ immigration)



Grâce à la Délégation générale du Québec, plusieurs présidents d'associations ont bénéficié d'une visite guidée de l'exposition Inuit au Trocadéro.



NOUVEAU

Des bourses Zellidja France-Québec

Tu souhaites découvrir le Québec seul, pour mieux aller à la rencontre de l'autre, parcourir les terres rêvées... Tu peux obtenir une bourse de voyage Zellidja / France-Québec. Il te faut :

- * Avoir entre 16 et 20 ans au plus l'année du 1^{er} voyage
- * Partir seul(e) pour une durée minimale d'un mois
- * Présenter un projet de voyage pour un mois au moins, un sujet d'étude précis portant sur le thème de ton choix, un budget recettes/dépenses.
- À ton retour de voyage, il sera demandé :
 - * un journal de route,
 - * un rapport d'étude
 - * et les comptes détaillés.

L'appui de France-Québec

Si tu es adhérent de France-Québec au moment du dépôt de ton dossier, tu pourras bénéficier :

- du soutien du réseau France-Québec
 - des conditions privilégiées du partenaire voyageur de France-Québec
 - du soutien d'un membre de ton association régionale au moment du jury de sélection.
- Et si ton projet est retenu :
- d'un guide gratuit « Premiers pas au Québec »
 - d'une assurance gratuite (MAIF) pour tout ton séjour
 - de la possibilité, si tu le souhaites :
 - de diffuser ton journal de route en temps réel sur le site de France-Québec
 - de publier le résultat de ton étude dans *France-Québec Magazine*

Une chance pour l'avenir

Réaliser un tel voyage c'est faire preuve de tempérament, d'audace, et d'intelligence, des qualités qui te serviront toute la vie et te permettront de te sortir de bien des situations.

Si ton projet est accepté

Tu recevras une Bourse pouvant s'élever jusqu'à 1000 euros et tu bénéficieras des soutiens de l'Association des lauréats Zellidja et de France-Québec (conseil pour la préparation du voyage, adresses utiles, lettres de recommandation). ●

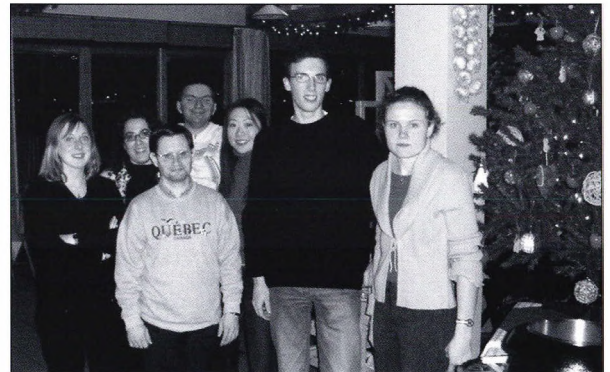
Alsace-Québec et Paris-Québec Des jeunes fêtent Noël ensemble

Le samedi 5 décembre a eu lieu la première rencontre entre le comité des jeunes de Paris-Québec avec à leur tête Marine, et celui d'Alsace-Québec à Strasbourg, animé par Nicolas.

Les jeunes de Paris-Québec, accompagnés de leur président Gilbert Pilleul, ont été accueillis par Jean-Yves Marchal, président d'Alsace-Québec, par Pascale Chateau, responsable des stages, et Nicolas Guillerme, correspondant jeunesse régional.

Ils ont pu visiter le marché de Noël de Strasbourg mais aussi celui de Riquewhir, en passant par Obernai. Ils ont dégusté quelques plats alsaciens au repas du midi lors de la journée d'excursion dans les villages alsaciens. Le Mont Saint-Odile, haut lieu d'Alsace, a également fait parti des monuments visités.

Les jeunes se sont retrouvés le soir au restaurant afin de participer avec leur président, au repas de Noël d'Alsace-Québec où Sophie, adhérente d'Alsace-Québec a merveilleusement chanté. Tout ce monde s'est séparé le dimanche soir mais cette première rencontre entre Paris-Québec et Alsace-Québec en appelle d'autres, tout au long de l'année.



Un voyage à Paris sera également à l'ordre du jour.

Cette rencontre constitue un premier pas dans le but que s'est fixé le Comité des Jeunes de France-Québec (C.J.F.Q.) au niveau national. Il s'agit de favoriser les rencontres bilatérales entre les jeunes des régionales de France-Québec afin qu'ils aient plaisir à appartenir à France-Québec.

En se rencontrant et en partageant leurs expériences et leurs attentes également au sein du réseau France-Québec, les jeunes apporteront une nouvelle énergie dans l'association et prendront ainsi plus de plaisir à se rencontrer lors des assemblées générales et congrès de France-Québec et Québec-France. ●

Les réactions des présidents

Jean-Yves MARCHAL, président d'Alsace-Québec : « Belle ambiance au Restaurant « *Le Baggersee* » à Strasbourg, le 5 décembre, où Alsace-Québec fêtait Noël en compagnie d'un groupe de jeunes de Paris-Québec accompagnés de leur président et vice-président de France-Québec, Gilbert Pilleul. Une soirée rencontre avec un souper convivial et une animation musicale réussie qu'il conviendrait de renouveler entre régionales et entre jeunes. »

Gilbert PILLEUL, président de Paris-Québec : « J'ai passé deux très bonnes journées et je tiens à remercier tout le monde. Je crois surtout que nous avons trouvé une voie pour « accrocher » les jeunes et je pense qu'il faut multiplier ces rencontres entre régionales et les jeunes. Il faut aussi utiliser au mieux Internet! Alors à bientôt. » ●

Un bulletin du CJFQ

Le C.J.F.Q. a édité son deuxième bulletin interne destiné aux jeunes de France-Québec et diffusé aux correspondant(e)s jeunesse des régionales ainsi qu'aux président(e)s de celles-ci. Il deviendra un facteur important dans le développement et l'intégration des jeunes qui verront ainsi leurs activités mentionnées. Les jeunes désirant faire part de leurs manifestations et activités jeunesse peuvent transmettre des articles et des photos. Pour les événements jeunes plus importants, ceux-ci pourront être publiés dans *France-Québec magazine*. Pour les jeunes ne possédant pas de correspondant(e) jeunesse au sein de leur association et désirant recevoir le bulletin, adressez un courriel à Frédérique Valée, présidente du C.J.F.Q. et directrice éditoriale frederique.v@wanadoo.fr ou à Nicolas Guillerme, rédacteur guillerme.nicolas@free.fr ●

Des lieux qui font

Le deuxième séminaire sur les lieux de mémoire communs franco-qubécois a rassemblé plus de 70 personnes fin octobre à Aix-en-Provence.

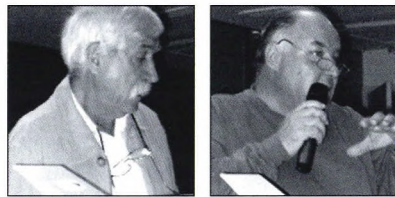


Jeannine Ouellet, Janine Giraud-Héraud, Gilbert Pilleul, Henri Réthoré, Marcel Masse et Jean-Michel Hercourt lors des regards croisés franco-qubécois.

Durant trois jours, il y eut des échanges particulièrement riches lors de ce deuxième séminaire. Une nouvelle fois, l'équipe de Terre-de-Provence-Québec avait bien fait les choses sous la houlette de sa présidente Janine Giraud-

franco-qubécoise des lieux de mémoire communs, Marcel Masse (Québec) et Henri Réthoré (France) et des président et vice-président nationaux de France-Québec Jean-Michel Hercourt et Gilbert Pilleul que se sont tenus les travaux.

Contrairement aux idées reçues, la terrible défaite de septembre 1759 est autant imputable à Montcalm qu'au marquis de Vaudreuil, gouverneur de l'époque. Sans oublier le désengagement total du Royaume de France vis-à-vis de cette Nouvelle-France.



Quelques-uns des « dénicheurs » de lieux de mémoire : Gérard Prétrot (Picardie), Jacques Nortier (Normandie), Jean-Paul Macouin et Hubert Charron (Ile-de-France).

Sur les 70 participants, près de 50 étaient venus de toute la France, représentant une vingtaine d'associations. Et une douzaine de Québécois étaient présents, en particulier Margot Bolduc et Jeannine Ouellet de Québec-France, Esther Taillon directrice de la Fédération québécoise des sociétés de généalogie du Québec, Marcel Fournier président de la Société de généalogie canadienne française de Montréal, l'historien Alain Roy de l'Université Laval, Yves Beauregard directeur de la revue Cap-aux-Diamants...

La seconde journée débuta par un inventaire des lieux de mémoire en régions. Une quinzaine de « dénicheurs » ont notamment présenté leurs découvertes. L'après-midi fut consacré à l'institution-mémoire qu'est la Marine nationale avec une belle escapade à Toulon (lire page suivante).

La troisième journée commença par un approfondissement du projet de cartes régionales (réalisation et perspectives). Il y eut ensuite un échange général entre Français et Québécois, experts et responsables associatifs : des « regards croisés » de grande qualité. « Remettre au jour ensemble, de part et d'autre de l'Atlantique, des lieux de mémoire communs ; c'est d'abord s'appuyer sur ce qui fait lien », souligne Janine Giraud-Héraud.

Accueilli au Centre des archives d'Outremer par Martine Cornède, conservateur général, le séminaire s'est ouvert sur le rôle et la place des associations entre terrain et recherche. Suivit une passionnante conférence de Georges Savarin de Marestan, descendant de la famille de Montcalm. Il retraça l'histoire des Montcalm, de Saint-Véran aux plaines d'Abraham.

Sur ces chemins de mémoire, la place du réseau associatif est évidente, en concertation avec les historiens, archivistiques, généalogistes, etc. pour éviter

Un premier séminaire au Québec

À leur tour, les Québécois ont tenu, à Trois-Rivières, leur premier séminaire sur les lieux de mémoire communs, à l'initiative de Marcel Fournier et de Margot Bolduc. Des historiens et les responsables d'associations de Québec-France et de généalogistes ont échangé. En point d'orgue, une conférence de Michel Lessard, spécialiste du patrimoine.



Les participants au séminaire, devant le Centre des archives d'Outremer à Aix-en-Provence.

TOULON : la Marine institution-mémoire



A. Roy



G. Savarin



M. Fournier



J.P. Rioux



J. Morichon, E. Taillon, M. Bolduc

des maladresses par méconnaissance. La soirée de clôture de ce deuxième séminaire s'est déroulée à la salle des États de Provence, à l'hôtel de ville d'Aix. Après le chaleureux accueil des élus, l'historien Jean-Pierre Rioux, directeur de la revue *XX^e Siècle* et inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale, a donné une conférence magistrale sur Histoire et mémoire. Devant plus de 150 personnes, dont de nombreux responsables associatifs de la région, en particulier France-Lousiane-Provence-Américanie.

La dernière note fut un magnifique concert baroque donné par l'ensemble musical Les Festes d'Orphée, sous la direction de Guy Laurent. ●



Maître d'œuvre du séminaire, Janine Giraud-Héraud félicitée à l'issue de la conférence finale, en particulier par Robert Trudel conseiller politique à la Délégation générale du Québec et Marcel Masse.

S'il y a bien une institution-mémoire, c'est la Marine nationale. À ce titre, les participants au deuxième séminaire sur les lieux de mémoire communs ont passé un après-midi à Toulon. Avec une visite de l'Arsenal, du Conservatoire du commissariat de la marine et de la frégate Montcalm, du nom de l'illustre provençal parti au Québec au XVIII^e siècle.

« *La Marine a été si intimement liée à l'histoire du Canada, a expliqué le Commissaire général de la Marine Jean-Marie Huille en préambule de sa conférence, que parler de son rôle dans le développement de la Nouvelle-France reviendrait à parcourir toute l'histoire de la colonie* ». Non seulement les cadres de la Nouvelle-France relevaient de la Marine Royale mais c'est « *elle qui a fourni en bonne partie le personnel qui a administré le pays* ». Tous les gouverneurs et intendants relevaient du ministre de la Marine, cinq d'entre eux étaient des marins dont Ange Duquesne de Menneville, natif de Toulon.

Au-delà des missions de liaisons et d'escorte entre la France et la colonie, ce sont les compagnies Franche-de-la-Marine qui assuraient la défense du territoire tandis que nombre de constructions, forts et aménagements étaient l'œuvre d'ingénieurs du Roy, eux-mêmes officiers de marine. Tels G.J. Chaussegros de Léry et R.N. Levasseur, originaires de Provence, à qui l'ont doit les seuls vaisseaux réalisés en Nouvelle-France avant la Conquête anglaise.

Aujourd'hui, la frégate Montcalm, troisième du nom, est un des fleurons de la Marine nationale, conçu pour assurer prioritairement la défense anti sous-marine d'un groupe aéronaval. À bord est conservé le portrait et la devise de Montcalm (« *mon innocence est ma forteresse* »). Et surprise de l'accueil sur le pont, la présence d'un officier canadien par fidélité à la tradition, mémoire vivante de l'illustre lieutenant-général qui donna sa vie devant Québec pour la défense des Canadiens français. ●



Croisière dans la rade de Toulon.



Conférence à la Corderie Royale par Jean-Marie Huille, Commissaire général de la Marine.



Dîner au Cercle naval en présence du capitaine de vaisseau Deluzarches, commandant de la frégate Montcalm.

Cinq rencontres régionales



La rencontre Ouest à la Flèche (Sarthe) en présence du maire Guy-Michel Chauveau.

Depuis le deuxième séminaire d'Aix, cinq rencontres régionales ont eu lieu dans les cinq grandes régions... téléphoniques : successivement à Paris, La Flèche, Aix, Langres et Bergerac. Ces rencontres permettent de faire le point sur le projet des cartes régionales avant l'atelier prévu le 5 mai, à la veille de l'assemblée générale de France-Québec.

L'appui du réseau aux



DES ENJEUX

DE SOCIÉTÉ

Enjeu de société s'il en est, la solidarité est un maître-mot au sein du réseau associatif. Elle s'est exprimée lors de la tempête de glace au Québec (FQM n°108). Envers des jeunes en difficulté avec l'initiative de Vaucluse-Provence-

Québec (FQM n°132). Après l'exemple de Côte-d'Opale-Québec (FQM n°125), plusieurs autres associations régionales se sont aussi mobilisées pour soutenir le voyage au Québec de personnes ayant un handicap.

Périgord-Québec

Le projet Handicap au Québec

Il y a presque un an que le projet a été lancé et il devrait se concrétiser l'automne prochain. Le comité de jumelage Bergerac-Repentigny, que préside Dominique Rousseau co-président de Périgord-Québec, veut amener outre-Atlantique une dizaine de personnes atteintes de handicaps différents (malvoyants, accidentés du travail, infirmes moteurs...). En partenariat avec les associations locales Reconnaissance du handicap en Bergeracois et l'association des sourds et malentendants.

Ce projet, baptisé « Handicap au Québec » vise à aller voir comment cela se passe là-bas. « Cela ne fonctionne pas comme chez nous », explique Dominique Rousseau. *D'abord on ne parle pas de handicapés mais de personnes qui ont un handicap* ». Ce voyage permettra de confronter les expériences à travers rencontres et visites. Ce sont les handicapés eux-mêmes qui consigneront les enseignements en préparant un mémoire qui sera remis aux autorités et institutions dans le but de faire évoluer les choses.

Une équipe médicale (médecin, infirmière psychique) ainsi que des personnes chargées de la logistique seront du voyage. Pour financer cette opération, le comité de jumelage multiplie les initiatives. En avril 2004, il y eût un concert avec Carolyne Jomphe, marraine du projet, des animations estivales, une soirée cabaret francophone en novembre, un stand lors des animations de fin d'année... Autre grand projet pour aider au financement du voyage : l'organisation du premier Printemps de la gastronomie francophone dont l'invité d'honneur, du 22 au 25 avril, sera bien sûr le Québec. ●

Pays Rochelais-Québec

Un comité franco-québécois pour l'intégration

Vice-président de Pays-Rochelais-Québec, Christian Rotureau revient du Québec où il a accompagné un groupe de cadres d'institutions pour déficients mentaux. « Pour faire toucher du doigt des fonctionnements différents et des alternatives ».



Christian Rotureau, président du CFQIPS, Rémi Blouin directeur régional de loisirs pour personnes handicapées des Laurentides, Isabelle Boivin, éducatrice spécialisée québécoise (en février au Québec).

Au Québec s'est développé l'accueil familial : « cette démarche humaniste repose sur des familles d'accueil, entrepreneurs individuels ayant un contrat avec l'État, un vrai métier bien payé et très contrôlé (il y a deux éducateurs pour douze familles). C'est différent des structures avec 40 ou 50 personnes. L'argent sauvé est réinvesti pour diminuer les listes d'attente et les neuroleptiques ont baissé des 3/4 ».

Organiser des voyages détudes ou

des séjours de personnes ayant une déficience intellectuelle, c'est la spécialité de Christian Rotureau. Éducateur spécialisé, il a fondé le Périscope à Bressuire puis Parthenay (Deux-Sèvres), une agence de voyages adaptés pour déficients mentaux qui comptera jusqu'à 1500 bénéficiaires par an et 25 salariés. En 1987, il a emmené une troupe de théâtre formée par ces personnes déficientes au Québec et depuis il a multiplié les liens.

En 2001, écarté du Périscope, il crée près de La Rochelle le CFQIPS (Comité franco-québécois pour l'intégration et la participation sociale) avec un conseil d'administration mixte : moitié Français, moitié Québécois, des éducateurs et des chercheurs pour « mutualiser les réflexions et les actions ».

À l'organisation de séjours s'ajoutent des stages de formation et d'échanges appuyés sur l'approche psychosociale québécoise. « Je suis allé chercher leur philosophie que j'ai retransféré », explique Christian Rotureau et maintenant ils viennent chercher notre pratique ». Car si, au Québec, Kéroul existe pour le tourisme des handicapés physiques (lire page 15), il n'y a pas l'équivalent du Périscope pour les handicapés mentaux.

Christian Rotureau, qui a repris en janvier les rênes de Périscope, aime travailler avec les Québécois : « Ils sont très pragmatiques, ils sont toujours dans la recherche-action ». ●

personnes handicapées

Alpes-Léman-Québec

“Va chercher bonheur au Québec”

Ils en ont rêvé... Et ils sont partis deux semaines. « C'était un défi incroyable. Ce fut une expérience formidable », résume *Le Dauphiné Libéré*. Il a suffi d'un article dans ce journal, en décembre 2003, pour qu'Alpes-Léman-Québec se mobilise. Avec leurs éducateurs, huit jeunes adultes en fauteuil du foyer de vie Le Goéland à Meythet, près d'Annecy, rêvent d'aller au Québec.

Intriguée, Christiane Mühl, vice-présidente d'ALQ, prend contact. « Et me voilà sollicitée pour la recherche d'un moyen de transport avec chauffeur pour dix-sept personnes dont huit en fauteuil roulant, et de centres d'hébergements adaptés au Québec. Vive le courriel »

S'ensuit une présentation du Québec par le président Michel Mady et Christiane Mühl lors d'une après-midi-gôûter avec les familles. Acteurs de leur aventure, les jeunes ont préparé une exposition et bricolé un capteur de rêves avec des objets de la nature. Leur enthousiasme est tel que rien ne les arrête. Les familles s'impliquent dans le projet pédagogique pour trouver le financement avec des partenaires: vente de tableaux offerts, loto, soirée roller avec le club d'Annecy, spectacle organisé par deux lycéennes, dons...

Et ce fut le départ. « Un moment incroyablement intense, du vrai concentré de bonheur », écrit le journal local. « Va

chercher bonheur au Québec », dira l'un des jeunes. Un voyage nourri d'expériences nouvelles (avion, hydravion, téléphérique, funiculaire, bateau) et porteur d'une richesse humaine extraordinaire (notamment la rencontre avec les résidents d'un foyer similaire). Et tous ont apprécié l'extrême gentillesse de Micheline, leur chauffeur de bus (spécialement adapté), une véritable fée qui a balayé tous les soucis et autres complications du séjour.

Le capteur de rêve a rempli sa mission.



Laval-Québec

La belle chevauchée d'Équipartage

Via France-Québec, Marion Baillard, alors étudiante en IUT carrières sociales, a effectué un stage au Centre Galopin, en Estrie, pionnier pour l'équitation adaptée. Au retour, elle devient bénévole de l'association Handi-Cheval Mayenne qu'anime Thérèse Bouron. L'idée d'un échange émerge. Trois ans d'efforts aboutissent à la réalisation du projet *Équipartage*. Une bourse Défi jeunes a été obtenue et de nombreux partenaires mobilisés

dont Laval-Québec qui a donné les coups de pouce qu'il fallait et associé Handi-Cheval à ses manifestations dont celle du XX^e anniversaire.

« Le handicap n'est pas un obstacle à l'échange », croit Marion Baillard. « La très grande capacité d'adaptation du groupe nous a étonnés » témoignent les accompagnateurs des cinq « handi-cavaliers » au Québec. « Quand je monte à cheval, je ne me considère pas comme handicapé », explique Alexandre.

Leur séjour fructueux au Centre Galopin, l'escalade du Mont Orford, les visites de Québec, Montréal et de la ville jumelle ont laissé beaucoup de souvenirs, partagés lors d'une grande soirée avec les familles et les partenaires.

Il y a l'espoir d'accueillir les Québécois. « À terme, l'idée est d'instaurer un échange entre notre association et le centre d'équithérapie de Sherbrooke », confie Thérèse Bouron. ●



Au Centre Galopin près de Sherbrooke et devant le siège de Québec-France à Québec.

BOURGES



BERRY-QUÉBEC a participé au Noël québécois de Bourges organisé par l'association des Mille et unes boutiques qui avait invité le Village québécois d'antan. Berry-Québec était partenaire pour héberger les Québécois chez des adhérents et donner des idées de décors et d'animations. L'association avait aussi un stand sur un marché. ●

CAMBO-LES-BAINS



PAYS-BASQUE-QUÉBEC a été convié à participer aux Noëls du monde organisés pour la première fois à Cambo-les-Bains. Le « caribou chaud » a été dégusté et apprécié par une foule nombreuse qui découvrirait ce marché insolite. L'association a aussi répondu à de nombreuses questions sur le Québec (immigration, stages, voyages...). Une Québécoise, Shirley, en stage dans une maison d'enfants handicapés s'est fait un plaisir de donner des renseignements. ●

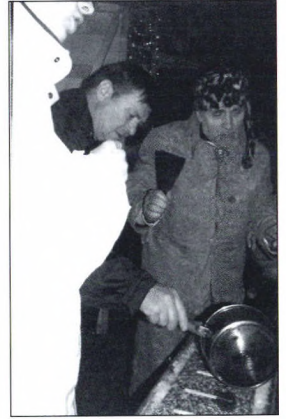
CHAMBÉRY



ALPES-LÉMAN-QUÉBEC était présent pour la troisième année consécutive au marché de Noël de Chambéry. De nombreux visiteurs se sont arrêtés au stand pour questionner sur différents sujets et déguster la soupe aux pois et le vin chaud. Pour compléter l'ambiance, le président Michel Mady et ses cuillères musicales accompagnaient la musique du folklore québécois. ●

Très populaires, les marchés de Noël sont une occasion de visibilité forte pour les associations. Cela resserre les liens entre les bénévoles mobilisés et assure un appoint non négligeable pour le budget. De plus, les associations sont amenées à répondre à de multiples questions, ce qui renforce leur rôle de premier agent d'information sur les liens entre la France et le Québec.

CHARLIEU



BOURGOGNE-QUÉBEC, durant dix jours, a été présent dans deux chalets sur les vingt que comportait le marché visité par Suzanne Ethier, directrice du service économique de la Délégation générale du Québec. Les adhérents se sont relayés pour mieux faire connaître le réseau associatif, présenter et proposer aux 20 000 visiteurs divers aspects de la culture québécoise (littérature, ouvrages historiques et touristiques, artisanat amérindien, produits alimentaires avec la dégustation de la fameuse tire, sans oublier les bières Unibroue).. Atoka, les polaires Husky, les chanteurs Victor Doë et Denis Caron animaient également ce marché chaleureux, bien intégré dans la ville pavoisée aux couleurs du Québec. ●



MÂCON

BOURGOGNE-QUÉBEC, quatre jours après le marché de Charlieu, s'est installé au marché des réveillons de Mâcon pendant trois jours. Dans le cadre des festivités d'hiver de la ville qui avait choisi le Québec comme fil conducteur.

Bourgogne-Québec proposait aux milliers de visiteurs les bons produits traditionnels du Québec ainsi que l'artisanat amérindien et de nombreux ouvrages sur la culture québécoise. ●

La ville
avait choisi
le Québec
pour ses festivités
d'hiver.



MARCHÉS DE NOËL plus de 250 000 visiteurs !

CHATEL-GUYON

AUVERGNE-LOZÈRE-QUÉBEC avait répondu présent au marché de Noël. Malgré la pluie et le vent, le stand fut beaucoup visité. Les amateurs de crêpes au sirop d'érable étaient nombreux, y compris le Père Noël. En plus du stand, il y avait un sculpteur de glace. ●



LAVAL

20 % des bénéfices à une action solidaire francophone



Le président Guy Hubert explique le fonctionnement de « la tire » aux élus lavallois.

LAVAL-QUÉBEC mobilise beaucoup pour ce marché où se retrouvent nombre d'associations internationales et qui attire plus de 40 000 visiteurs. Une trentaine de bénévoles se sont relayés pour tenir le grand stand durant les quatre jours du marché, avec nocturnes. Beaucoup d'idées de cadeaux avec une gamme de vêtements polaires, l'artisanat amérindien, les produits d'érable et de canneberges, etc. Beaucoup de succès aussi pour le « *caribou* » chaud et, innovation, une « *tire* » avec un appareil conçu spécialement. Plus de 600 tires à 1 euro ont été dégustées ! Le bénéfice de ces journées, outre les contacts, sert à financer une partie des activités de l'année. De plus, Laval-Québec a décidé d'affecter 20 % du bénéfice du marché de Noël à une action de solidarité. Lors de la semaine de la Francophonie, un chèque de 550 euros a ainsi été remis au comité de jumelage-coopération Laval-Garango, une ville du Burkina Faso où d'ailleurs travaille actuellement pour deux ans un jeune agronome québécois. ●



ROCHFORT une vingtaine d'adhésions

PAYS ROCHELAIS-QUÉBEC a réussi son pari : tenir une permanence durant tout le mois de décembre au marché de Noël de Rochefort ! Autour du vice-président Christian Rouvreau, le permanent, toute l'équipe du conseil d'administration s'est relayée. De nombreux visiteurs sont venus s'informer sur l'association. Mieux, une vingtaine de personnes l'ont rejointe. Sous le stand baptisé La Maison du Québec, le directeur de l'administration à la Délégation générale du Québec, Pierre Simard, fut le premier à parapher le livre d'or. Autre visiteur de marque, un ami algonquin, Michel Seguin de Saint-Jovite. Tous les dimanches après-midi, un concours de bûcherons était organisé par l'association. De nombreux spectateurs ont admiré la vivacité des concurrents. ●



Beaucoup d'affluence durant un mois autour de la Maison du Québec, visitée notamment par Pierre Simard de la Délégation générale du Québec. Beaucoup de succès aussi pour le concours de bûcherons organisé chaque dimanche.

Grand-Quevilly/Vallée de Seine-Québec 30 ans, le bel âge

Elle ne ressembla pas aux précédentes, l'assemblée générale qui clôturait l'année 2004 le 5 décembre. En effet, elle marquait les 30 ans de l'Association. Un bel âge pour une association, signe de longue vie. Créée en 1974, suite au jumelage de la commune de Grand-Quevilly avec celle de Lévis au Québec en 1969, elle a d'abord coexisté avec le Comité de jumelage. Dès la première année, elle accueillait en ses murs l'Assemblée générale de France-Québec (appelée à cette époque Congrès) sous l'impulsion de son député-maire Tony Larue, alors vice-président de l'association et en présence de Jean Chapdelaine, Délégué Général du Québec et Xavier

Deniau, président-fondateur de France-Québec.

Les premiers adhérents furent ceux, jeunes ou retraités, qui bénéficièrent des échanges entre les villes jumelles. Ensuite, sous la présidence de Thérèse Cailly à partir de 1984 jusqu'en 1995, l'association prit de l'essor en accueillant toujours de nouveaux adhérents qui ne firent qu'augmenter jusque dans les années 2000.

L'événement marquant de la dernière décennie fut de nouveau l'Assemblée générale de France Québec en 1999, dernière année du « septennat » du président Georges Poirier, en présence de Michel Lucier, alors Délégué Général du Québec. L'Assemblée-anniversaire fut



Les personnalités, dont le sénateur-maire Marc Masson, avec l'équipe dirigeante de l'association.

suivie d'un repas musical. À l'apéritif, Marc Masson, sénateur-maire, Aline Boulard adjointe et Monsieur Bonnaterre, directeur de cabinet du député et ancien Premier ministre Laurent Fabius, ont levé leur verre en l'honneur de l'associa-

tion. Avec un menu de choix, le déjeuner s'achevait sur le gâteau orné de ses bougies scintillantes. Grâce à un généreux partenaire, une tombola a été organisée dont le bénéfice a été reversé au profit du Téléthon. ●

Montpellier-Hérault-Québec : 10 ans déjà

Dans les suites d'un second voyage au Québec, Jean-Pierre Gaubert fait des rencontres qui l'inciteront à partager son amour du Québec et qui mèneront à la création de l'association Montpellier-Hérault-Québec. C'est grâce à René Milot, alors directeur de Québec-France, que se concrétise le projet mais aussi grâce aux amitiés qu'il a développées. Pour commémorer ces dix années de fidélité, adhérents, amis, élus et représentants officiels étaient conviés pour quatre jours de festivités.

Le jour de l'Armistice, Julien Lampron, représentant du Délégué général du Québec, à l'invitation de Mme le maire Hélène Mandroux, eut l'honneur de déposer une gerbe aux couleurs du Québec afin de souligner l'importante participation des soldats québécois à la guerre de 1914-18.

Une visite de la ville suivit où l'on découvrit les secrets de Montpellier. Puis une conférence d'Hubert Charron rappelait l'histoire du Québec depuis Cartier avant la projection de *La grande séduction* qui fut un plai-

sir à découvrir ou à redécouvrir! Le lendemain, le Québec était à l'honneur à la bibliothèque municipale.

Lors d'une réception officielle, André Vezinhet, sénateur et président du conseil général, remit la médaille du Sénat à Jean-Pierre Gaubert pour son dévouement envers le Québec. Un beau moment d'émotion. Suivirent des félicitations de la part du bâtonnier Fabre, premier adjoint au maire, et de Julien Lampron de la DGQ.

Toutes ces activités ont été soigneusement orchestrées par

Marie-José Jean des Relations internationales de Montpellier. Les deux journées suivantes étaient consacrées à la découverte de l'arrière-pays. Avec visites d'une huilerie et d'une cave coopérative, Saint-Guilhem le Désert, les caves de Roquefort, le tout entremêlé de rencontres de dignitaires.

Et pour terminer en beauté, un repas à l'invitation du président de Région, Georges Frêche. Il y eut aussi des pas de danse au rythme de la musique québécoise et acadienne de Carolynne Jomphe. ●



La gerbe aux couleurs du Québec.

Les personnalités aux côtés de Jean-Pierre Gaubert.



Manon Charlebois dans les régionales

Originaire de Rouyn-Noranda, en Abitibi, Manon Charlebois avait été choisi par le conseil national élargi de France-Québec en 2003 pour effectuer la tournée culturelle 2004. Voici le regard porté par deux associations et la photo d'une troisième régionale :

« Accompagnée de son brillant guitariste Jean Custeau et de sa choriste Francesca Comeau, elle nous a offert un spectacle de qualité (qui nous a paru bien court) avec des chansons gaies, drôles mais aussi des chansons tendres, tristes et nostalgiques, toutes empreintes de cette « touche québécoise » que nous aimons tant »

Bonjour (Calvados-Québec)

« La jeune chanteuse québécoise



Photo Bourgogne-Québec

qu'on avait découverte au congrès d'Annecy, en juillet 2003, a donné un concert exceptionnel, dans le cadre de la tournée organisée par France-Québec, à travers la France. Une belle voix, un répertoire populaire qui tient la route, un cœur gros comme ça, une présence sur scène indénia-

ble. Elle a offert un bouquet de chansons de sa composition, sans oublier un clin d'œil à Georges Brassens avec une magistrale interprétation de L'orage mais aussi d'Oradour qui fera partie de son prochain album ».

Le Maringuin (Alpes-Léman-Québec)

Automne 2005

Du théâtre musical

Le spectacle proposé lors de la tournée culturelle 2005, intitulé La Première relation de Jacques Cartier, s'appuie sur les textes du navigateur français découvrant à partir de 1534 des terres qui deviendront... le Québec. C'est la Compagnie québécoise Olibrius qui présentera ce spectacle sous la forme d'un théâtre musical emmené par trois comédiens-musiciens québécois : Pierre-Étienne Rouillard dans le rôle du capitaine Jacques Cartier, Pierre-Luc Brillant dans le rôle du surintendant de l'expédition Jehan Poulet et Francis Rossignol dans le rôle du maître d'équipage Macé Jalober. Renseignements auprès de France-Québec. ●

PROTRAVEL

Vacances

l'agence de voyages
de
l'Association
FRANCE-QUEBEC



POUR TOUTES VOS RESERVATIONS AU MEILLEUR PRIX

BILLETTERIE vols charters et réguliers France/Québec :
PROTRAVEL Vacances Tél. 03.85.52.48.79
courriel : autun@protravel-vacances.com
Demande de devis sur www.france-quebec.asso.fr

TOURISME :
www.protravel-vacances.com

N°Indigo 0 820 88 89 90

Allauch

Une journée à l'hôpital

Le service social et le service d'animation de l'hôpital d'Alauch, en collaboration avec l'association, ont organisé une journée québécoise. Le repas pris en commun était composé d'un menu typiquement québécois, apprécié par tous, jeunes et anciens. Le cuisinier de l'hôpital était venu aux aurores pour que tout soit au point et tout le fût.

L'après-midi, la salle d'animation était pleine pour l'intervention de Chantale Morin, coordonnatrice au siège de France-Québec, venue présenter le système de santé au Québec, en le comparant au système français (*lire également pages 44 et 45*). Ce fut un débat activement mené sous la forme interactive de questions/réponses.

Après le goûter des résidents, commençait la partie récréative animée par Sylvain Patuvel venu chanter bénévolement et avec beaucoup de talent des chansons québécoises et françaises. L'association tenait aussi un stand magistralement et artistiquement préparé. ●

Périgord-Québec

Ils s'appellent Charles Calais, Pierre Martin dit Ladouceur, Jacques Joyal dit Bergerac, Jean Gazaille dit St-Germain et Alexandre Berthier. Ils ont trois points communs : être nés au XVII^e siècle, être Périgourdin et partis en Nouvelle-France. La mémoire de ces cinq hommes a été honorée au cours de trois jours d'animations, orchestrés à l'automne par Périgord-Québec et largement relayés par la presse locale.

À Bergerac, une plaque commémorative rappelle désormais le souvenir d'Isaac-Alexandre Berthier (qui, après une carrière militaire acquit les seigneureries qui deviendront le territoire de Berthierville, aujourd'hui jumelée avec Saint-Foy-la-Grande), Jacques Joyal et Pierre Martin. Les racines de ce dernier ont été retrouvées il y a presque 20 ans par une descendante de la neuvième génération, Louise Martin, très émue d'avoir traversée l'Atlantique pour honorer son ancêtre (*au centre de la photo*).

Autre lieu de mémoire désormais, la chapelle Saint-Jean au cœur du village médiéval de

Commémoration de cinq pionniers



Bigaroque, là où fut baptisé Charles Calais. Lui fut soldat de la Compagnie de Lavallière et décéda à l'Hôtel-Dieu de Québec à 34 ans.

Enfin la commune de Sarrazac a célébré la mémoire de Jean Gazaille engagé dans le régiment de Carignan. Là aussi, c'est une Québécoise, venue au congrès international de généalogie à Limoges, qui a aidé à ce travail de mémoire.

De nombreux élus locaux ont participé aux différentes cérémonies, notamment Jean de Bord, aujourd'hui maire de Cognac et ancien vice-président de France-Québec et ancien président de Versailles-Québec. Ces journées, pilotées par Maurice Teulet et Dominique Rousseau, se sont déroulées en présence de Julien Lampron de la DGQ et de Jacques Racine président de Québec-France. ●

Eure-Québec

Sous les couleurs de l'été indien

L'association Eure-Québec a organisé, pour ses adhérents, un voyage-découverte durant treize jours. Une occasion de vivre pleinement la raison d'être de France-Québec : « faire connaître, rencontrer et aimer le Québec et les Québécois ». Le guide, Étienne, y a bien participé.

De l'Outaouais au Saguenay, le voyage fut riche de rencontres agrémentées des chaudes couleurs d'automne. Il y eut ainsi des échanges avec des Amérindiens à Wakefield, d'autres avec des familles québécoises lors d'une soirée



dansante et d'un hébergement chez l'habitant. Autre rencontre forte, la soirée passée avec les adhérents de la régionale de Québec en présence d'un

maire adjoint et du Consul général de France. Au cours de cette soirée sur l'île d'Orléans, en hommage à Félix Leclerc, Français et Québécois ont eu

l'émotion d'interpréter ensemble « Hymne au printemps » et « L'Âme à la tendresse » de Pauline Julien. Et certains ont parlé de leurs ancêtres partis de Normandie il y a 400 ans ! Enfin, il y eut des retrouvailles à Trois-Rivières avec Fabiola Toupin et Manu Trudel qui avaient enchanté les adhérents lors de leur concert à Saint-Aubin-sur-Gaillon en avril 2004. Chacun est revenu la tête pleine d'images, d'émotions, de souvenirs inoubliables et de paroles amérindiennes remplies de sagesse contées chaque jour par le guide. ●

Du 14 au 17 juillet

Le 14^e congrès international

Organisé tous les deux ans, alternativement en France et au Québec, le congrès international de France-Québec et Québec-France se tiendra cette année du 14 au 17 juillet à Gatineau, au Québec.

C'est le 14 juillet que les Québécois attendent les Français. Bal musette et soirée québécoise sont au programme.

Les 15 et 16 juillet, des ateliers sont prévus sur les échanges culturels, la langue française et la mondialisation, immigration

et émigration, généalogie et lieux de mémoire communs, tourisme et nouvelles tendances, gastronomie, bien vieillir. Le thème général est ainsi résumé : « Heureux d'être ensemble, vivre nos différences ».

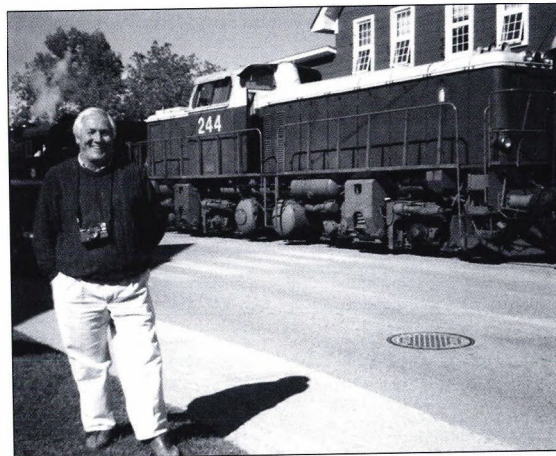
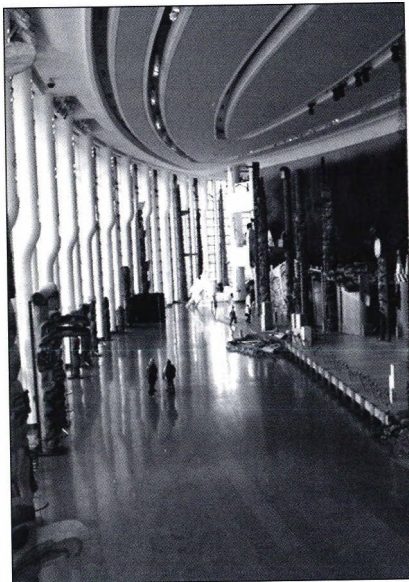
Des escapades outaouaises

seront organisées au château Montebello, au parc Omega, Wakefield, etc. La soirée de gala se déroulera au Musée des civilisations à Gatineau. Informations sur le programme et l'hébergement sur le site :

www.quebecfrance.qc.ca ●



Conférence de presse à Gatineau avec Jean-Michel Hercourt président de France-Québec, Jacques Racine président de Québec-France, Louise Poirier adjointe au maire et Richard Grosleau président dans l'Outaouais.



Gisèle Tuailion

Richard Grosleau, président de la régionale de l'Outaouais, attend les congressistes dans le train pour Wakefield. Ci-contre la salle des totems du Musée des civilisations où aura lieu la soirée de gala du congrès.

Une nouvelle association québécoise

Piékouagami (au lac Saint-Jean)

Québec-France compte une nouvelle association qui a pris le joli nom de Piékouagami et s'implante dans la région du Lac-Saint-Jean. C'est, en quelque sorte, la petite sœur de la régionale du Saguenay jusqu'à présent seule le long du fjord. D'ailleurs, ce sont les responsables de celle-ci, Jean-Marie Perron et J.R. Falardeau en tête, qui sont allés présenter Québec-France, ses buts et ses programmes lors d'une rencontre au cegep de Saint-Félicien. Il y avait là une vingtaine de personnes des MRC (municipalités régionales de comté) Maria-Chapdelaine et Domaine-du-Roy. Un comité d'implantation s'est réuni à trois reprises avant l'assemblée fondatrice présidée par Jean-Marie Perron. Un exécutif de treize membres est formé pour la nouvelle association qui prend le nom de Piékouagami et compte déjà plusieurs dizaines de membres. Robert Dumais a été élu président (ici à gauche avec Jean-Marie Perron). ●



Création du prix Québec-France Marie-Claire Blais

Le prix littéraire Association France-Québec/Philippe Rossillon, créé il y a sept ans, a, désormais, son jumeau au Québec. Le prix Québec-France/Marie-Claire Blais veut récompenser une première œuvre d'un écrivain français en faisant appel également aux lecteurs du réseau associatif. Prix Médicis entre autres, l'écrivaine québécoise Marie-Claire Blais parraine le prix.

En amont, le prix québécois repose sur l'implication des associations du réseau France-Québec invitées à sélectionner un livre et un auteur. Quatorze régionales françaises ont ainsi proposé une première œuvre.

Un jury professionnel d'écrivains québécois a sélectionné trois finalistes parmi les quatorze : *Accès direct à la plage* de Jean-Philippe Blondel (Éd. Delphine Montalant, proposé par Laval-Québec), *Moi-Je* de Patrick Gougeon (Gallimard, proposé par Seine-et-Marne-Québec) et *Radeau* d'Antoine Choplin (La Fosse aux ours proposé par Val-de-Marne-Québec).

Les lecteurs du réseau Québec-France ont finalement choisi le livre de Jean-Philippe Blondel qui recevra une bourse de 2000 dollars et effectuera une tournée au Québec. Les partenaires du prix sont le Mouvement national des Québécois, l'Office québécois de la langue française, la librairie Pantoute et le Réseau des librairies indépendants du Québec. ●

Bretagne

Armor-Québec



s'adresser à :
Cornaouaille-Québec

Cornaouaille-Québec



Joseph LE BEC
4 allée Matilin an Dall
29000 QUIMPER
☎ 02 98 55 43 65 (après 20 h.)
Courriel : Joseph.Lebec@wanadoo.fr
http://perso.wanadoo.fr/cornaouaille-quebec/

Dinan-Québec

Patrick DIVEU
66, avenue de Beauvais
22100 LANVALLAY
☎ 02 96 39 08 62
Courriel : Patrick.Diveu@wanadoo.fr

Pays de Rennes-Québec



Patricia LE GUILLOU
14, rue Noël Blayau
35000 RENNES
☎ 02 99 30 31 98
Courriel : asso.rennes-quebec@caramail.fr

Saint-Malo-Québec



Marie-Agnès CASTILLON
Maison du Québec
Place du Québec
35400 SAINT-MALO
☎ 02 99 56 34 32
Courriel : maison.quebec@free.fr
http://maisonquebec.stmal.free.fr

Poitou-Charente

Brouage-Québec

Michèle OLIVET
R.D. n° 3 Hiers Brouage
29, rue Bernard Palissy
17320 HIERS BROUAGE
☎ 05 46 85 10 04

Châtelleraut-Québec



Roland GAILLON
37, av. Maréchal Leclerc
86100 CHÂTELLERAUT
☎ / Fax 05 49 23 43 01

Courriel : roland.gaillon@wanadoo.fr

Gâtine Poitevine-Québec

Nicolas GAMACHE
Land'Frère
79340 COUTIERES
☎ 05 49 63 74 82
Courriel : nicolasgamache79@aol.com

Hautes-Vallées Charente-Québec



Hélène GRANET
11, rue Bir-Hacheim
16260 CHASSENEUIL
☎ / Fax 05 45 39 69 42
Port. 06 76 15 04 15

Pays-Rochelais-Québec

Jean-Marie LECOURT
20 Bd de la Libération - BP 72
17340 CHATELAILLON PLAGE
☎ 05 46 35 89 55
Courriel : pays-rochelais-quebec@fr.st
www.pays-rochelais-quebecfr.st

Pons-Sud-Saintonge-Québec



Christiane ROUXEL
Mairie - Place de la République
17800 PONS
☎ 05 46 96 40 85

Courriel : association.pons-sse-quebec@laposte.net

Basse-Normandie

Calvados-Québec



Danielle LECAMPION
1018 quartier du Grand Parc
14200 HEROUVILLE
ST-CLAIR
☎ 02 31 43 85 16
Courriel : mmgarville@wanadoo.fr

Orne-Québec



Jacques NORTIER
La Rosière
61190 TOUROUVRE
☎ 02 33 25 60 83

Pays-de-la-Loire

Anjou-Québec



Nathalie GIRARD
7, rue d'Artois
49100 ANGERS
☎ / Fax : 02 41 54 98 60
courriel : lalilouette@wanadoo.fr
www.anjou-quebec.asso.fr

Laval-Québec



Guy HUBERT
Hôtel de Ville
53000 LAVAL
☎ 02 43 49 46 42
courriel :
guyhubert@wanadoo.fr

Maine-Québec



Robert ROULEAU
27 rue Belle Borde
72200 LA FLECHE
☎ 02 43 94 05 89
courriel : robert.rouleau@wanadoo.fr

Pays-Nantais-Québec



Régine CAILLEAUX
BP 78811
44188 NANTES Cedex 04
☎ 02 40 63 76 55
Courriel : paysnantaisquebec@tiscali.fr

Vendée-Québec



Daniel CHIRON
Les Habites
29, route de Challans
85220 APREMENT
☎ 02 51 55 73 59
Courriel : info-@vendee-quebec.asso.fr
http://www.vendee-quebec.asso.fr

Aquitaine

Bordeaux-Québec

Michel GIRARD
56, avenue Edmond Rostand
33700 MÉRIGNAC
☎ 06 74 75 46 92
Courriel : contact@bgq.asso.fr
site : http://bgq.asso.fr

Pays-Basque-Québec



Monique MARCHAND
ZA du Hillans
16, rue Lohizun
64900 St Pierre Irube
☎ 05 59 44 01 99
Courriel : paysbasque.quebec@wanadoo.fr
site : http://paysbasque.quebec.free.fr/

Pays-Foyen-Québec



Jean-Claude ALLAIN
54 av. du Maréchal Leclerc
33220 PINEUILH
☎ 05 57 46 32 13
Courriel : pays-foyen-quebec@oreka.com

Périgord-Québec



Maurice TEULET
«Leymonie»
24100 CREYSSE
☎ - Fax : 05 53 57 42 02
Courriel : mau.teulet@wanadoo.fr

Haute-Normandie

Grand-Quévilly-Vallée-de-Seine-Québec



Janine ARSENE-LARUE
Ancienne école Marie Curie
Place Gabriel Péri
76120 GRAND-QUÉVILLY
☎ / Fax : 02 35 18 14 19
Courriel : grandquevillyquebec@free.fr
http://grandquevillyquebec.free.fr

Eure-Québec

Monique NACHTERGAEL
Mairie
1, rue des Motelles
27600 St Aubin-sur-Gaillon
☎ 02 32 53 05 32
Fax : 02 32 53 86 09
Courriel : clomo.nach@wanadoo.fr

Centre

Berry-Québec

Michelle BLAYAC
Maison des Associations
28, rue Gambon
18000 BOURGES
☎ 02 48 72 84 36
Courriel : blayacmichelle@wanadoo.fr

Eure-et-Loir-Québec

Anne-Marie FICHET
47 rue de Varize
28000 CHARTRES
☎ 02 37 34 56 69

Gâtinais-Québec

GATINAIS
Liliane BRISSON
108 rue des Déportés
45200 MONTARGIS
☎ 02 38 85 56 17
Courriel : gatinais.quebec@wanadoo.fr
http://www.gatinais-quebec.com

Sologne-Québec



Michèle BUTTY
728 rue des Champs Blanchet
41250 MONT PRÈS CHAMBORD
☎ 02 54 70 78 80
Fax : 02 54 70 79 60

Touraine-Québec



Daniel GODEFROY
30, rue Basse
37600 BEAULIEU-LES-ROCHES
☎ 02 47 59 11 41
Courriel : touraine-quebec@wanadoo.fr

Limousin

Haut-Limousin-Québec



Yannick MALARD
6 rue Jean Le Bail
87100 LIMOGES
☎ - Fax : 05 55 01 18 18
Courriel : malard@unilim.fr

Pays-de-Brive-Corrèze-Québec



Christiane LAVAL
Immeuble des associations
Place Jean-Marie Dauzier
19100 BRIVE-LA-GAILLARDE
☎ 05 55 23 23 78
Courriel : chlaval@free.fr

Ile-de-France

Essonne-Québec



Michel DUBAULT
12, rue du Général de Gaulle
91006 EVRY
☎ 01 69 36 23 23
Courriel :
m.dubault@dba-avocats.com

Paris-Québec



Gilbert PILLEUL
5 rue de la
Boule Rouge
75009 PARIS
☎ / Fax : 01 48 24 97 27

Permanence mercredi et vendredi 10 h - 16 h
Courriel : paris-quebec@wanadoo.fr
site : perso.wanadoo.fr/asso-paris-quebec

Seine-et-Marne-Québec



Ivan GAUDEFROY
28, rue Carnot
77400 LAGNY-SUR-MARNE
☎ 06 87 83 18 95
Fax : 01 64 30 91 81
Courriel : seineetmarnequebec@free.fr
http://www.seine-et-marne-quebec.frst/

Seine-Saint-Denis-Québec



Jean-Jacques JENNE
1 rue Pierre Curie
93350 LE BOURGET
☎ 01 48 37 74 64

Val-de-Marne-Québec

Christiane BOUVARD
4 quai du Port
94130 NOGENT-SUR-MARNE
☎ / Fax : 01 43 24 34 66

Val-d'Oise-Québec



Jean-Pierre TARTARE
121, rue du M^e Foch
95620 PARMAIN
☎ : 01 34 08 88 47
Courriel : jptartare@aol.com

Yvelines-Québec



Bruno ALEXANDRE
6, square de l'Hôtel de Ville
78210 St CYR-L'ÉCOLE
☎ / Fax : 01 30 58 19 62
Courriel : grun@club-internet.fr

Midi-Pyrénées

Albigeois-Québec



André LAGRANGE
10, rue Saint-Martin
81150 MARSAC
☎ 05 63 53 16 56

Midi-Toulousain-Québec



Jackie Mc CARTY
1, rue Luchet Bât A
31200 TOULOUSE
☎ 05 61 58 28 65

Courriel : midi-toulousain.quebec@wanadoo.fr

«tricoté serré»

Un pont sur l'océan,
deux pays, deux peuples
au coude à coude.

24 rue Modigliani
75015 PARIS
(ouvert du lundi au vendredi
de 10 h. à 12 h. 30 et de 14 h. à 17 h.)
Tél. : 01 45 54 35 37
Fax : 01 45 57 69 44
Courriel : secretariat@france-quebec.asso.fr
Web : www.france-quebec.asso.fr

Nord-Pas-de-Calais

Artois-Québec

 Maurice LEROY
BP 14
62118 HAMBLAIN-LES-PRÉS
☎ Fax : 03 21 50 00 38
Courriel : maurice.leroy3@wanadoo.fr
Site : www.artoisquebec.com

Cambrésis-Hainaut-Québec

 Martine LEMORT
6, placette des Mérovingiens
59267 PROVILLE
☎ Fax : 03 27 81 08 82
☎ Fax : 06 86 67 43 93
Courriel : lemort.martine@wanadoo.fr

Côte-d'Opale-Québec

 Nadine LEDET
83 rue Aristide Briand
62200 BOULOGNE-SUR-MER
☎ Fax : 03 21 31 57 40
Télécopie 03 21 92 71 44
Courriel : nadine.ledet@wanadoo.fr

Lil' Nord-Québec

s'adresser à :
Artois-Québec

Lorraine

Lorraine-Québec


 Michel SCHLUCK
14 rue du Cheval Blanc
54000 NANCY
☎ : 06 30 61 25 24
Courriel : lorraine.quebec@wanadoo.fr

Champagne-Ardennes

Champagne-Québec

 Noëlle BERTON
C.I.S. - Parc Léo Lagrange
51100 REIMS
☎ : 03 26 40 51 78
(le mercredi de 19h à 20h)
Courriel : champagne.quebec@caraimail.com

Langres-Montréal-Québec

 Jean-Paul PIZELLE
Peigney
52200 LANGRES
☎ Fax : 03 25 87 15 91
Courriel : langresmontreal.jeanmance@libertysurf.fr

Alsace

Alsace-Québec

 Jean-Yves MARCHAL
17, rue de Lausanne
67000 STRASBOURG
☎ : 06 61 92 56 50
(lundi au vendredi entre 18 et 20h)
Courriel : alsacequebec@fr.fm
Web : www.alsacequebec.fr.fm

Franche-Comté

Franche-Comté-Québec


 Alain CHEVILLARD
4 bis, rue Grenier
25000 BESANCON
☎ : 03 81 81 16 64
Courriel : alain.chevillard@univ-fcomte.fr

Belfort-Québec

 Anne-Marie POMMARD
Centre Culturel du Mont
26, Avenue du Château d'eau
90000 BELFORT
☎ : 06 71 43 56 70
Fax : 03 81 95 18 40
Courriel : pommard.am@wanadoo.fr
http://belfort-quebec.site.voila.fr

Dom-Tom

Guadeloupe-Québec

 Joseph LEE
Section Blanche
97122 BAIE-MAHAULT
☎ : 05 90 26 13 11
☎ Fax : 05 90 26 44 80

Martinique-Québec

Frantz RÉMY
Grand Village 25
Terreville
☎ : 05 96 73 73 83 - 05 96 52 20 57
☎ Fax : 05 96 70 09 75
Courriel : amdor.2000@wanadoo.fr

Guyane-Québec

Roland GERMAIN
PK7 Route de Rémire - Chemin Germain
Villa GELA 4
97354 REMIRE-MONTJOLY
☎ / Fax : 05 94 38 22 27
Courriel : guyanequebec-guyane@wanadoo.fr

Picardie

Aisne-Québec

 Gérard PRETROT
41, Boulevard Raymond Poincaré
02200 SOISSONS
☎ : 03 23 59 38 80
Courriel : aisne.quebec@laposte.net

Oise-Québec

 Evelyne VESSEMONT
3 square de la Croix des
Veneurs
60300 SENLIS
☎ : 03 44 32 14 07

Auvergne

Auvergne & Lozère-Québec

 Chantal FOURNIER
Lotissement Les Bruguières
48500 LA CANOURGUE
☎ : 06 84 18 43 76
Courriel secretariat : auvergne.quebec@wanadoo.fr

Languedoc-Roussillon

Montpellier-Hérault-Québec


 Jean-Pierre GAUBERT
Aubaygues
34700 ST-ÉTIENNE-
DE-GOURGAS
☎ Fax : 04 67 44 62 69

Perpignan-Roussillon-Québec

 Bernadette CROQUET
9, rue du Levant
66300 VILLEMOLAQUE
☎ Fax : 04 68 21 65 47
http://perso.wanadoo.fr/asso.prq

Bourgogne

Bourgogne-Québec

 Georges PIERRE
28 bis, rue Général Leclerc
71120 CHAROLLES
☎ Fax : 03 85 24 10 88
Courriel : pierre.georges@libertysurf.fr

Provence/Côte d'Azur

Allauch-Méditerranée-Québec

 Antoine CROCE
78, avenue Jean Moulin
13190 ALLAUCH
☎ : 06 76 78 47 84
Courriel : antoine.croce@wanadoo.fr
http://perso.wanadoo.fr/allauch-quebec

Côte-d'Azur- Pays Cannois-Québec

Catherine RIGAUDY
28, rue Louis Blanc
06400 CANNES
☎ : 04 93 38 75 50 (heures de bureau)
☎ Fax : 04 93 38 74 80
Courriel : abltour-cannes@wanadoo.fr
http://www.theleme.net/azurquebec

Rivière-Québec

Jean-Michel COURT
41, Chemin de Sainte-Colombe
06800 CAGNES-SUR-MER
☎ : 04 92 02 91 08

Terres-de-Provence-Québec

 Janine GIRAUD-HÉRAUD
Saint-Canad
13610 LE PUY-STE-RÉPARADE
☎ Fax : 04 42 61 97 74
(de 18 h. à 20 h. du lundi au vendredi).
Courriel : terprov-quebec@wanadoo.fr
http://aix-asso.org/provence-quebec

Vaucluse-Québec

 Gérard OLIVIER
382, rue Terradou
84200 CARPENTRAS
☎ Fax : 04 90 67 19 41
Courriel : pvq@wanadoo.fr
www.vaucluse-quebec.fr.fm

Rhône-Alpes

Alpes-Québec

 Max JARRIN/François DUFOUR
14, Place Saint-Bruno
38000 GRENOBLE
☎ : 04 76 27 73 77
☎ : 04 76 84 98 70 (siège)
Courriel : francois.dufour@planetis.com

Alpes-Léman-Québec

 Michel MADY
Espace Associatif
21-23, rue des Fleurs
73200 ALBERTVILLE
☎ : 04 79 32 36 75 - 06 86 93 46 78
☎ Fax : 04 79 32 89 71
Courriel : mady.alq@club-internet.fr
http://alpeslemanquebec.free.fr

Bugey-Québec

 Renato CECCHINEL
«Lot La Verchère»
01120 THIL
☎ : 06 14 26 04 44
☎ Fax : 04 78 21 63 86
Courriel : dlorenzini@free.fr

Lyon-Québec

 Raymond SANCHEZ
B.P. 3020
69396 LYON CEDEX 03
☎ : 04 78 60 88 21 (mardi de 17h à 19h)

Membres associés

Association des Amis de Gaston Miron

Sylvestre CLANCIER
6, rue François Miron
75004 PARIS
☎ : 01 42 77 37 87 - Fax : 01 42 78 64 87

Association des Diplômés de l'Université Laval (ADULF)

Etienne BONAL
9, allée des Marronniers
78000 VERSAILLES

Association des Dubé du Grand-Ouest

Philippe DUBÉ
Maison du Peuple - Place Allendé
4460 SAINT NAZAIRE

Association Européenne des Anciens d'HEC Montréal (AEAHEC)

Claire ARISTON
6, avenue Paul Chandon
51200 EPERNAY

Association des Gagnon de France

Emile GAGNON
80, rue du val de l'Indre
37260 - Mons
Courriel : gagnon@wanadoo.fr

Association des Lieux de mémoire communs franco-québécois

Henri RÉTHORÉ
28 ter, rue Guersant
75017 PARIS

Comité d'Action Politique France-Québec (CAP-FQ)

Erwan KERYER
15, rue Daubenton
75015 PARIS

Comité Chomedey de Maisonneuve

Jacques COUSIN
Centre Culturel Maisonneuve
10190 Neuville-sur-Yanne
☎ / Fax : 03 25 40 68 33
Courriel : comite.maisonneuve@wanadoo.fr

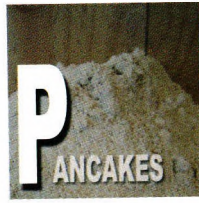
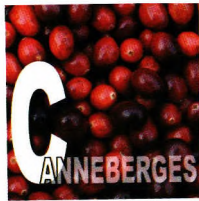
Karukera-Québec

Christian JOSEPH
3 route du Château d'Eau - Section Tambour
97170 PETIT-BOURG



COULEURS QUÉBEC

Le spécialiste en Europe du produit alimentaire Québécois

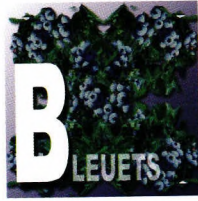


Couleurs Québec - 19 Avenue Gabriel Fauré
ZA Bellevue - 35235 - THORIGNE FOUILLARD

Tél : 33(0)2 99 62 00 70 - Fax : 33(0)2 99 62 00 71

mail : info@couleurs-quebec.com

www.couleurs-quebec.com



à consommer avec modération



Fournisseur des Régionales France Québec - Vente en ligne aux particuliers

COMPTOIR CANADA

WWW.COMPTOIR-CANADA.COM



Le Canada vient à vous

et vous ouvre sa parfaite connaissance des vêtements polaires de confort et de haute technicité.

Vous trouverez également des produits alimentaires canadiens et de l'artisanat amérindien.

COMPTOIR CANADA 49 rue du Maréchal Leclerc 49400 SAUMUR - Tél : 02 41 67 11 22
Courriel : info@comptoir-husky.com

Devenez franchisés... deux ouvertures déjà en France :

COMPTOIR CANADA
18 Place de l'Hôtel de ville
15000 AURILLAC
Tél. : 04 71 63 66 08


COMPTOIR CANADA
13 rue Pasteur
25500 MORTEAU
Tél. : 03 81 67 19 58

Avez-vous le cœur assez grand ?
Le Québec
terre des grandes émotions



Gallier & Associés, Photo : Tourisme Québec (c) S. Majeau

AIR CANADA 

MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE 

www.aircanada.com



Québec 

Toutes les informations sur www.bonjourquebec.com/fr